

DISCOURS SUR LA POLYSYNODIE.

OÙ L'ON DÉMONTRE

*Que la POLYSYNODIE, ou pluralité des Conseils,
est la forme de Ministère la plus avantageuse
pour un Roy, & pour son Royaume.*

Par M^r l'Abé de S. PIERRE, cy-devant de l'Académie
Françoise.

Ubi multa Consilia salus. Prov.



A LONDRES,
Chez JACOB TONSSON, Libraire.

M. DCC. XVIII.

LA POLYSYN

ALONDRÉ,

Chas. J. Foxworth, Secy.

U.S. DEPT. OF JUSTICE

*Ex libris Gabrielis Gouët presbyteri nostri Domini Radomensis, illum mihi —
Dono Dedit Domina Menage, annuâ attributione donata apud Moniales Unionis
Christiane Radomensis..... Die vigesima octobris 1748*

DISCOURS

S U R

— LA POLYSYNODIE. —

*Où l'on démontre que la Polysynodie, ou pluralité
des Conseils, est la forme de Ministère la plus
avantageuse pour un Roy, & pour son Royaume.*

P R E F A C E.

UN Monarque peut n'écouter qu'un seul
home dans toutes ses affaires, & lui confier
son autorité entière, come nos Rois de la
premiere & de la seconde Race la con-
fioient à celui qu'ils nomoient *Maire du Palais*,
come quelques-uns des Rois de la troisiéme Race, &
entre autres Louïs XIII. qui la confia pendant dix-
huit ou vingt ans au Cardinal de Richelieu sous le nom
de *Premier Ministre*, & come les Monarques Turcs
la confient encore aujourd'hui à celui, qu'ils noment
Grand Visir; pour abreger, j'apèle *Visirat* cete sorte
de Ministère.

Ce Monarque peut n'écouter que deux homes sur

A

2

les affaires , & chacun d'eux sans témoins sur la sorte d'affaire qui lui est comise, & partager ainsi son autorité entr'eux , à peu près de la maniere que nous l'avons vüe partagée entre feu Monsieur Colbert & feu Monsieur de Louvois : c'est cette forme que je nommeray dans la suite , *Demi-Visirat*.

Ce Monarque pourroit encore partager cette autorité en quatre , en huit , & en un plus grand nombre de Ministres à peu près égaux en pouvoir : mais comme ce ne seroient après tout que diferentes especes de *Demi-Visirs* , je comprends ces formes sous le même nom de *Demi-Visirat*.

Enfin ce Monarque peut écouter dans une Assemblée l'avis de chaque Membre de cette Assemblée sur chaque affaire du Gouvernement , & distribuer à sept ou huit Conseils , à sept ou huit Assemblées les sept ou huit principaux genres d'affaires de l'Etat. C'est cete forme de Ministère , que l'on peut apeler *pluralité de Conseils* , ou *Polysynodie*. C'est à peu près celle que le Regent a conçüe avec tant de sagesse , & executée en peu de semaines avec tant de courage & de conduite.

Je sai bien 1°. que *la Polysynodie* peut dégénérer peu à peu en *Demi-Visirat* , & même en *Visirat*. Je sai bien 2°. que les Membres mal choisis peuvent se corrompre aussi-bien que *les Visirs* & *les Demi-Visirs* , en preferant de concert leurs interêts particuliers à l'interêt public , c'est-à-dire , à l'interêt du Roi & du Royaume. Je sai bien 3°. que cette mer-

veilleuse forme de Ministère n'a pour le present d'autre sûreté de sa durée, que la volonté de celui qui tient la place du Roi, & qu'elle n'a encore pour l'avenir autre sûreté de cete durée que la volonté des Rois qui se succederont. Je sai bien 4°. que si l'on n'ajoute rien à la forme établie, elle ne seroit propre que pour des Princes laborieux, qualité trop rare dans les Rois; elle ne conviendrait point à des Princes, qui n'aime-roient point le travail, qui n'auroient que peu de capacité pour les affaires; encore moins à des Princes trop jeunes, trop vieux, trop infirmes, ou livrez à la débauche & à la volupté; cependant les deux tiers de l'espace que durent les Monarchies, sont remplis de pareils Monarques; ainsi il seroit à desirer que la *Poly synodie* des Monarchies fût tellement perfectionnée, que ni la féblesse, ni l'aféblissement des Monarques n'aféblit jamais les Monarchies, que les intervalles de faineantise, de folie & d'imprudence des uns ne pussent jamais nuire, ni à leur Maison, ni à leur Etat, & que les intervalles de travail, de prudence & de sagesse des autres pussent toujours facilement procurer à leur Maison & à leur Etat de très-grands avantages.

Or je prétens montrer que l'on peut se préserver de ces quatre inconveniens : & c'est dans ce Discours que je me propose d'indiquer pour cela des preservatifs faciles & suffisans : j'espere même que le Lecteur verra que la *Poly synodie*, même sans autre

perfection , que celle où nous la voyons , est une forme de Gouvernement préférable de beaucoup au *Visirat* & au *Demi-Visirat* : & c'est une des considerations que j'ay eües en travaillant à cet Ouvrage ; car il est d'un bon citoyen de faire estimer & aimer le Gouvernement present , sur tout quand il est beaucoup plus avantageux que le Gouvernement précédent.

Il ne faut pas confondre icy deux choses fort différentes : le Gouvernement d'un seul Visir particulier avec le *Visirat* en general. Il peut arriver qu'un Visir soit d'un esprit excellent , très-laborieux , d'une grande temperance , d'une grande santé : il se peut faire absolument parlant , qu'il n'ait aucune vûe d'enrichir , d'élever sa maison , ses parens , ses amis , & qu'il soit toujours uniquement & vivement ocupé de la justice & des interêts du Roy & du Royaume : il se peut faire même qu'il soit capable de préférer ces sortes d'interêts à sa propre reputation : mais il y a une difference infinie entre le Gouvernement merueilleux d'un pareil Visir pendant vingt ou trente ans , & le *Visirat* , que je suppose une forme de Gouvernement permanente , qui doit subsister autant qu'une Nation , & qui tombe presque toujours entre les mains d'hommes plus ambitieux que les autres , d'hommes sujets à la vengeance , à la jalousie , & aux autres vices de l'humanité , d'hommes qui veulent s'enrichir , enrichir leurs parens , leurs amis , élever des creatures , qui

5

soient plus interessez à soutenir le pouvoir du Visir, qu'à soutenir les interêts du Roy & du Royaume; le Visirat est donc une forme de Gouvernement, dans lequel de cent Visirs il n'y aura pas un home parfait contre quatre - vingt - dix - neuf homes, qui seront la plûpart d'un esprit & d'une vertu mediocre, & qui seront quelquefois les uns malhabiles, les uns très-méchans; ainsi les raisons qui prouveroient que le Gouvernement d'un Visir parfait seroit plus desirable que la Polysynodie, ne prouvent rien pour le Visirat, où il y a si rarement des Visirs parfaits: & puis je soutiens qu'un Visir parfait ne pouroit rien faire de mieux, que d'établir avant sa mort la *Polysynodie* dans l'Etat même qu'il gouverneroit.

Il ne faut pas penser non plus que si une Polysynodie particuliere est defectueuse, sur tout dans les premieres années de son établissement, & dans un Royaume où presque tout étoit bouleversé quand elle y a été introduite, la Polysynodie en general ne soit pas infiniment préférable au Visirat. Un établissement aussi vaste, qui n'a point encore eu dans le monde d'excellent modele, ne peut pas en si peu de temps aquerir sa perfection. Et c'est en partie pour doner quelques idées propres à le perfectionner, que j'ay entrepris cet Ouvrage.

Une grande partie des vûes que l'on trouvera dans ce Discours m'étoient venuës neuf ou dix ans avant la mort du feu Roy: mais le Lecteur fait assez qu'il eût

été alors très-inutile pour l'Etat, & très-dangereux pour moy de le comuniquer : heureusement les choses ont bien changé; ainsi j'ay repris mon travail. J'ay tâché d'éclaircir la matiere, dans le dessein de contribuer autant qu'il est en mon pouvoir, à perfectionner un si bel établissement.

Je ne pouvois pas montrer tous les avantages de la *Poly synodie*, sans montrer que cette forme de Gouvernement n'est point sujette aux grans inconveniens du Demi - Visirat : or coment montrer la grandeur de ces inconveniens, sans faire souvenir d'un côté de quelques malheurs du Regne precedent, & sans montrer de l'autre, que ces malheurs venoient uniquement de ce que dans le Demi - Visirat le feu Roy étoit souvent mal informé de beaucoup de faits très-importans, & de ce que en chaque affaire ordinaire ou extraordinaire, il n'étoit secouru le plus souvent, que par un seul home, qui non-seulement étoit moins éclairé qu'un Conseil entier, mais qui étoit encore fort souvent plus intéressé à luy faire prendre les mauvais partis, qu'à luy faire prendre les meilleurs; de sorte que l'on doit être étonné qu'avec une forme de Gouvernement aussi imparfaite, il n'ait pas fait plus de fautes, & qu'il ait pu luy seul résister à tant de grandes Puissances, qu'il s'étoit attirées pour ennemies, à tant de mauvais conseils, à tant de flatteurs habiles & interessez à le corrompre. Que n'auroit-il point fait pour sa gloire & pour nôtre bonheur, luy qui avoit de si

bonnes intentions , si à la mort du Cardinal Mazarin il eût connu les grans avantages qu'il pouvoit espérer de la *Polyssynodie* ?

Come il peut ariver que dans les Regnes futurs quelque favori , ou quelque favorite voudra s'efforcer de rétablir en France le Gouvernement des Maires du Palais , & que quelqu'un de nos Rois futurs , faute de conoître ni ses veritables interêts , ni les interêts de la Nation , pourroit un jour être tenté de renverser l'excellente forme de la *pluralité des Conseils* : j'ay crû qu'il étoit très-important pour le service de l'Etat de mettre entre les mains des bons François un Discours approfondi sur les grans avantages que leur Roy en doit tirer de son côté , & qu'ils en peuvent attendre de leur , afin que l'opinion la plus saine puisse prendre des racines profondes dans tous les esprits , & qu'il soit ainsi plus facile aux gens de bien de détourner alors par leurs conseils un coup qui seroit si pernicieux pour la Nation , si dangereux pour le Roy luy-même , & si funeste un jour à la Maison Royale.

Ce Discours a deux Parties. La premiere contient en détail les avantages de la *Polyssynodie* au dessus du *Visirat* & du *Demi-Visirat*. La seconde contient les Objections qui m'ont été faites , & les Eclaircissements qui m'ont paru propres pour perfectionner la *Polyssynodie*.

Je desire extrêmement que pour éclaircir la matiere , quelqu'un écrive , non contre moy , car il ne faut

point desirer de disputes personeles , mais contre ce
 Memoire. Je sai bien que les Ouvrages de Politique
 sont très-susceptibles des ornemens de l'Eloquence,
 & qu'un Discours oratoire fait beaucoup d'impres-
 sion sur le comun des esprits : mais la méthode des
 Orateurs me semble plus propre à exciter les senti-
 mens & à fortifier les passions , qu'à faire naître des
 idées justes & précises, & qu'à augmenter la lumiere
 du Lecteur ; elle est beaucoup plus propre à persua-
 der le cœur par un arangement délicat de peintures
 vives & animées , qu'à convaincre l'esprit par un en-
 chaînement continuel de raisonemens justes & soli-
 des ; ainsi je m'en tiens à la sorte d'Eloquence qui est
 propre aux Geometres , & à leur méthode qui est sim-
 ple , & qui a une grande comodité, c'est que l'es-
 prit du Lecteur n'étant point ébloüi par des images
 trop vives & trop seduifantes , il luy est très-facile de
 démêler si la preuve de la proposition n'est qu'un so-
 phisme , ou si c'est une veritable demonstration ,
 comodité qu'il ne trouve pas dans un Discours oratoi-
 re , où la preuve est si envelopée d'images , & de fi-
 gures , si mêlée de bons & de mauvais raisonemens,
 qu'à moins que d'en faire l'analyse , exacte , il est im-
 possible d'en conôître la veritable force & la verita-
 ble valeur : aussi voit-on que la réputation de ces beaux
 Discours oratoires ne dure , que tant qu'il n'en paroît
 pas un plus beau par un Auteur qui entreprendroit
 de prouver le contraire , au lieu qu'une verité une fois
 bien

9
démontrée demeure démontrée pour toujours & pour tous les Lecteurs.

Cette considération fait que je me trouve obligé de prier ceux, qui après avoir lû mon Ouvrage soutenant encore le système du *Visirat* ou du *Demi-Visirat*, voudroient écrire contre la *Polysynodie*, de ne se servir contre moy que de la même méthode, dont je me sers contr'eux & de se résoudre à combattre ainsi à armes égales, & à proceder non avec l'emphase des Declamateurs, ni avec les traits fins d'une Satyre enjouée & delicate, qui divertissent sans prouver, mais à proceder simplement & méthodiquement en divisant, en définissant, & par les termes vulgaires, mais nécessaires de *Primò* & de *Secundò*, afin que le Lecteur puisse plus comodément comparer leurs preuves aux miennes, ou si l'on veut, mes Objections aux leurs, enfin les avantages d'un système au système contraire.

Au reste je ne regarde ce Discours que comme une ébauche. Je n'ay pas eu le loisir de l'abreger, ni d'en aranger les parties, come je l'eusse désiré; mais les vûes principales s'y trouvent, & c'est assez pour les bons esprits qui n'ont d'autres interêts dans cette question, que de voir la verité bien démontrée.

PREMIERE PARTIE.

Avantages de la POLYSYNODIE, tant sur le VISIRAT, que sur le DEMI-VISIRAT.

S'Il est vrai que d'un côté dans la *PolySynodie* il y ait un grand nombre d'avantages considérables pour le Roy & pour l'Etat, qui ne se trouvent ni dans le *Visirat*, ni dans le *Demi-Visirat*, & que de l'autre il n'y ait aucun avantage considérable ni dans le *Visirat*, ni dans le *Demi-Visirat*, qui ne se trouve dans la *PolySynodie*; il est évident que cette forme de Gouvernement est de beaucoup préférable aux deux autres: or nous allons montrer qu'il y a beaucoup d'avantages dans la *PolySynodie* qui ne se trouvent point dans le *Visirat*, & qu'il n'y en a point dans le *Visirat*, &c. qui ne se trouve dans la *PolySynodie*; donc la *PolySynodie* est de beaucoup préférable. Voyons en détail ces avantages.

AVANTAGE PREMIER.

Les résolutions de l'Etat seront moins souvent fondées sur des erreurs de fait, & par conséquent beaucoup moins fautives.

Je suppose qu'il soit question de délibérer si l'on entreprendra la Guerre contre un Souverain, si l'on con-

clura une Ligue avec un autre à certaines conditions, le bon ou le mauvais parti que le Monarque peut prendre dépend de la conoissance d'un grand nombre de faits qui sont importans à la décision : si celuy qui fait le raport de l'affaire en ignore quelques-uns, s'il en suppose innocemment d'autres vrais, qui soient faux, s'il en cache artificieusement une partie, s'il déguise l'autre, s'il fait son raport au Roy en particulier & sans témoins, & si le Roy ne peut conoître la vérité de ces faits que par un semblable raport, il a beau avoir l'esprit juste, il sera dans la nécessité de prendre sa résolution en suposant ce raport véritable ; de sorte que soit que le Ministre ou le Rapporteur soit trompeur, soit qu'il soit le premier trompé dans les faits qu'il rapporte, le Roy sera trompé, & prendra le moins bon ou le plus mauvais parti par erreur de fait.

Qu'il soit question de choisir entre deux entreprises, quelle sera la plus utile, & la moins de dépense, qu'il soit question de choisir entre les divers moyens de parvenir à un but, qu'il soit question de choisir les meilleurs Officiers Generaux, les meilleurs Intendans, les meilleurs Négociateurs, &c. qu'il soit question de choisir entre diverses manieres de lever un Subside, &c. Enfin on peut dire que la plûpart des résolutions que le Roy peut prendre pour le Gouvernement du Royaume, dépendent de la conoissance des faits : on peut dire même en general que l'on ne prend gueres d'opinions vraies ou fausses, qu'en suposant pour vrais des faits qui souvent sont très-faux : or dans ces circonstances il est évident que le Roy ne conoissant les faits décisifs, que par un seul home, qui luy parle sans témoins, sera necessairement beaucoup plus souvent trompé, que

si ce même homme parloit toujours au Roy en présence de plusieurs personnes. 1°. Parce qu'il prendroit plus de soin de s'instruire mieux des faits, & de les rapporter avec exactitude, de peur d'être aculé d'une négligence honteuse. 2°. Parce qu'il craindroit d'être découvert, & condamné come prévaricateur, s'il les déguisoit avec artifice. 3°. Parce que suposant dans le Conseil huit ou dix homes fort habiles & fort instruits, plusieurs d'entr'eux seront en état de montrer la fausseté de plusieurs des faits qu'il donera innocemment pour vrais. 4°. Ces Conseillers de l'Etat seront même d'autant mieux instruits de ces faits, si chacun d'eux a été chargé tour à tour de la même espece d'affaires, dont est chargé le Rapporteur, come je le dirai bien-tôt.

Or come la plûpart des résolutions des Conseils sont fondées sur la suposition de plusieurs faits, & come il y aura dans les Opinans, qui s'éclairciront tous les jours les uns les autres, beaucoup moins d'erreurs de fait, on peut dire que les résolutions qui regardent le Gouvernement de l'Etat, seront beaucoup moins fautives, & que par consequent l'on y prendra beaucoup plus souvent le meilleur parti que l'on puisse prendre en chaque affaire.

Quand même le Rapporteur auroit un intérêt secret de déguiser la verité, il ne le tentera pas, de peur de le tenter inutilement, & de paroître à l'Assemblée suspect de dissimulation & de déguisement dans ses rapports; ainsi les décisions des affaires souffriront beaucoup moins des erreurs de fait.

Come il est extrêmement de l'intérêt des *Visirs* & des *Demi-Visirs*, de demeurer toujours maîtres des faits, ils n'ont garde de lire au Roy les dépêches qu'ils re-

çoivent soit des Intendans, soit des Comandans, soit des autres perſones ou publiques ou particulieres des Provinces : ils ſe contentent d'en lire des extraits conformes à leurs deſſeins ; & pour ſ'autoriſer à ne donner que des extraits , ils diſent que la plûpart des dépêches ſont exceſſivement longues & ennuyeuſes , chargées de faits & de raiſonemens inutiles , & que le Roy n'a pas le loisir d'en entendre lire la dixième partie : or il n'en ſera pas ainſi dans la *Polyſynodie* ; chaque Conſeil aura aſſez de loisir pour faire lire publiquement toutes les dépêches importantes en entier , & ainſi la pernicioſe coûtume des extraits étant abolie , les reſultats des Conſeils ne ſeront plus ſi ſouvent fondez ſur des erreurs de fait , ou ſur les déguiſemens du *Viſir*, ou du *Demi-Viſir*, qui a très-ſouvent un intérêt particulier opoſé à l'intérêt public. Premier avantage de la *Polyſynodie* ſur le *Viſirat*.

AVANTAGE II.

Plus de lumieres ſur les expédiens.

Il y a beaucoup d'affaires , où il s'agit de trouver les meilleurs expédiens pour éviter , ou pour diminuer un mal , pour procurer , ou pour augmenter un bien : or n'eſt-il pas évident que dix perſones trouveront plus d'expédiens , les diſcusteront avec plus d'exactitude , & les choiſiront avec plus de ſûreté en conſérant les uns avec les autres , que ne feroit l'un d'entr'eux , ſurtout ſi on les ſuppoſe à peu près également clairvoyans ? Et en ſuppoſant entr'eux cette preſque-égalité de lumieres , je ne ſuppoſe rien qui ne ſoit très-poſſible ; & je montrerai ailleurs qu'il ſera très-facile au Roy de choi-

· fir avec sûreté les meilleurs esprits entre les bons : or on peut dire que les meilleurs sont à peu près égaux , & si quelqu'un voit plus clair que son camarade dans une espece d'affaires , ce camarade voit plus clair que luy dans une affaire d'une autre espece.

2°. Come on lira dans les Conseils les dépêches entieres sur les affaires importantes , on y trouvera souvent des expediens d'autant plus dignes d'attention , qu'ils seront proposez par ceux qui seront sur les lieux , & qui véront par consequent les affaires de plus près.

3°. La contradiction dans les opinions est une des sources les plus fécondes de la lumiere : ceux qui sont contredits & piquez cherchent de nouvelles preuves , & sont pour y réussir des éfors d'esprit , qu'ils ne feroient jamais autrement , & souvent la verité , ou du moins la demonstration de la verité demeureroit cachée sans ces éfors : or il n'y a point de suffisante contradiction qu'entre égaux : un Monarque qui travaille seul avec un *Visir* , peut-il esperer de nouvelles lumieres par la voye de la contradiction ? Je sai bien que le feu Roy tenoit quelquefois des Conseils , mais les Conseillers n'étoient pas entierement libres ; ils dépendoient trop des principaux Ministres , & par consequent ils n'avoient pas liberté entiere de les contredire.

4°. Que dans un Conseil il se trouve un esprit un peu plus élevé , un peu plus juste que les autres , il communiquera insensiblement sa maniere de penser à ceux qui le suivront de près , & fera croître ainsi leur esprit , & ceux - cy devenus plus éclairés serviront quelquefois à leur tour à remettre cet esprit supérieur luy-même dans le droit chemin , lorsque faute d'attention il s'en sera égaré. Second avantage de la *Polyssy-*

15

nodie sur le *Visirat* , & sur le *Demi - Visirat*.

AVANTAGE III.

L'interêt particulier s'oposera moins souvent à l'interêt public.

Le but des délibérations du Conseil doit toujours être le plus grand intérêt du Roy & de l'Etat. Ce qui peut détourner de ce but celui qui opine, c'est quelque intérêt particulier qui se trouve souvent opposé dans l'Opinant à l'interêt public : or le Ministre qui opine sans témoins devant le Roy , peut facilement sur divers exposez falsifiez , sur divers pretextes plausibles , déterminer le Roy à une Guerre injuste & odieuse , ou à quelque entreprise incomparablement moins utile qu'une autre , & cela parce que ce Ministre y trouve ses intérêts particuliers. Nous n'avons eu que trop d'exemples dans le Regne précédent des maux que l'interêt particulier des Ministres & leur jalousie ont produits contre l'interêt du Roy & de l'Etat. Je ne cite aucun de ces exemples , parce que je ne veux déplaire à personne sans nécessité , & qu'il n'est pas nécessaire d'exemples pour voir qu'il est très-naturel , & que rien n'est plus ordinaire qu'un Ministre ait des passions , qu'il cherche , par exemple , à élever sa Maison , qu'il aime ses parens , ses amis , qu'il hait ses ennemis , qu'il craigne & qu'il cherche à détruire ses concurrens , & qu'il cherche d'autant plus à les détruire , qu'ils sont plus en faveur , & qu'ils ont plus de talens & plus de reputation : or qui ne sait que tous ces intérêts particuliers se rencontrent tous les jours en cent affaires ou particulieres , ou generales directement opposez à la justice & au bien public.

Je fai bien que les Conseillers des Conseils seront des homes come ces *Visirs* & come ces *Demi-Visirs*, & qu'ils auront souvent des interêts particuliers oposez à l'interêt public, je croi bien même que tel d'entr'eux préféreroit volontiers en opinant son interêt au bien de l'Etat, s'il le pouvoit aussi facilement & aussi impunément qu'un *Visir* ou un *Demi-Visir*, qui opine sans témoins; mais opinant dans une Assemblée, dans laquelle tous les Conseillers seront très-clairvoyans, & n'auront pas pareil interêt particulier oposé au bien de l'Etat, il est visible qu'il entreprendroit inutilement de persuader les autres, & qu'en se rangeant du mauvais parti, il n'y gagneroit rien, que de se rendre suspect de corruption & d'infidelité: il pouroit manquer à son devoir, s'il n'avoit point d'observateurs; mais il ne le tentera jamais, quand il aura de pareils observateurs: il fera alors de nécessité vertu, & se fera même honneur de sacrifier publiquement à l'interêt public son interêt particulier: ce sera à la verité un hypocrite en fait de zele pour la Patrie, mais ce sera une hypocrisie parfaite & constante: or une imitation constante & parfaite de la vertu aura dans cete occasion à peu près le même éfet pour le bien de la Societé, que la vertu même; c'est qu'alors l'interêt de conserver sa reputation, qui est un interêt particulier très-fort, le fera agir constamment pour l'interêt public, & cete consideration, *Que l'home agit très-diférament quand il a beaucoup de témoins clairvoyans juges de sa conduite, que quand il n'est vû, jugé, condané de persone*, metra toujourns une difference infinie entre le *Visir* & le *Demi-Visir*, d'un côté, & la *Poly-synodie*, de l'autre, par raport à l'interêt du Roy, & au bien de la Patrie, & sera toujourns un avantage inestimable

mable de la *PolySynodie* sur toute autre forme de Gouvernement.

AVANTAGE IV.

Excès dans les Subsidés moins à craindre , Deniers publics plus utilement employez.

1^o. On peut voir les Taxes & les Subsidés portez à un excès insupportable ; & cela moins par les véritables besoins de l'Etat , que par une trop grande facilité du Prince à faire des dépenses inutiles , & à créer des Pensions qu'il faut prendre sur de pauvres familles , dont le travail soutient l'Etat : or le Roy évitera de pareilles dépenses , & ne donera pas le quart de ces Pensions , s'il peut conoître par une voye sûre l'extrême misere où ces dépenses & ces Pensions jettent la plus grande partie de ses Sujets : & n'est-il pas évident que tout un Conseil craindra moins de doner au Roy une pareille conoissance , & la luy donera plus facilement & plus hardiment , par les diferens rapports simples des faits , qui se feront devant luy , qu'un *Visir* , ou un *Demi-Visir* flateur , qui craindroit même d'être chassé en faisant de pareilles representations ?

2^o. Les *Visirs* & les *Demi-Visirs* , qui ont dans leur Département les Bâtimens , les Fêtes , les Extraordinaires de la Maison du Roy , peuvent beaucoup profiter en diferentes manieres dans ces dépenses extraordinaires ; ainsi ils n'ont garde de rien représenter , qui puisse en détourner le Roy : cependant il arrive que ces dépenses excessives en choses inutiles metent le Roy hors d'état de doner ordre dans la suite à des choses.

très-necessaires & de la dernière importance pour son propre intérêt. 3°. Les Conseillers du Conseil de Finance payent leur part des Subside, & n'ont nulle part au profit de la dépense; ils seront donc plus *interessez* à donner au Roy la conoissance exacte de la misere des Peuples, que ne feront des Demi-Visirs.

4°. Il y a dans l'Etat des dépenses extraordinaires très-utiles à faire, qui ne peuvent gueres se faire que sur les deniers, qui restent tous les ans après le courant des charges & des détes ordinaires entierement acquité: or s'il y a un Conseil, où toutes les entreprises extraordinaires, où tous les établissemens nouveaux proposez soient mis par rang selon le plus ou le moins d'utilité que le Roy & l'Etat en doivent attendre, le Roy instruit par ce Conseil du grand profit qui luy reviendra du projet le plus utile, sera bien plus disposé à employer l'excédent des deniers publics à cet établissement avantageux, qu'à les employer à des dépenses inutiles; de sorte que l'on peut dire que la *PolySynodie* est bien plus propre que le *Visirat* & le *Demi-Visirat* à entretenir la liaison sacrée qui doit toujours être entre les projets de celui qui gouverne, & les intérêts de ceux qui sont gouvernez, & que par conséquent l'excez des Subsidies sera moins à craindre, & que les Deniers publics seront plus utilement employez.

AVANTAGE V.

Il se fera plus de Reglemens & plus d'Etablissemens utiles.

Dans le *Visirat* & dans le *Demi-Visirat*, il se propose souvent des Reglemens & des Etablissemens très-desi-

rables pour l'Etat ; mais comme les *Vifirs* & les *Demi-Vifirs* sont surchargez des affaires courantes & pressées, ils n'ont pas assez de loisir pour considerer murement tous les motifs d'une proposition nouvelle, pour en balancer scrupuleusement tous les avantages contre les desavantages, & pour examiner atentivement les moyens de l'executer : ce loisir, qui est absolument necessaire pour cet examen, n'est point en leur pouvoir, au lieu que dans la *Polyfynodie* les affaires courantes & ordinaires étant partagées à soixante Ministres, chacun d'eux a vingt fois, trente fois plus de loisir à doner à l'examen des propositions nouvelles.

20. Un *Vifir* ou un *Demi-Vifir*, a souvent un intérêt secret pour s'oposer à un bon Reglement, à un bon Etablissement : or dans la *Polyfynodie* si une entreprise salutaire n'est pas proposée par un des Membres, qui a un intérêt secret de ne la pas proposer, elle pourra être proposée par un autre, qui n'aura point de pareil intérêt, & tel qui n'auroit point voulu se charger de la proposition, n'osera s'y opposer en plein Conseil, de peur d'être soupçonné de préférer honteusement un léger intérêt particulier à un grand intérêt public.

30. Souvent un *Vifir* ou un *Demi-Vifir* rejète un bon Reglement, un bon Etablissement par des préjugés mal fondez, & ces préjugés arêtent tout, parce qu'il n'est permis à personne de les combattre avec force : or dans un Conseil où les Conseillers seront indépendans les uns des autres, ces préjugés mal fondez sont discutez & examinez avec liberté, ils sont éclaircis peu à peu, & cessent enfin d'être obstacles aux bons Reglemens.

40. Souvent un *Demi-Vifir* s'opose par jalousie à un

bon Reglement , à un bon Etablissement , que propose son Concurrent , de peur que ce Concurrent n'en retire beaucoup d'honneur par le succez , en procurant à l'Etat beaucoup d'utilité : or dans la *PolySynodie* celui , qui par pure jalousie , & sans en avoir de bonnes raisons , s'oposeroit à un bon Reglement , à un bon Etablissement , craindrait que sa jalousie ne fût découverte en plein Conseil , & ne s'y opposera pas ouvertement , quand il verra que la pluralité des suffrages ne luy sera pas favorable , & que son opposition ne luy pourroit attirer que du blâme.

5°. Il peut arriver qu'il y ait des Reglemens & des Etablissements très-utiles , qui demandent encore plus de discussion & de loisir , que n'en ont les Membres de differens Conseils ; mais le Regent y a sagement pourvû par le nouvel Etablissement du Bureau de l'*Examen des Mémoires Politiques* , sur tout lorsque cet établissement aura atteint la perfection , que l'on peut aisément luy donner : j'en propose les moyens dans le Discours de l'*Importance du progrès de la Politique* : or il n'est pas difficile de comprendre qu'un pareil Bureau ne seroit jamais proposé ni agréé par aucun *Visir* , ni par aucun *Demi-Visir* , & qu'un pareil Etablissement ne peut se former que dans la *PolySynodie*.

On peut donc conclure de tout cecy que cette forme de Gouvernement produira beaucoup plus de Reglemens & d'Etablissements utiles , que ne peut jamais faire ni le *Visirat* , ni le *Demi-Visirat* , ce qui est un prodigieux avantage.

AVANTAGE VI.

Les Rois seront plus instruits de leurs affaires.

Un Visir, un Demi-Visir pour avoir plus d'autorité, & pour tirer plus de gloire de leur Gouvernement, ont grand intérêt que le Roy ne connoisse point les affaires de l'Etat, qui sont ses propres affaires, & qu'il a intérêt de rendre tous les jours meilleures, ils ont grand intérêt qu'il se livre tout entier à ses amusemens & à ses plaisirs; & personne n'ignore que les Visirs du siècle passé n'ont pas manqué, & que les Visirs futurs ne manqueront jamais à suivre de ce côté-là leur intérêt particulier; cependant chacun fait combien les affaires publiques souffrent de l'ignorance & de la faineantise du Monarque, & combien il en souffre luy-même, soit par la grande dépendance où il se met, soit par le peu de considération où il est dans les Péis étrangers & dans son propre Etat; car enfin on peut dire avec fondement que le *Visir* qui gouverne, ne sauroit jamais augmenter sa gloire & son autorité, qu'aux dépens de la gloire & de l'autorité de celui qui devrait gouverner.

C'est tout le contraire dans la *Polydynodie*: les Conseillers des divers Conseils ont tous grand intérêt que le Roy y assiste souvent, parce que chacun d'eux cherche à en être distingué; ils l'inviteront donc souvent d'y assister: or il ne sauroit y assister souvent sans s'instruire; il s'instruira donc davantage, ses affaires en iront mieux, & son peuple en sera plus heureux.

AVANTAGE VII.

*On aura moins de facilité à tromper le Roy , pour le faire agir
contre ses propres intérêts.*

Ces différens Conseils n'empêcheront pas le Roy de faire tout ce qu'il voudra , mais ils le préserveront souvent de vouloir des choses qui seroient fort nuisibles à sa réputation & à son plus grand bonheur , c'est qu'ils porteront sans cesse le flambeau de la vérité devant luy pour lui aider à prendre le meilleur chemin, à choisir le meilleur parti, & pour l'empêcher à force de lumières, de tomber dans les pièges que lui tendent sans cesse des gens intéressés à le tromper , l'habitude qu'il aura de mettre en délibération , & de renvoyer à quelque Conseil toutes les demandes , toutes les propositions , qui regardent l'Etat, l'empêchera de faire à beaucoup près , autant d'injustices involontaires dans la distribution des récompenses de l'Etat, & de s'embarquer dans ces entreprises téméraires & pernicieuses , où s'embarquent les Rois, qui consultent rarement les lumières de leurs Conseillers.

AVANTAGE VIII.

*Le Visirat , ni le Demi-Visirat ne peuvent se perfectionner ,
au lieu que la Polysynodie peut se perfectionner
tous les jours.*

1^o. Un Visir habile & vertueux peut succéder à un Visir malhabile & vicieux , mais le Visirat ne se perfectionne pas pour cela. Ce Visir vertueux fera des Réglemens sages & des Etablisssemens utiles ; mais son successeur corrompu renversera pour un petit intérêt

23

particulier ce que son prédecesseur avoit sagement établi pour l'interêt public.

20. La plupart des Etablissmens les plus utiles coûtent d'abord , & ne doivent rapporter leur profit que long-temps après : il faut faire la dépense de labourer , de semer , pour recueillir dans le temps de la recolte : or un Visir successeur , qui ne voit dans un pareil Etablissement aucune gloire pour luy , mais au contraire beaucoup de gloire pour un prédecesseur , dont il a intérêt de diminuer la reputation , songera bien plus à le renverser qu'à le protéger. Il seroit aisé de citer icy des exemples ; mais la chose se prouve d'elle-même , & il ne faut pas déplaire sans nécessité aux heritiers innocens de Visirs coupables : que si j'en ay usé autrement dans quelques autres endroits , c'est que pour montrer une verité très-importante au bien des vivans , j'ay été forcé de passer par dessus quelques legers interêts de quelques particuliers morts.

30. Un Visir qui aimera la Guerre , succedera à un Visir qui aimoit les Arts , le Commerce , les Manufactures , la Police interieure de l'Etat , & tous les avantages que produit la Paix. Il doit ariver alors , même sans aucune jalousie de reputation , que tous les Etablissmens du prédecesseur seront négligez , détruits , & que tous les Etablissmens , qui regardent la Guerre , seront augmentez & favorisez ; c'est que dans le *Visirat* les Visirs sont mortels , les homes se succedent , mais les maximes ne se succedent point ; au lieu que dans les Compagnies de la *Poly synodie* il se forme sans y penser certaines maximes , tant par l'évidence des raisons , que par le succès des experiences ; maximes qui se succedent par tradition , & qui se succent peu à peu par ceux

qui entrent dans ces Compagnies, elles se transmettent des vieux aux jeunes, & deviennent aussi durables que la Compagnie même; ainsi on peut dire que malgré la mort des homes les bones maximes deviennent immortelles, & que les mauvaises maximes perdent peu à peu de leur credit par la simple comparaison que l'on en fait journellement avec les bones.

4°. Non-seulement les bones maximes demeurent fermes, & les mauvaises se détruisent, mais les Compagnies inventent tous les jours quelque chose de nouveau, soit pour rendre le travail de la Compagnie plus facile & plus utile, soit pour avoir des informations plus précises & mieux circonstanciées des Intendans, & des autres Officiers employez dans les Provinces, soit pour diminuer par des Reglemens ou plus clairs, ou plus étendus, le nombre d'affaires qui se presentent à ce Conseil, soit pour expedier les affaires plus promptement: or dans un Conseil immortel on a cet avantage, que ce qui a été une fois inventé de bon & éprouvé par l'experience, y subsiste toujours; & c'est ainsi qu'il est impossible que la *Poly-synodie* ne se perfectionne pas tous les jours, au lieu que le *Visirat* & le *Demi-Visirat* peuvent autant empirer tous les jours, que se perfectionner. Ce qui est un avantage immense d'une forme de Gouvernement sur l'autre.

AVANTAGE IX.

Moins d'injustices & de vexations de la part des plus forts.

1°. Le Gouvernement le plus desirable est celui, où le Trône est le plus accessible à la verité & à la justice en faveur des plus foibles, qui se croient opprimez &

vexez par les plus forts : la vexation, l'opression chassent du Royaume les anciens Sujets, au lieu que la justice & la protection des foibles y en attirent de nouveaux : or n'est-il pas visible qu'en augmentant le nombre des Ministres, on augmentera cette *accessibilité* si désirée par les Sujets ?

Il est vrai que dans un Péis, où l'on écoute plus facilement les plaintes qu'ailleurs, il y a plus souvent des plaintes mal fondées, qui sont elles-mêmes de petites injustices ; mais on m'avoüera aussi qu'il y a dans ce même Péis beaucoup moins de vexations & de grandes injustices, que par tout ailleurs : ce qui est un point essentiel au bon Gouvernement.

20. Les plus forts, les plus puissans d'un Etat, ce sont ordinairement les Ministres : il y a eu dans les Regnes précédens des vexations & des persecutions de leur part, parce qu'il n'y avoit point de protecteurs assez zélés ou assez puissans pour oser se mêler de protéger la justice contre de pareils persecuteurs ; mais heureusement par la pluralité des Conseils, il y a beaucoup de Ministres assez puissans, & qui n'ont rien à craindre en protégeant la justice ; ainsi elle sera beaucoup plus protégée : & come un Ministre colere & vindicatif peut craindre la protection que ses Colègues doneroient à ceux qu'il voudroit perdre, il retiendra plus souvent sa colere & ses ressentimens, que ne feroit un *Visir* ou un *Demi-Visir* ; ainsi il y aura beaucoup moins de vexations & d'injustices criantes dans la *Poly-synodie*, que dans le *Visirat* & dans le *Demi-Visirat*. Autre avantage considerable.

AVANTAGE X.

Plus de Gens de Qualité s'appliqueront, & avec plus de succès, aux affaires du Gouvernement.

1^o. Les Visirs & les Demi-Visirs ont grand intérêt de ne pas mettre dans les Bureaux des Gens de Qualité, qui pourroient dans la suite les supplanter par leurs talens & par leurs amis, ou du moins leur succéder au préjudice des propres enfans de ces Demi-Visirs, il est donc naturel qu'ils y placent des personnes de peu de naissance : & il arrive même que les Gentilshomes, à qui on offriroit ces Places, les refuseroient souvent, non par la bassesse de l'Employ, qui est en soy très-important & très-noble par rapport au service du Roy & de l'Etat, & qui demande beaucoup d'intelligence, & beaucoup d'honneur & de probité, mais par la répugnance qu'ils'auroient de n'avoir pour camarades que des gens considerez dans le monde come d'honêtes Valets entierement dévouëz, non au Roy, non à l'Etat, mais à leurs Maîtres.

Il ne faut donc pas s'attendre que la Noblesse ait beaucoup de part au Gouvernement dans le *Visirat* ou dans le *Demi-Visirat*. Cependant on fait que c'est dans ce Corps où l'on trouve plus d'honneur, plus de fidelité pour le Roy, plus d'amour pour la Patrie, plus de grands genies, plus d'éducation, plus de grands sentimens, plus d'inclination pour la vertu, & plus de qualitez propres à faire respecter & aimer le Ministère. Or dans la *PolySynodie* il y a beaucoup de Places très-considerables, que peuvent occuper les Gens de condition; ainsi il y aura beaucoup plus d'émulation entr'eux

pour mériter un jour par leurs talens & par leur application aux affaires publiques, quelques Places dans les Conseils, qu'il n'y en peut jamais avoir dans le *Visirat*, ni dans le *Demi-Visirat* : & cete émulation va devenir très-avantageuse pour le Roy & pour ses Sujets.

20. Il y avoit un grand inconvenient dans les Regnes précédens pour ceux qui vouloient étudier avec succès les affaires publiques, ils ne trouvoient que très-difficilement des Memoires propres à les metre bien au fait d'une matiere ; mais le Regent y a pourvû par l'établissement du Bureau de l'*Examen des Memoires Politiques*, dont j'ay déjà parlé : ce Bureau pourra faire imprimer de temps en temps sur chaque matiere plusieurs bons Memoires ; il demeure donc constant qu'il y aura un beaucoup plus grand nombre de gens de condition, qui s'appliqueront avec succès à la conoissance des affaires publiques, au grand avantage du Roy & du Royaume.

AVANTAGE XI.

Les diferens degrez de vertu & de talens en chaque Profession seront plus faciles à conoître.

Il est de la dernière importance pour la force, l'abondance, & la prosperité d'un Etat, que tous les Sujets chacun dans son Art, dans son Métier, dans sa Profession, dans sa Classe, dans sa Compagnie, travaille continuellement à l'envi l'un de l'autre à surpasser ses pareils : je tâcheray de donner ailleurs une idée du prodigieux éfet de cete émulation generale, mais quant à present il me suffit de faire observer que l'obstacle le plus grand qui se rencontre à l'émulation du travail, c'est que les diferens degrez de vertu & de talens utiles

à l'Etat, sont très-difficiles à connoître *exactement* par ceux qui ont l'autorité de distribuer les Places & les Emplois : je dis *exactement*, car quand il y a cent degrez de difference, les moins clairvoyans aperçoivent quelque difference ; mais il faut être fort clairvoyant, quand la difference n'est que de deux degrez sur cent, pour l'apercevoir.

Cependant c'est cette connoissance *exacte*, qui doit être le fondement de la justice *exacte*, que l'on doit rendre aux talens & à la vertu des concurrens, & c'est cete justice *exacte*, qui alumera & qui entretiendra dans chacun le desir *vif & constant* de faire plus que son camarade : ce qui est de la derniere importance pour le bien du service.

Mais qui peut connoître plus exactement ces differens degrez, que les pareils, qui ont à vivre, à converser, à conferer, à délibérer, à agir ensemble pendant quelques années ? Chacun dans ce tems-là mesure les camarades, & dans une Classe composée de trente chacun se forme bien-tôt l'idée des trois qui surpassent les autres, & cette balance qui se fait dans l'esprit presque sans y penser, se feroit bien plus exactement, si chacun étoit obligé de nommer tous les ans les trois qu'il croit les plus dignes de monter.

Or cet Etablissement, qui va à former des Classes dans les mêmes Professions, dans les mêmes Métiers, & d'en faire porter tous les ans le Scrutin au Roy ; cet Etablissement, dont je ne donne icy qu'une idée grossiere, qui pourroit tous les jours se perfectionner. & qui bligeroit chacun des concurrens à employer leur tems non à chercher des Patrons & à acheter des recommandations, mais à chercher par son travail de nouvelles

lumieres. Cet Etablissement si important est absolument impossible dans le *Visirat* & dans le *Demi-Visirat*; parce que les Ministres ont trop d'interêt que le Roy ne juge de la probité, de l'aplication, du talent de chaque Sujet, que sur leur raport; au lieu qu'il sera très-facile à former dans la *Polyfynodie*: ce qui met entre ces formes de Gouvernement une difference infinie.

AVANTAGE XII.

Plus d'amour pour la Patrie.

Il est certain que si l'on trouvoit le secret de distribuer les Emplois, les Honeurs, & les autres récompenses sans égard pour les recommandations, mais seulement à proportion que chacun des prétendans est affecté au bien de la Patrie à proportion qu'il s'y applique, & à proportion qu'il a des talens ou naturels ou acquis pour sa Profession; non-seulement chacun s'appliqueroit beaucoup davantage à son Métier, mais il ariveroit encore que chacun se piqueroit à l'envi d'amour pour la Patrie, & l'on verroit alors beaucoup d'excellens Sujets préférer souvent l'interêt du service, l'interêt public à leurs interêts particuliers; c'est que la reputation de bon Citoyen devient souvent utile à celui qui l'a acquise, & que quand elle ne procureroit pas les premieres Places, elle serviroit toujours à distinguer un home parmi ses pareils, & sur tout à le faire aimer, par les bons Citoyens, qui seroient alors en beaucoup plus grand nombre, qu'ils ne sont aujourd'huy, & une pareille distinction ne seroit pas une mediocre recompense de sa vertu.

On voit assez d'un côté combien l'augmentation de

l'amour de la Partie seroit utile au Roy & à l'Etat, & de l'autre il n'est que trop vray que cete vertu est devenue fort rare sous le *Visirat*, & sous le *Demi-Visirat*: j'ay vû, par exemple, un excellent Eloge historique de feu Monsieur le Maréchal de Vauban, & j'ay vû à la honte de la Nation & de nos mœurs, que l'Auteur le loüoit fort d'avoir aimé sa Patrie.

Le fondement de cete loüange est très réel, c'est que les Courtisans habiles ayant appris par leur longue experience, que l'on plaisoit au Roy, que l'on aqueroit sûrement son estime, que l'on s'atiroit beaucoup de graces, que l'on faisoit sûrement sa fortune en se déclarant hautement & promptement pour toutes ses entreprises & pour tous ses projets, ils donoient impétueusement dans toutes ses fantaisies, sans se soucier ni de ses vrais interêts, ni des interêts de la Patrie.

Or pour entreprendre de resister à ce torent impétueux de la flaterie, pour détromper le Roy, pour le remettre dans le chemin de la verité & de la justice, il falloit risquer de luy déplaire, il falloit risquer toutes ses esperances tant pour soy, que pour sa famille: & cete entreprise n'étoit-elle pas réellement héroïque, & ne méritoit-elle pas réellement de grandes loüanges?

Ce prodigieux nombre de flateurs ocupez à déguiser continuellement la verité au Roy étoit le malheureux effet de l'opinion que le Roy avoit que pour la distribution des Emplois & des recompenses, il n'étoit pas necessaire de consulter le choix des pareils, opinion la plus dangereuse que puissent inspirer les Visirs: or la *Polysynodie* étant perfectionnée, le Roy écouterà la voix des pareils dans la distribution des Emplois & des recompenses, & ce seul article retranchant de la Cour

un nombre infini d'empoisonneurs très-corrompus & très-dangereux, les mêmes Courtifans pourront devenir par leur intérêt d'excellens Citoyens, chacun d'eux pour s'avancer travaillera à l'envi pour les vrais intérêts du Roy & de la Patrie; ainsi l'amour de la Patrie ne sera plus une vertu si rare, & elle sera d'autant plus pratiquée, qu'elle sera plus souvent remarquée, & plus souvent récompensée par le Roy même.

AVANTAGE XIII.

Grades dans le Ministère come dans l'Epée.

Il n'y a personne qui ne voye de quelle utilité il est au Roy & à l'Etat, d'avoir établi différens Grades dans l'Epée, je veux dire, dans les Emplois de Guerre, soit sur terre, soit sur mer: on apprend bien mieux le Mé tier en passant par tous les Grades: l'émulation se met entre ceux du même Grade, à qui s'y distinguera par son assiduité, par son application, par ses talens, par son courage, par son obéissance exacte à la discipline: je croi même qu'il n'y a pas encore assez de Grades dans l'Epée pour un aussi grand Royaume, & pour un aussi grand nombre d'Officiers.

C'est l'esperance de monter au Grade supérieur, qui fait surmonter les peines, les incommoditez, les ennuis du Poste où l'on se trouve: ce sont ces Grades qui font que la perte d'un bon Officier est bien-tôt réparée par un autre d'un mérite souvent supérieur: c'est cete esperance qui donne une émulation, une ardeur constante à tous les Officiers, & c'est cete ardeur pour la distinction, qui inspire & aux Officiers & aux Soldats le courage nécessaire pour vaincre: or diminuer cete

esperance par la vénalité, par les survivances, par les Brevets de retenüe, par les recommandations de la Cour, c'est diminuer considerablement le principal ressort de l'Etat.

Un Colonel comande à un Capitaine plus riche & de meilleure Maison que luy, & le Capitaine obéit sans peine, le Brigadier comande de même au Colonel, chacun obéit de bone grace dans l'esperance de comander à son tour, & le service de la Patrie se fait à merveille. Chaque Enseigne, chaque Lieutenant peut esperer de parvenir au Grade suprême de Maréchal de France, & c'est l'esperance de ce Grade suprême, où chacun peut ariver par degrez, qui fait le grand ressort de la machine, & ce ressort ne s'aséblit qu'à mesure que la vénalité, les survivances, les Brevets de retenüe, la recommandation, empiètent sur la valeur, sur l'aplication, sur les talens, en un mot sur les qualitez utiles au service du Roy & de la Patrie.

S'il faut remplacer un Maréchal de France, vous pouvez facilement trouver un excellent sujet parmi les Lieutenans Generaux; s'il faut remplacer deux Lieutenans Generaux, vous pouvez facilement les choisir parmi les Maréchaux de Camp les plus estimez; ce Grade inferieur sert come de pépiniere perpetuelle de bons sujets pour le Grade superieur.

Ces grands avantages qui reviennent à l'Etat des differens Grades établis dans l'Epée, sautent aux yeux de tout le monde, & chacun se demande pourquoy n'en établir pas de même dans le Ministere? Est-ce donc que le bon ou mauvais Ministere est moins important à la gloire du Roy & au bonheur des Sujets, que la bone ou mauvaise discipline Militaire? Est-ce que l'émulation

lation de probité, de travail, de politesse, de douceur, de zèle pour le bien public, ne seroit pas aussi importante dans le Ministère, que l'émulation de courage, de fermeté, de patience, d'exacte obéissance, est importante à la Guerre ? Rien moins : la seule cause de cete difference, c'est que l'interêt des Visirs & des Demi-Visirs, qui nous ont gouverné jusques icy, étoit directement oposé à un Etablissement si desirable ; non-seulement ils auroient été éclairés dans leur conduite par des témoins dangereux & de meilleure Maison qu'eux, mais ils auroient craint perpetuellement d'être obligés de ceder leur Place à ceux qui se feroient distinguez dans les premiers Grades, au lieu que n'employant pour Subalternes que des gens sans naissance, ils pouvoient les renvoyer sur le moindre pretexte, dès qu'ils leur faisoient le moindre ombrage.

Aucun Gentilhomme même riche ne dédaignera d'être ou Secretaire en chef, ou même Secretaire en second d'un Conseiller de l'Etat, ou Secretaire ou Subdelegué d'un Intendant &c. dès que ces Places seront regardées comme des Grades pour monter aux premières Places du Ministère, de la même maniere que Lieutenant & Capitaine sont regardez comme des Grades necessaires pour monter aux premiers honeurs de la Guerre.

Il y a parmi la Noblesse des sujets qui ont les qualités propres à réussir dans les Emplois du Ministère, qui n'ont pas la santé, ni les autres qualités necessaires pour le Métier de l'Epée, les familles s'en soutiendroient mieux, quand quelquesuns des Membres prendroient l'un le parti du Ministère, l'autre le parti de l'Epée.

Je ne parle point icy de la forme que l'on peut donner à un Etablissement qui seroit si utile, j'en parle dans le Memoire sur le *Progrès de la Politique* : il me suffit de faire remarquer que cet Etablissement si salutaire étoit absolument impossible sous le *Visirat*, & sous le *Demi-Visirat*, au lieu qu'il n'est que difficile dans le Systeme de la *PolySynodie* : or cete difference ne se peut assez estimer.

AVANTAGE XIV.

Les Départemens pourront circuler.

Cete vûë de faire circuler les Départemens entre les Conseillers d'un même Conseil est dûë au Regent : je l'ai luë avec plaisir dans les Reglemens du Conseil de Finance ; je sai bien qu'il peut y avoir certains cas où cete circulation paroîtra peu utile, d'autres où elle n'est pas facile à pratiquer, & d'autres où elle n'est peut-être pas praticable dans la PolySynodie ; mais elle n'est praticable dans aucun cas dans le Visirat, ni dans le Demi-Visirat : cependant on va voir que l'on peut tirer de cete circulation beaucoup de diferentes utilitez.

1^o. Il y a beaucoup de malversations importantes qui peuvent se cometre par les Comis, je ne dis pas du Conseil, mais par les Comis, ou les Secretaires des Conseillers de l'Etat : or ces Comis craignant d'être decouverts par leurs successeurs, s'abstiendroient de la plupart de ces malversations, & sur tout de celles qui seroient importantes & punissables : cete consideration montre qu'il est à propos que les Secretaires suivent leurs Maîtres ; ce n'est pas un obstacle invincible, & il suffira pour metre plus facilement le successeur au fait

des affaires, qu'il travaille avec les Secretaires Principaux, ou avec le Secrétaire Principal de son prédécesseur pendant les premières semaines du déplacement; & afin que les affaires souffrent moins de ces changemens, on peut les faire dans les tems destinez aux Vacances de chaque Conseil.

2°. Non-seulement les Comis en auront plus d'attention sur leur conduite, mais les Conseillers de l'Etat en auront aussi sur la conduite de leurs Comis; c'est que dans le monde on regarde come une négligence honteuse, & come un manque de discernement reprochable d'employer des fripons dans les affaires publiques: D'ailleurs on fait que les Maîtres, qui ont eu le malheur de donner leur confiance à de pareils Comis, ne se purgent jamais bien envers le monde malin du soupçon d'avoir profité eux, ou leur famille, soit directement, soit indirectement de ces malversations.

3°. Non-seulement il y aura beaucoup moins de malversations de la part des Comis, mais il y aura beaucoup moins de négligence de la part des Maîtres; c'est qu'il n'y a personne qui n'agisse avec plus de circonspection pour ne point faire de fautes, quand il doit avoir un successeur qui pourra facilement s'en apercevoir, & à qui il faudra, pour ainsi dire, rendre compte, que lorsqu'il regarde son employ, son département come fixe & permanent.

4°. Il est certain que le successeur par émulation voudra surpasser son prédécesseur; la plus sûre maniere de comparer deux homes, c'est de leur donner le même ouvrage à faire: par-là on remarque bien-tôt la différence de leurs talens & de leur genie: or l'on fait que l'é-

mulation pique encore plus les homes de merite, que l'espoir de la recompense.

5°. Il y a des affaires importantes, qu'un Conseiller de l'Etat negligeroit toute la vie, soit par des Préjugez mal fondez, soit à cause des difficultez qui luy paroissent plus grandes qu'elles ne sont en éfet, soit même par la consideration de quelque interêt particulier: or le successeur, qui sera ou moins prévenu, ou plus éclairé, ou plus desintéressé, ou plus laborieux, ne pourra-t-il pas les entreprendre, & les faire réüssir à l'avantage du public.

6°. Chaque Conseiller de l'Etat ayant changé plusieurs fois de Département, & manié pendant plusieurs années plusieurs especes d'affaires, se trouvera suffisamment instruit sur toutes celles qui se proposeront au Conseil, & sera bien plus en état de prendre par luy-même le meilleur parti, & de le montrer aux autres, que s'il n'avoit qu'une conoissance moins claire, moins exacte de la sorte d'affaire, sur laquelle il s'agit alors de deliberer.

7°. Il y a souvent sur la même affaire diversité d'opinions dans un Conseil: il arive même quelquefois au préjudice de l'Etat, que le plus grand nombre se trouve pour le moins bon parti: d'où vient cete diversité d'opinions? Si l'on suppose dans chacun des Opinans *égalité de zele* pour le bien public & pour la justice, il est visible que cete diversité ne peut venir que de l'*inégalité de lumiere*, les uns voyant plus clair dans l'affaire, les autres moins clair, parce qu'ils n'ont pas la même experience des mêmes especes d'affaires: or par la circulation des Départemens, & par l'étude particuliere que chaque Conseiller aura faite de routes les especes d'affaires qui

regardent ce Conseil , les Opinans ayant alors à peu près la même experience des mêmes affaires , se trouveront tous à peu près au même point de vûe par rapport à toutes les affaires ; ainsi le plus grand nombre se trouvera encore plus rarement du mauvais parti.

8°. Qu'un esprit d'ordre & de méthode, qu'un esprit supérieur aux autres passe deux ans dans un département , il en conoîtra suffisamment toutes les affaires , & laissera , sans y penser , à son successeur dans ses memoires , dans ses Registres , dans la forme de ses Audiances , dans le travail de ses Comis un arrangement , une netteté , qui sans un pareil secours n'auroient jamais passé à ce successeur : un esprit supérieur porte facilement tout ce qui se presente à decider jusqu'aux premiers principes , jusqu'aux premieres regles de decision : il voit dans chaque matiere les sources & les remedes des abus : or n'est-il pas visible qu'il est bien plus utile à l'Etat que cet esprit d'arrangement , de méthode , de principes , & de regles , qui abrege infiniment le nombre & les difficultés des affaires , & qui peut doner les moyens de prévenir les abus , circule dans tous les divers départemens , & porte ainsi la lumiere dans toutes les especes d'affaires de ce Conseil , que s'il restoit toujours dans le même département.

9°. L'esprit exerce bien davantage ses forces par l'étude d'une nouvelle espece d'affaires , que s'il restoit toujours occupé de la même espece. Il a besoin d'une nouvelle attention pour se mettre bien au fait , & pour bien entrer dans les principes de la nouvelle espece , au lieu qu'il agit souvent sans attention , sans contention , mais seulement par habitude & par routine dans le manient des affaires qui lui sont ordinaires ; or qui ne

fait que l'attention est à l'esprit, ce que l'exercice est au corps, & que c'est l'attention nouvelle qui augmente la force de l'esprit, & qui le rend tous les jours & plus juste, en luy donant les moyens de voir les objets ou proches ou éloignés avec plus de clarté & de distinction? Ainsi on peut dire que chaque Conseiller de l'Etat en revenant après quelques années de circulation à son premier département, se trouvera plus en état de s'en mieux acquiter pour l'utilité publique, que s'il n'en avoit point du tout changé.

Si je suppose qu'en deux ans d'étude & d'application un home d'esprit conoîtra à fonds toutes les especes d'affaires de son département, & que s'il y a dix départemens dans ce Conseil, il peut conoître à fonds toutes les affaires de ces départemens en vingt ans d'étude & de pratique, tant par ses propres lumieres, que par les lumieres de ceux qui y rapporteront & qui y opineront, je ne suppose rien dont tout le monde ne convienne.

Je ne dis pas que s'il fût demeuré dans le même département il n'eût aquis plus *de facilité à travailler* sur les affaires qui en dépendent : il est sans doute que l'habitude donne de *la facilité au travail*; mais je dis qu'il eût eu l'esprit plus borné, & qu'il n'eût pas acquis une connoissance si exacte *des rapports* que ces affaires ont avec les affaires des autres départemens; c'est cependant la connoissance exacte de *ces rapports* qui sert à juger par des principes plus élevez & avec plus de sûreté, de ce qui est plus ou moins avantageux à l'Etat; or pour le bien public ne vaut-il pas mieux que le Conseiller de l'Etat decide avec *plus de justesse & de sûreté* dans toutes les especes d'affaires, & qu'il travaille avec *un peu moins de facilité* dans une seule espece?

10°. Il y a beaucoup d'affaires importantes où il est question de trouver & de comparer les moyens les plus propres pour procurer certains biens à l'Etat, de trouver & de comparer les remèdes les plus efficaces pour faire cesser & pour éloigner certains maux ; or n'est-il pas visible qu'un esprit exercé en diverses especes d'affaires, & qui aura eu le loisir de s'en instruire à fonds, aura bien plus d'ouverture pour inventer les bons moyens, & plus de discernement pour juger des meilleurs, que s'il étoit borné à une espece d'affaire ?

11°. Quand dans les assemblées il y a des voix qui sont dépendantes, ou qui ne sont pas entièrement libres, elles ne sont utiles à l'Etat, qu'autant que celui dont elles dépendent a de lumière ou de zèle pour l'Etat ; mais s'il manque ou de zèle ou de lumière, ces voix dépendantes ou *non-libres* deviennent des voix très-nuisibles aux intérêts du Roy & du Royaume : donc plus on ménagera *d'égalité* dans le pouvoir par la circulation des départemens, plus on ménagera *de liberté & d'indépendance* entre les Conseillers de l'Etat. Il y aura alors plus de contradictions utiles, & par conséquent plus de lumières & plus de sagesse dans les Conseils ; or n'est-il pas visible qu'en faisant circuler les départemens les plus importants, on verra plus *d'égalité* entre les Conseillers de l'Etat : ce qui procurera à chacun d'eux plus de *liberté* : donc *circulation des départemens très-avantageuse*.

12°. Quelques-uns d'eux voudroient porter cette circulation des départemens jusqu'à la présidence, & la faire circuler entre les Conseillers d'un même Conseil, & disent que come il étoit de l'avantage de la République Romaine que les Consuls redevinssent simples Sénateurs en attendant un nouveau Consulat, il seroit

de même de l'avantage du Royaume que les Présidens redevinssent après deux ou trois ans simples Conseillers de l'Etat, en attendant une nouvelle Présidence; que cet ordre doneroit plus d'attention aux uns pour mieux user de leur autorité, & beaucoup plus d'émulation aux autres, pour mériter par leurs travaux & par leur politesse d'être proposés par leurs Confreres pour la Présidence.

Ce seroit, pour ainsi dire, proposer tous les trois ans un prix considérable à ceux de la Compagnie, qui durant cet intervalle se distingueront par leurs vertus, par leurs talens, & par leur application aux affaires publiques; ce seroit un nouveau ressort très-propre à augmenter sans cesse le mouvement de la machine politique: car après tout on fait assez que l'Entrepreneur ne parvient à augmenter le travail des ouvriers, que lorsqu'il a trouvé le secret de donner plus à celui qui travaille plus, & plus utilement, qu'à celui qui travaille moins, & moins utilement: or n'est-ce pas procurer un grand avantage à l'Etat, que de multiplier sans cesse par la circulation des Présidens les efforts & les travaux des soixante excellens esprits employés aux principales fonctions du Gouvernement?

Il y auroit encore un avantage dans cette circulation triennale, c'est qu'un Président trop vieux, ou trop usé, que l'on n'auroit jamais osé déplacer par considération pour ses services passés, quittera naturellement sa place au bout de ses trois ans à un successeur beaucoup plus capable de rendre à l'Etat des services présents: & cet article est plus important que l'on ne peut s'imaginer.

La circulation des Conseillers dans les divers Départemens seroit encore très-utile pour ceux qui pourroient espérer de devenir Présidens de leur Compagnie.

gnie: c'est que l'on préside beaucoup plus mieux & beaucoup plus facilement, quand d'un côté on a été présidé, & quand on a eu le loisir de remarquer les défauts du Président, & quand de l'autre on a manié soy-même quelque tems les diverses sortes d'affaires sur lesquelles il s'agit de faire opiner.

Ces mêmes personnes qui proposent de faire circuler la Présidence entre les Conseillers d'un même Conseil, croient qu'après la Minorité il seroit très-à-propos de conserver le Conseil de Regence, sous le nom de *Conseil General*, & de le former peu-à-peu des Ex-Présidens, pourvû qu'ils eussent assisté au moins pendant un an à chacun des Conseils particuliers, afin d'être instruits plus à fonds de tous les genres d'affaires qui parviennent à ce Conseil; ainsi ils voudroient que les Ex-Présidens fissent ainsi leur cours entier de politique pratique pour devenir plus propre à rendre service à l'Etat par leurs avis salutaires dans le *Conseil General*, lorsqu'ils y seront apelez pour y prendre une place permanente.

Dans le Conseil General on rapporte des affaires très-importantes des huit genres principaux & de toutes les especes de ces genres; ainsi il est à souhaiter que chacun de ceux qui peuvent être destinez à y entrer, ayent eu la comodité de s'instruire à fonds, non-seulement par la spéculation, mais encore par une pratique suffisante de toutes les matieres sur lesquelles il faut opiner dans ce Conseil, autrement ils seront dans la necessité de s'en rapporter servilement aux lumieres des autres, ou de doner leur voix un peu au hazard, au lieu qu'ils ne la doneroient qu'à l'évidence & à la raison.

On voit, ce me semble, dans la circulation de la Présidence des avantages considerables qui ne se ren-

contrent pas dans le système de la Présidence fixe & permanente : & je dirai encore dans les réponses aux objections de nouvelles raisons qui apuyent ce système, surtout par rapport à la durée de la *Polyfynodie* : mais après tout je ne propose cete circulation que come une vûe pour perfectionner la Polyfynodie en general, sans prétendre en faire d'aplication à la Polyfynodie de la Regence : j'estime le bon, mais je préfere le meilleur.

Je croi la circulation de la Présidence un article très-important pour la durée de la Polyfynodie en general, & pour exciter & accroître l'émulation dans les Conseils, surtout lorsque par l'étude & le progrès de la politique, & par l'établissement de la regle de proposer trois Sujets pour les emplois, l'Erat sera parvenu à remplir les principaux emplois de Sujets égaux ou à peu près égaux en lumieres, en aplication & en zele pour le bien public : mais come il peut ariver qu'un Erat soit très-pauvre en Sujets très-habiles dans la politique, faute de culture de cete sience, & que l'on n'y ait pas encore établi la regle qui est la plus propre pour comparer avec exactitude, & pour conoître avec certitude les degrez des talens des Sujets, je croi qu'il seroit très-utile pour lors, & seulement en ce cas, que le Roi de son autorité continuât les Presidens excellens pendant plusieurs trienats. Mais cete exception ne regarde que le comencement de l'établissement de la Polyfynodie dans un Erat.

Au reste quand l'utilité de la circulation de la Présidence demeureroit douteuse, il resulte toujors des onze autres utilitez que je viens de déduire, que la circulation des départemens entre les Conseillers d'un même Conseil sera à tout prendre très-avantageuse à

l'Etat : & come cete circulation n'est praticable que dans le système de la *Polyfynodie*, n'est-ce pas une nouvelle preuve que cete forme de Ministère est de beaucoup préférable, tant au *Visirat*, qu'au *demi-Visirat*.

AVANTAGE XV.

L'Etat souffrira moins de la maladie des Ministres.

Dans le gouvernement des Regnes précédens, quand un Ministre étoit malade, toutes les affaires de son département restoient sans mouvement, & c'étoit souvent ou la moitié, ou le tiers, ou même le total des affaires du Royaume; ainsi faute d'ordres donez à tems, toutes les affaires pressées périssoient, les autres en souffroient un grand préjudice. On prenoit soin de cacher ces pertes, mais elles n'en étoient pas moins réelles; ainsi l'Etat devenoit réellement malade de la maladie du Ministre, & faisoit chaque jour de cete maladie des pertes très-considerables, au lieu que dans la *Polyfynodie* les nouveaux Ministres ou Conseillers de l'Etat ne sont pas chargez chacun de la dixième partie des affaires dont étoit chargé un *Demi-Visir*: un d'eux en tombant malade peut charger de son département un de ses Confreres, sans risquer d'être dépossédé de son emploi; ainsi rien ne périt, les ordres sont donez à l'ordinaire, l'Etat n'est plus malade de la maladie du Ministre, il n'en souffre aucun préjudice considerable; le Ministère devient ainsi en quelque façon immuable, inalterable, immortel.

AVANTAGE XVI.

*L'Etat souffrira moins de la minorité & de la caducité
des Rois.*

Il est certain que dans les Monarchies les affaires ont un mouvement plus vif que dans les Republiques, pendant que le Monarque est laborieux & dans la maturité de son âge : c'est qu'à l'interêt comun qui fait agir les Ministres de la Monarchie avec même force que les Ministres des Republiques pour le bien public, le Prince joint encore un grand interêt particulier, qui est l'interêt de sa reputation & de l'augmentation de son revenu personel par l'augmentation de celui de ses Sujets : or on fait que l'interêt particulier donant aux homes beaucoup plus d'activité, donc aussi necessairement aux affaires beaucoup plus de mouvement ; mais il faut avoüer que ce mouvement diminuë beaucoup & se trouve souvent très-embarassé dans les Minorités, dans les caducités & dans les imbecillités des Rois.

Or par l'établissement de la pluralité des Conseils, surtout si par la circulation des départemens l'on conserve aux Ministres une *presque égalité* de pouvoir, on conservera dans les affaires un mouvement presque égal à celui qu'elles avoient, lorsque la santé & la force des Rois ont comencé à tomber ; ainsi le Regent a remedié habilement par l'art de la Polysynodie aux inconveniens fâcheux où les Monarchies sont assujeties par la nature des Monarques. Car enfin les Rois, come les autres homes, sont sujets aux imbecillités d'un âge ou trop foible ou trop afoibli ; mais le Regent en conservant à l'Etat Monarchique tous les avantages qui

lui sont propres, il lui a procuré encore un des principaux avantages de l'Etat Aristocratique, qui est de n'être point assujéti ni à aucune minorité, ni à aucune caducité. Ainsi nôtre *Aristo-Monarchie* aura toujours un très-grand avantage au-dessus des Republiques, c'est que sans avoir rien à craindre ni de la foiblesse, ni de l'afoiblissement de l'âge de nos Rois, elle pourra profiter de toute la force de leur esprit, de tout leur travail & de toute leur sagesse.

AVANTAGE XVII.

L'Etat souffrira moins du credit des femmes.

Si les femmes étoient élevées dans les connoissances importantes & serieuses, come les homes; si on leur aprenoit à conôître & à desirer le bien de l'Etat; si elles conoissoient les qualités necessaires, soit pour un Premier Ministre, soit pour un principal Ministre; si elles pouvoient comparer avec quelque sûreté les differens degrez de ces qualitez dans les differens Sujets sur qui peut tomber le choix; si elles savoient que la grande difference qu'il y a entre un bon & un mauvais gouvernement dépend de la difference qu'il y a entre des Ministres mediocres & des Ministres excelens; si elles se soucioient plus de procurer de grands avantages à l'Etat, que de se servir du Ministre pour satisfaire leurs fantaisies & leurs passions, il seroit très-souhaitable pour le Roy & pour le Royaume qu'elles eussent beaucoup de credit sur l'esprit du Roy dans le choix des principaux Ministres, mais malheureusement il n'en est pas ainsi.

Cependant la nature de la société est telle, qu'il

n'est pas possible que les femmes n'ayent du credit sur les homes à proportion qu'elles plaisent, qu'elles sont entreprenantes, qu'elles sont conduites par gens ambitieux, & qu'elles ont de manège & d'adresse pour profiter des momens favorables, afin de venir à bout de leurs entreprises. Les Rois sont des homes, & encore plus sujets que les autres homes à être gouvernés par des femmes, parce que les plus jeunes & les plus aimables se disputent entr'elles ce gouvernement, & que persone ne peut augmenter sa fortune, ni même la conserver, en s'oposant à la volonté des Princes, & en leur représentant la grandeur des fautes qu'ils font contre leurs interêts, quand ils poussent la complaisance pour les femmes jusqu'à les écouter sur le choix ou d'un Ministre principal, ou d'un Premier Ministre, souvent même pareilles representations seroient très-inutiles; ainsi les femmes choisissent non par les qualitez nécessaires au Ministère, elles ne les conoissent pas ces qualitez, elles ne s'en soucient pas, elles ne demandent à un Ministre pour toutes qualités qu'un parfait dévoüement à leur ambition & à leurs fantaisies.

L'humanité rend ce mal nécessaire, il est même sans remede, il est absolument nécessaire que les femmes aient beaucoup de crédit sur les homes: tout ce qu'on peut faire de mieux, ce n'est pas de chercher à le diminuer, c'est de chercher à rendre leur crédit moins dangereux pour l'Etat dans le choix de ceux qui doivent en occuper les premieres places.

Un des meilleurs moyens que l'on puisse imaginer pour diminuer le mal que l'on doit craindre de leur crédit, c'est la *PolySynodie*. 1^o. L'autorité y est partagée

à tant de Ministres, que les femmes les plus aimées & les plus autorisées n'auroient le pouvoir d'établir que des Conseillers de l'Etat, qui, quand ils seroient méchans, ayant vingt fois moins d'autorité; feront vingt fois moins de mal qu'un *Visir* ou que des *Demi-Visirs*.

2°. En laissant à chaque Conseil le pouvoir de proposer trois Sujets pour chaque place vacante, on peut empêcher qu'à la longue chaque Conseil ne se remplisse de gens corrompus capables de vendre leur Monarque & leur Patrie même; or si le crédit des femmes ne pouvoit faire d'autre mal que de faire préférer celui des trois Proposez qui aura le moins de mérite, le mal ne seroit jamais fort considerable, puisqu'on peut supposer que le Conseil ne proposeroit que les trois meilleurs Sujets choisis entre les bons: & l'occasion de donner ce droit à chaque Conseil est même heureux pour y perpetuer la capacité, la probité & l'honneur, puisque le Regent a choisi pour les remplir ce qu'il y avoit de meilleur dans le Royaume.

3°. Si la conduite de quelqu'un de ces Ministres, qui n'auroit d'autre mérite que la recommandation des femmes, devenoit odieuse, il seroit vingt fois plus aisé d'y remédier, & de déplacer ce mauvais Conseiller, que de déplacer un *Visir*, ou un *Demi-Visir*: or n'est-il pas évident que le mal sera d'autant moins considerable, qu'il sera plus facile d'y apporter remède?

4°. Je fai bien que le pouvoir des femmes sera à craindre sur chacun des Conseillers de l'Etat: mais 1°. il n'est pas moins à craindre dans le *Visir*, ou dans les *Demi-Visirs*. 2°. Il y a cete difference que le pouvoir des femmes sur les Conseillers de l'Etat ne sera à craindre qu'en cas que toutes celles qui ont du pouvoir conspi-

rent aux mêmes demandes , afin de les emporter à la pluralité des voix : mais cela est impossible. Les fantaisies particulieres & les interêts particuliers ont cela de diferent de la raison & des vûës pour le bien general , c'est qu'en diferentes personnes ils sont toujours oposés , au lieu que la raison & le bien general vont souvent au même but. Ainsi les Conseillers poussez par diferentes femmes seroient toujours oposés entre eux , & l'oposition des uns empêcheroit le mauvais éfet de l'autorité des autres : au lieu que le *Visir* ne trouvant point d'oposition dans ses sentimens , la femme qui le gouverne peut causer de grans maux , parce qu'il décide luy seul de toutes les affaires.

AVANTAGE XVIII.

Plus de sûreté pour la durée de la Maison Royale sur le Trône.

Les Histoires sont pleines de revolutions où les Monarchies ont changé de Maîtres. Ces revolutions n'ont jamais eu que deux causes : l'une, l'invasion d'une puissance étrangere : l'autre, l'usurpation d'un Sujet auquel le Roy a trop donné d'autorité.

A l'égard de la premiere cause , come la Monarchie fera gouvernée par les conseils de tant de Conseillers prudens & moderez , les Rois feront beaucoup plus portez à entretenir la paix & à faire des aliances défensives , qu'à recomencer la guerre : ces Princes auront plus de moderation dans leur procedé avec leurs voisins , & plus d'exactitude dans l'observation des Traitez ; ainsi ils auront un plus grand nombre d'Aliez plus fideles & plus constant.

Or un Roy de France , qui aura beaucoup de tels Aliez , peut-il jamais avoir à craindre d'être détrôné par un voisin , quelque injuste , quelque ambitieux & quelque puissant qu'il soit. D'un autre côté , moins il entreprendra de guerres ofensives , moins il se trouvera en danger d'être détrôné , *surtout s'il ne laisse pas aguerrir pendant plusieurs années les troupes des Nations voisines , sans aguerrir en même tems les siennes* : & je dirai icy en passant qu'il est bien plus de l'interêt du Roy de pacifier les Etats voisins , que de les laisser en guerre , & qu'il luy est bien plus avantageux d'être garant d'un Traité de Paix , que de n'en être pas garant : mais ce n'est pas icy le lieu d'en parler.

A l'égard de la seconde cause , il est évident que lorsque l'autorité du Roy est partagée entre deux Ministres , pourvû que ce partage soit toujours maintenu égal ou à peu près égal , ce Prince sera deux fois plus en sûreté contre l'usurpation de l'un d'eux , que si toute l'autorité des deux étoit réunie dans un seul : c'est qu'en les suposant égaux en autorité avec des intérêts opposés , il est très-dificile , il est même presque impossible qu'ils puissent jamais concerter ensemble de détrôner le Roy , pour mettre l'un d'eux sur le Trône ; mais il est à craindre pour la sûreté du Roy , que l'un d'eux ne détruise peu-à-peu l'autre , & ne s'établisse sur sa ruine , & s'il est home de naissance , ou même hardi & acrédité parmi les Troupes , il n'y a qu'un pas à faire de sa place de Premier Ministre , de Maire du Palais , sur le Trône.

Or si l'usurpation du Trône étoit dificile , en ne suposant que deux principaux Ministres égaux en autorité , elle deviendra absolument impossible , lorsque

cette autorité sera presque également partagée entre vingt ou trente. La seule jalousie qui regnera toujours entre les Ministres, suffit pour les réunir tous contre celui qui voudroit usurper sur eux & sur le Roy l'autorité Royale; ainsi le Roy aura en eux des surveillans très-intéressés à sa conservation contre les entreprises d'un Sujet trop ambitieux.

Les Histoires de tous les siècles & de toutes les nations sont pleines de pareilles usurpations : mais sans s'éloigner de notre Histoire, on comprend assez que si l'autorité eût toujours été partagée en France à peu près également entre différens membres de différens Conseils, la Race de Clovis, malgré le peu de mérite de ses Rois fainéans seroit peut-être encore sur le Trône; & n'est-il pas de la dernière importance pour le Roy de prendre présentement des mesures sûres pour que la troisième ne finisse pas dans les siècles à venir, par la même voye qu'ont fini la première & la seconde; les Historiens disent que c'étoit fait de notre troisième Race sous Henri III. si le Duc de Guise, qui étoit alors le Grand Visir de France, eût découvert l'ordre que le Roy avoit donné de le tuer, & que s'en falut-il qu'il ne le découvrit? Preuve démonstrative que pour la durée de la Maison Royale sur le Trône, il est de la dernière importance que l'autorité du Ministère soit partagée le plus également qu'il est possible entre un grand nombre de Ministres, & surtout que cette autorité ne soit jamais réunie ou dans un seul Ministre, ou dans une seule Maison, come elle étoit alors dans la Maison de Guise.

AVANTAGE XIX.

Moins de Guerres Civiles à craindre que dans le Visirat.

Il est évident que si le Visir est un genie mediocre, de peu de travail & timide, les affaires du Roy & de l'Etat iront très-mal.

Il n'est pas moins évident, come on vient de le voir, que si c'est un grand genie, laborieux, courageux, d'une grande naissance avec de grandes aliances, il s'acquerra un grand credit au-dedans & au-dehors de l'Etat; ainsi il en fera d'autant plus à craindre pour la Maison Royale: or un home fort à craindre devient bien-tôt fort suspect, quand ce ne seroit que par la malice de ses ennemis; & devenu suspect, il se trouve souvent dans la necessité de monter sur le Trône, ou de perdre la vie.

Il est vrai que si le Visir est un home de petite naissance, ou d'une naissance mediocre, come on en a vû, il fera beaucoup moins à craindre pour la Maison Royale, mais il y a un autre inconvenient terrible; car il est sûr que pour se conserver, il éloignera autant qu'il pourra les Princes & les Grans de la faveur du Roy, il sera intéressé à les faire passer pour des broüillons, pour des seditieux, pour gens sans talens: il fera come forcé de placer dans les principaux emplois des personnes de moindre naissance, qui seront ses creatures.

Ce procedé, qui est cependant tout naturel, doit causer necessairement le mécontentement des Grans, qui verront avec chagrin toute l'autorité entre les mains d'un home qu'ils méprisent, & les dignitez & les emplois donez à ses creatures: or il est impossible

que ce mécontentement general ne réunisse un grand nombre de mécontents contre le Ministre. Voilà des factions, des partis, & puis des guerres civiles. Nos peres n'ont que trop éprouvé la solidité de ce raisonnement, & n'ont-ils pas vû de ces guerres civiles uniquement causées par le mécontentement des Grans, & quand le parti des Rebelles a le dessus, le Chef des Rebelles est naturellement porté sur le Trône.

Or dans la Polysynodie plusieurs Grans, surtout ceux qui auront plus de talens, seront eux-mêmes dans le Ministère, & seront interressez à le soutenir : les autres Grans ou ne sont point à craindre par leur peu de merite, ou s'ils en ont, ils peuvent esperer d'y entrer à leur tour : & come ils ne seront plus rendus suspects sans fondement, ils n'auront plus à se plaindre d'aucunes injustices dans la distribution des graces ; ainsi plus de mécontentement à craindre : nous serons donc dans la Polysynodie beaucoup moins sujets aux guerres civiles, que dans le Visirat, & n'est-ce pas un avantage très-considerable ?

AVANTAGE XX.

*Moins de guerres étrangères à craindre que dans le
Demi-Visirat.*

Tout le monde fait que le feu Roy dans le beau discours qu'il fit publiquement dans le lit de la mort au Roy regnant, luy recomanda dans les termes les plus forts, de ne jamais entreprendre de guerres, sans des raisons absolument indispensables ; & il ajouta une chose très-édifiante, qu'il se reprochoit fort de n'avoir pas toujours suivi une maxime si salutaire.

Il avoit sans doute compris que les premieres guerres ofensives qu'il entreprit sans avoir de fondemens assez legitimes, l'avoient fait regarder par toutes les Puissances de l'Europe, come un Prince qui ne cherchoit que des prétextes de rompre la paix, qui avoit dessein de s'agrandir aux dépens de ses Voisins, & qui aspiroit même à la Monarchie universelle: il avoit senti que cete opinion qu'ils avoient prise, quoique fausse, n'avoit pas laissé de former contre luy les deux grandes Ligues successives qui ont presque entierement bouleversé son Etat.

Or cherchons l'origine de ces premieres guerres, dont les suites nous ont été si funestes. Le Premier Ministre qui gouvernoit pendant la minorité du feu Roy, avoit interêt que ce Prince eût de l'éloignement pour le travail; ainsi il le fit élever dans l'oïveté & dans les amusemens de la Cour. Ce Prince étoit naturellement doux, modéré, équitable, il avoit beaucoup plus de penchant aux plaisirs de la paix, qu'aux soins, aux inquietudes & aux dangers de la guerre; ainsi après la mort du Cardinal Mazarin il se feroit toujours contenté de se tenir sur la défensive avec ses Voisins, & de se rendre arbitre & conciliateur de leurs diferens: mais il étoit naturel que le Ministre de la guerre devint jaloux de la faveur de son rival, qui gouvernoit les finances & le comerce avec succès, & qu'il cherchât de son côté à se rendre necessaire à son maître, & à s'aquerir un grand crédit dans l'Etat, en déterminant le Roy à la guerre: c'étoit même un moyen sûr pour décrediter le Ministre des Finances, soit en le rendant odieux aux peuples, s'il en tiroit beaucoup d'argent par les taxes, soit en le décriant auprès du Roy, ou

come un malhabile Ministre, ou come un home peu zelé pour la gloire de son maître, s'il n'en tiroit pas assez pour faire la guerre avec succès.

Ainsi ce Ministre, à l'aide des jeunes Courtisans qui entouroient le Roy, & qui cherchoient à s'avancer dans les emplois militaires, trouva le moyen de luy inspirer le desir d'aquerir de la reputation par les armes, & de conquerir sous divers prétextes les Provinces qui étoient le plus à la bien-séance de la France. Il travailla si adroitement & si constamment à luy faire mépriser ses Voisins, à l'iriter contr'eux, à luy faire perdre de vûë cete regle si vertueuse, & en même tems si utile, *Ne faites point contre vos Voisins, ce que vous ne voudriés pas qu'ils fissent contre vous, si vous ériéz à leur place, & qu'ils fussent à la vôtre.* Il luy montra la premiere entreprise d'un côté si facile, & de l'autre si glorieuse, que le Roy s'y laissa aller : ce Ministre se servit ensuite habilement du grand succès de la premiere guerre, pour l'engager plus facilement dans celles qui suivirent & qui précéderent la Paix de Nimegue conclüe en 1678.

Telle est l'origine, telle est la cause de nos premieres guerres. Ce fut non le vray interêt du Roy, non le vray interêt de sa gloire, non le vray interêt de l'Etat qui le déterminerent à troubler le repos de l'Europe, mais ce fut le vray interêt du Ministre de la guerre : sans cet interêt particulier de ce Ministre, le Roy n'auroit ja mais comencé ces premieres guerres qui furent offensives de sa part, & vrai-semblablement il n'auroit jamais été forcé de soutenir les dernieres, qui furent offensives de la part de nos Voisins, & qui ont été si ruineuses pour l'Etat.

55

Que l'on regarde le succès de ces guerres du côté de l'*utile*, que l'on supute si ce qu'elles nous ont produit vaut plus que ce qu'elles nous ont coûté. Nous avons eu trente ans de guerre depuis 1668. jusqu'à présent : le Roy a tiré des François toutes les années de guerres plus de cinquante millions de subsides extraordinaires le fort portant le foible, c'est quinze cent millions, & outre cela le Roy doit encore en rentes, en gages & en billets plus de douze cens millions : ces deux sommes font vingt-sept fois cent millions, qui au denier vingt-sept produiroient cent millions par an : l'interruption du comerce a fait tort au Roy & à l'Etat de plus de cinquante millions par an pendant ces trente années de guerres, cela fait encore cinquante millions de rente au denier trente : or qui ne fait que les Conquêtes du feu Roy ne luy raportent pas la huitième partie de ces cent cinquante millions de rente, tous frais faits ? & cependant je ne mets point en ligne de compte ni les homes que nous avons perdus, ni la désolation de nos Provinces frontieres, ni les pertes prodigieuses que nous causent les fortunes immenses des gens d'affaires.

Voilà le côté de l'*utile*, qu'on regarde presentement le côté de l'*honorable* : quelle opinion le feu Roy a-t-il laissée de luy à ses Voisins ? n'ont-ils pas cru, n'ont-ils pas écrit qu'il étoit un Voisin fâcheux, sans parole, injuste, & d'autant plus digne de leur haine, qu'il employoit plus de puissance à les ruiner ? Je sai bien que l'idée que l'Europe en avoit prise, lorsqu'elle s'étoit liguée contre luy, n'étoit pas juste, n'étoit pas bien fondée ; mais cependant elle étoit telle, & il y avoit malheureusement donné occasion : & on ne peut pas dire que nôtre reputation ne dépende de l'idée que nous

donons aux autres de nôtre caractère. D'un autre côté a-t-il forcé ses Sujets par l'abondance qu'il leur a procurée à regretter son administration ? Plût à Dieu que pour sa reputation & pour nôtre utilité il eût été durant tout son Regne occupé à faire fleurir le comerce, à diminuer tant d'obstacles qui le gêne, à augmenter les facilités qui le multiplient, à paver les grans chemins, à les rendre encore plus sûrs, à rendre les rivières navigables, à rendre nos Loix plus propres pour diminuer le nombre des procès, à perfectionner la maniere de lever les subsides, de sorte que les peuples en payassent moins, & qu'il en revint plus aux cofres publics, à perfectionner les Etablissmens qui regardent les pauvres & l'éducation des enfans, à favoriser les arts & les sciences à proportion de leur utilité, à trouver les moyens de faire distribuer les emplois & les recompenses avec justice & sans égard pour les recommandations, à ôter la venalité des Charges, les survivances & les Brevets de retenue, à diminuer nos besoins en diminuant nos jeux de hazard, à perfectionner nos mœurs, en trouvant les moyens de rendre la vertu & les talens utiles, plus honorer, plus respecter, plus justement recompenser.

Il pouvoit facilement devenir le conciliateur de l'Europe, & forcer ses Voisins ambitieux & impatiens à convenir d'Arbitres pour terminer leurs différens, sans s'exposer aux malheurs de la guerre : il n'avoit qu'à se déclarer hautement contre quiconque auroit refusé d'exécuter les Jugemens de l'Arbitrage : plût à Dieu qu'il eût ainsi donné la paix à l'Europe pendant cinquante-trois ans qu'il a gouverné par luy-même ! il eût été le plus grand Bienfaiteur qu'eussent jamais eu les

François

François : son nom eût été en bénédiction à toutes les Nations Chrétiennes : & peut-on dire que la reputation qu'il a acquise par la Guerre soit comparable à celle qu'il auroit pu aquerir , en maintenant l'Europe en paix ?

Or n'est-il pas évident que si , en sortant de minorité, il eût trouvé dans son Royaume la *Polysynodie* bien établie , il n'eût jamais été poussé aux premières Guerres qu'il entreprit , & que par conséquent il n'auroit jamais été forcé de soutenir les dernières , & qu'il auroit par sa reputation de Prince sage, modéré, pacifique, établi son Petit-Fils sur le Trône d'Espagne , sans que l'Europe en eût été alarmée ; ainsi on peut dire que nos Rois étant beaucoup moins poussés par les Conseillers de l'Etat , que par un Visir , ou par un Demi-Visir , à entreprendre des Guerres offensives , en entreprendront beaucoup moins d'injustes , & s'en attireront par conséquent beaucoup moins de pareilles de la part de leurs voisins , & qu'ils seront moins souvent en danger d'être détrônés par des ennemis victorieux.

Au reste j'ay une reflexion à faire sur le Ministre de la Guerre, dont je viens de parler ; c'est que quoi qu'il soit la cause primitive de la plupart des grans malheurs qui sont arrivez au Royaume depuis sa mort , & du grand danger , où nous avons été de voir bouleverser la Monarchie , il n'est pas juste cependant qu'il en porte la haine publique ; 1°. Parce qu'il ne pouvoit pas prévoir tous ces malheurs : 2°. Parce qu'il esperoit au contraire par les Conquêtes du Roy rendre la France plus riche & plus puissante : 3°. Parce que nos malheurs ont eu depuis beaucoup d'autres causes : 4°. Parce que s'il eût vécu vingt ans de

plus, il nous auroit garanti par sa vigilance & par son prodigieux travail de la plûpart de ces malheurs : 5°. Parce qu'après tout il est si naturel à un Ministre de chercher à se rendre important & nécessaire, que de cinquante autres qui auroient été à sa place, quarante-neuf en auroient usé comme luy, & auroient fait la même faute; ainsi c'est moins à luy personnellement qu'il faut s'en prendre, qu'à l'humanité même : je fai même plusieurs actions de luy, où l'on voit beaucoup d'équité & d'amour pour le bien public; de sorte que je suis bien persuadé que ces malheurs nous sont venus bien moins par la faute du *Demi-Visir*, que par le défaut du *Demi-Visir*.

Tels sont les inconveniens du *Visirat* & du *Demi-Visirat*: tels sont les avantages de la *PolySynodie*. Examinons presentement s'il y a quelques avantages dans le *Visirat* & dans le *Demi-Visirat*, qui ne soient pas au même degré dans la *PolySynodie*, ou si ces avantages sont comparables à ceux que je viens d'expliquer. Voyons de quels moyens on peut se servir pour perfectionner tous les jours la *PolySynodie* presente. On trouvera tout cela éclairci & expliqué dans les Réponses aux Objections.





DISCOURS
 SUR
 LA POLYSYNODIE.
 SECONDE PARTIE.
 REPONSES AUX OBJECTIONS.

AVERTISSEMENT.

CE n'est pas assez d'avoir démontré par des preuves positives les grans avantages de la *Polysynodie* sur le *Visirat*, il faut encore éclaircir toutes les dificultez d'un sujet aussi important : or la meilleure maniere de proceder à cet éclaircissement, c'est de diviser les Objections, & de répondre à chacune en particulier d'une maniere précise, & qui puisse satisfaire tout Lecteur équitale & desintereffé.

Ces diferentes Objections donnent occasion de montrer le sujet par diferens côtez, & à diferens points de vûe. L'esprit humain est soupçonneux, & avec raison, sur tout lors qu'il s'agit de quelque nouvel Etablissement : il a besoin qu'on éclaircisse de plus en plus ce

qui peut s'opposer à une entière persuasion : or ces differens éclaircissmens ne se peuvent bien faire qu'en luy montrant que de quelque côté qu'il tourne & retourne l'objet , que de quelque point de vûë qu'il le considere , de quelque balance qu'il se serve , tant pour peser les avantages de l'Etablissement contre les avantages du *Non-Etablissement*, que pour comparer les inconveniens de l'un contre les inconveniens de l'autre , la balance rapporte toujours un resultat à peu près semblable.

De-là on peut conclure que la partie la plus importante à la conviction & à la persuasion parfaite , c'est la partie de l'Ouvrage où l'on achève d'éclaircir toutes les difficultez. On me pardonnera donc si je n'en ay négligé aucune , & si je me suis arrêté à éclaircir certaines choses , qui semblent à quelques Lecteurs habiles & éclairés assez claires par elles-mêmes ; mais qui avoient quelque obscurité pour les autres ; j'ay mieux aimé être trop clair & trop long pour le petit nombre , que d'estre trop court & obscur pour le grand nombre.

Je n'ai pas eu le loisir de ranger les objections selon leurs matieres , elles sont telles qu'elles m'ont été faites , cela fait même que l'on y pourra trouver quelques petites répétitions , les petites négligences ne fient pas mal dans les grandes matieres , elles y fient même bien , c'est que le Lecteur sensé y supplée toujours , & que rempli de l'importance de la matiere , il ne daigne pas faire attention à ce qui n'est important que pour la maniere ; c'est-à-dire pour le stile , & c'est la difference principale , qui se trouve entre un beau Discours Academique , & un bon Discours Politique. Dans le premier il s'agit de peu pour la matiere qui y est

traitée, & par conséquent il s'y agit de beaucoup pour la maniere dont elle est écrite, au lieu que dans le Discours Politique il s'agit de beaucoup pour la matiere, & par conséquent de peu pour le stile, ou pour la maniere, dont il est écrit. Je ne dis pas que sur ce principe l'Auteur puisse se permettre de grandes negligences, je dis seulement qu'il luy sied bien d'en laisser de petites, que les Academiciens appliquez aux expressions puissent remarquer, & que les Politiques uniquement appliquez aux choses, fassent gloire de ne pas observer.

La plupart des objections que l'on m'a faites, sont contre la Polysynodie, telle qu'elle est établie, & non contre la Polysynodie, telle qu'elle peut estre perfectionnée par le Regent luy-même, il m'est venu plusieurs idées pour ce perfectionnement en répondant à chaque Objection : je les ay notées par un *N.* à la marge, afin que le Lecteur puisse facilement les retrouver. Il y en a plus de cinquante.

O B J E C T I O N I.

DAns le plan de feu Monseigneur le Dauphin Duc de Bourgogne il n'y avoit point de Conseil Suprême : son dessein estoit d'assister à tous les Conseils particuliers, & d'y décider chaque affaire sans les porter plus loin, & cela eût beaucoup contribué à l'expedition des affaires.

R E P O N S E.

1^o. Le Regent ne pouvoit pas se dispenser de former un Conseil de Regence : mais quand sa qualité de Regent ne l'auroit pas obligé à former ce Conseil, il me semble que pour la perfection du système de la *Polysynodie*, il est absolument necessaire qu'il y ait tou-

N

jours un pareil Conseil dans le Royaume, non pas sous le nom de *Conseil de Regence*, quand le Roy est majeur ; mais sous le nom de *Conseil Suprême*, ou plutôt de *Conseil General*.

2°. Je conviens que feu Monseigneur le Dauphin Duc de Bourgogne n'avoit pas songé à établir de *Conseil General* ; c'est qu'il n'avoit fait son plan que pour luy, qui étoit laborieux & intelligent : & en effet un Roy tel qu'il eût été durant la vigueur & la maturité de son âge, n'eût pas eu besoin de Conseil General : de même si nous étions sûrs d'avoir toujours pour Rois des Princes d'une santé ferme, d'un esprit élevé, & acoûtumé au travail, la Monarchie n'auroit jamais besoin d'un pareil Conseil : mais comme il s'en faut bien que les Monarchies n'ayent pareille sûreté, & come parmi les Rois majeurs il y en a beaucoup qui n'ont pas de santé, ou qui n'ont pas assez de capacité, ou qui ne veulent pas travailler, il est absolument nécessaire qu'il y ait un Conseil General, qui ne soit jamais infirme, qui ne vieillisse point, qui pense pour eux, & qui travaille pour eux : ils meurent, ils se succedent, & sont fort diferens les uns des autres, le Royaume ne meurt point : or le moyen d'empêcher la Nation de se ressentir de leur paresse, de leur incapacité, de la faiblesse & de l'affaiblissement de leur âge, c'est d'y pourvoir par un Conseil General, éclairé, zélé pour le Roy & pour l'Etat, modéré, laborieux, immortel, qui soit le centre, le soutien, l'ame & le lien de tous les Conseils particuliers.

3°. Ces tems de minorité ou de faiblesse des Rois ne sont pas rares dans une Monarchie, la nôtre a eu cinquante ans de pareille faiblesse dans le dernier siècle :

& à dire la vérité , c'est beaucoup quand dans deux siècles on trouve trente ans de Règne , où les Rois ayent eu assez de capacité & d'application aux affaires.

4°. Une autre raison qui prouve la nécessité d'un Conseil General dans ces tems de faiblesse , c'est qu'il est impossible que les Conseils particuliers ne soient quelquefois divisez entr'eux , tantôt sur les bornes de leur competence, tantôt sur les besoins de l'Etat, tantôt sur les avantages qu'on veut luy procurer. Le Conseil de Guerre de terre demandera come nécessaire un tel fond , que le Conseil de Marine demandera aussi come plus nécessaire ; qui jugera entr'eux ? De même il n'y a qu'un certain fond dans une année que l'on puisse employer à divers Etablissmens utiles , le Conseil de Commerce le demandera pour un Etablissement , tandis que d'autres Conseils le demanderont pour d'autres Etablissmens : dans les affaires mixtes des particuliers , l'un se pourvoira à un Conseil , l'autre à un autre. On suppose que le Roy par sa santé , par son âge , par son peu de lumieres , par son éloignement du travail , n'est pas en état de decider ces diferens , ils ne peuvent être décidez que de deux manieres , ou par un Grand - Visir , qui ait toute l'autorité , ou par la pluralité des voix d'un Conseil General : or nous avons suffisamment montré les grans inconveniens du *Visirat* , & les avantages de la *Poly synodie* ; on voit donc que le Conseil General est un Conseil absolument nécessaire au système de la pluralité des Conseils : c'est une augmentation essentielle qui manquoit au plan du Dauphin Duc de Bourgogne : c'est un Conseil qu'un Roy sage doit toujours tenir tout établi , sinon par consideration du present , du moins par consideration de l'avenir.

50. Si le Roi est en état d'agir , & si l'affaire est pressée il peut apeler par extraordinaire au Conseil particulier , tout ou partie des Conseillers du Conseil General , pour la décider tout d'un coup , il peut de même en tems de Guerre décider tout ce qui regarde la Guerre au Conseil de la Guerre , en y apelant quelques Membres du Conseil General ; de sorte que ce Conseil ne luy nuira jamais en rien dans les affaires qui seront pressées , & luy pourra être fort utile dans les affaires qui ne le seront point , & ce qui est de la dernière importance pour sa Maison , c'est que ce sera un Conseil de Regence tout formé , en cas de minorité , & un moyen sûr pour délivrer pour jamais les Rois & le Royaume du *Visirat* : forme de Gouvernement grossiere , barbare , très-pernicieuse pour le Royaume , & très-dangereuse pour les Rois & pour les Maisons Royales , comme je l'ay démontré.

OBJECTION II.

On ne devoit traiter dans le Conseil de Régence , ou Conseil General , que des divers Reglemens nouveaux , & d'autres affaires très-importantes ; cependant on y en rapporte quantité de moins importantes , & qui pouroient se décider définitivement dans chacun des Conseils particuliers , sur tout lorsque la décision a passé aux trois quarts des voix ; cela fait que le Président , qui rapporte dans ce Conseil , n'a pas le tems d'y exposer les affaires , assés long pour metre les opinans en état d'en juger avec conoissance de cause ; ainsi il ne fait proprement que rendre compte au Conseil General de ce qui a esté resolu dans le Conseil particulier , c'est donc plutôt un Conseil de parade , qu'un
veritable

veritable Conseil , dont l'Estat puisse tirer une veritable utilité ; d'ailleurs ce degré de Juridiction alonge fort l'expedition des affaires , ce qui est un grand inconvenient.

RE'P O N S E.

1°. Le Roi ne peut-il pas statuer , que chaque Conseil particulier pourra décider *définitivement* & sans lui les affaires les moins importantes, telles que sont celles , qui regardent les particuliers , & sur lesquelles il ne s'agit point de faire quelque Reglement nouveau , mais de suivre les anciens ; je sai bien que pour déterminer ce qui se doit apeler *affaire très-importante*, ou *affaire moins importante*, il faut une sorte de Reglement , mais ce n'est rien d'impossible que ce Reglement : les Requêtes de l'Hôtel & d'autres Juridictions, qui sont subalternes en certains cas , ne jugent-elles pas en dernier ressort dans des cas portez par des Reglemens ? Or le Conseil General n'auroit alors à regler que les affaires les plus importantes ou celles qui auroient souffert beaucoup de contestations , ce qui en diminueroit fort le nombre ; ainsi les Raporteurs auront un loisir suffisant pour rapporter au Conseil General les affaires importantes en entier , & les opinans pourroient ainsi en juger avec une conoissance suffisante ; ce ne seroit donc plus un Conseil de parade , mais un Conseil très-utile.

De cette maniere les trois quarts & demi des affaires seroient expédiées aussi promptement qu'elles le sont au Conseil des Parties, ou à la Grand-Chambre, & le Regent , & le Conseil de Regence auroient plus de loisir de vaquer aux affaires plus importantes.

N

OBJECTION III.

Le Regent n'assiste point, ou presque point aux Conseils particuliers ; ainsi le Président de chaque Conseil est obligé de luy rendre compte de ce qui s'est passé au Conseil où il préside. Et ce compte se rend sans avoir pour témoin le Rapporteur de l'affaire, qui a assisté à la délibération ; ainsi il peut non-seulement se tromper dans son rapport, mais il peut encore sans craindre d'être contredit, dissimuler au Regent les raisons, ou altérer les faits, come le pouvoient les *Demi-Visirs* sous le feu Roi ; donc les résolutions fondées sur les erreurs de fait, seront aussi fréquentes que dans le Règne précédent ; donc de ce côté-là nul avantage.

R E P O N S E.

1^o. Le Président après avoir rapporté au Regent en particulier, fait encore son rapport en plein Conseil de Regence ; il y a donc alors assez de témoins, qui pouroient le contredire, s'il vouloit altérer quelque chose dans les faits.

N

2^o. Pour éviter cet inconvenient, ne peut-on pas statuer que le Président ne rapportera chaque affaire en abrégé au Regent & au Conseil de Regence, ou Conseil General, qu'en présence du Rapporteur, ou du moins du Conseiller de semaine destiné à y assister.

OBJECTION IV.

Le feu Roi donoit la plûpart des Emplois, des Benefices, des Pensions & des autres récompenses de l'Etat, à la *recomandation* des Ministres, soit à leurs parens, soit à leurs amis : or en multipliant les Ministres,

n'est-ce pas multiplier les *recomandations*, n'est-ce pas doner de nouvelles forces à la *faveur* contre la *justice*?

R E P O N S E.

10. Les Conseillers de l'Etat n'ont tous ensemble qu'autant de credit qu'en avoient les Ministres sous le feu Roi pour la distribution des récompenses de l'Etat; donc la recommandation des Conseillers de l'Etat ne nuira pas davantage aujourd'hui à l'Etat, que nuisoit alors la recommandation des Ministres précédens.

20. Je conviens qu'il est difficile de trouver des moyens de faire toujours distribuer les récompenses de l'Etat, à proportion que les services sont utiles à l'Etat; mais cela n'est rien moins qu'impossible, & je le dis, parce que j'ai montré dans un autre Mémoire les moyens d'éviter le grand inconvenient des recommandations: or s'il peut y avoir une forme de Gouvernement dans laquelle un pareil établissement soit praticable, c'est assurément la Polysynodie, où les Conseillers de l'Etat auront beaucoup moins d'interêt de s'y opposer, que les Visirs & les Demi-Visirs, parce que en renonçant en faveur du bien public à l'injuste & pernicieuse coutume des recommandations, ils auront beaucoup moins à perdre que les *Visirs* ou les *Demi-Visirs*.

N

O B J E C T I O N V.

En multipliant les Ministres, vous multipliez le pouvoir des femmes; car enfin les Ministres ne sont-ils pas homes come les Rois?

R E P O N S E.

10. Si les Rois n'étoient Rois qu'à l'âge où les Conseillers

sont Conseillers de l'Etat, le pouvoir des femmes seroit bien moins à craindre; mais malheureusement pour eux & pour leurs Sujets les Rois sont quelquesfois fort jeunes, & dans un âge où ils connoissent le moins, & où ils sentent le plus; au lieu que dans les Etats tant soit peu sagement gouvernez, on ne voit de Ministres & de Secretaires d'Etat, que dans un âge mur, où les lumieres ne sont plus tant afféblies par la vivacité du sentiment.

2°. Si chaque Ministre décidait seul dans son Département, ou si toutes les femmes, qui ont du pouvoir sur les Ministres, s'unissoient toutes pour un même but sur chaque affaire, j'avouë que leur pouvoir seroit fort à craindre, même dans le système de la Polysynodie; mais d'un côté nul des Conseillers de l'Etat ne décide absolument dans les affaires de son Département, tout s'y décide à la pluralité des voix, & l'on fait assés de l'autre, que l'union d'un grand nombre de femmes étant rare, le pouvoir, qui dépend de cete union, n'est gueres à craindre; au lieu que dans le système du Visirat, une femme seule peut chasser un premier Ministre excellent pour en substituer un très-mauvais, & ce sera cependant ce mauvais premier Ministre, qui seul décidera de tout.

OBJECTION VI.

Si les Membres du Conseil General se divisent, qui les racomodera?

RE'PONSE.

1°. Ils seront choisis entre les Présidens & les Ex-Présidens des autres Conseils, qui auront eux-mê-

mes été choisis par leur Compagnies , come les Membres les plus éclairés & les plus modérez; ainsi on peut dire que dans ce Conseil il y aura moins de division qu'ailleurs.

2°. Come ils n'auront rien en maniement , ils n'auront rien à partager , ils ne pourront donc jamais être divisez que dans leurs opinions : or des divisions que la pluralité des voix décide toujours souverainement , ne sont pas des divisions à craindre.

3°. Quelque petite que fût l'autorité du Roi , du Regent , de la Regente , elle seroit toujours assez grande pour apaiser ces divisions , & pour interdire ceux qui apporteroient du trouble.

4°. Dans chaque Etat Républiquain il y a un Conseil Suprême , il peut y arriver des divisions , il peut s'y former des partis ; cependant on voit par l'expérience , ou qu'il ne s'y en forme point malgré la diversité journaliere des avis, ou que ces divisions se calment d'elles-mêmes , & ne sont point à craindre : & ce qui est à remarquer , c'est que ces Conseils Suprêmes des Républiques n'ont pas pour estre calmés dans leurs divisions l'avantage de l'autorité d'une Regente , d'un Regent , d'un Roi.

OBJECTION VII.

Il y aura moins de secret dans les résolutions , qu'il n'y en avoit dans le Gouvernement précédent.

R E P O N S E.

1°. Il y a peu d'affaires dans le Gouvernement du dedans qui demandent du secret dans les résolutions , au contraire il est utile , il est même absolument neces-

N

faire de les publier aussi - tôt qu'elles ont été arrêtées.

2°. Celles qui demandent du secret pendant quelque tems, se peuvent traiter par extraordinaire, en demandant un secret extraordinaire aux opinans.

3°. A l'égard des affaires qui regardent les Etrangers, il n'y a pas plus de Conseillers du Conseil des affaires étrangères, qu'il y avoit autrefois de Ministres qui en avoient part.

4°. Nous ne voyons pas que les affaires des Républiques manquent de secret, tandis que ce secret est nécessaire, soit pour les affaires du dedans, soit pour celles du dehors : nous ne voyons pas que faute de secret elles aillent moins bien que les affaires de Monarchies, il y a cependant beaucoup plus de personnes qui entrent dans les Conseils, c'est apparemment, ou que les occasions de l'importance du secret sont plus rares que l'on ne s'imagine ; ou que le secret nécessaire se peut garder entre plusieurs Membres, quand c'est leur intérêt commun de le garder.

OBJECTION VIII.

Un Conseil General seroit utile à l'Etat, s'il étoit possible que tous les Membres eussent une connoissance suffisante de tous les genres & de toutes les especes d'affaires que l'on y raporte : mais cela est impossible, il faut la vie d'un homme pour apprendre ce qu'il y a à faire dans un seul genre, come la Finance, come la Guerre, come les affaires étrangères, &c. Cependant à quoi est bon l'avis de gens qui n'ont point une connoissance suffisante du genre, ni de l'espece d'affaire proposée ?

R E P O N S E.

1^o. Il n'est pas vrai qu'il soit impossible que des hommes d'un esprit excellent, tels que seront tous les Membres de ce Conseil, ne puissent pas en six ou sept ans d'application, soit par la lecture de bons Memoires qui seront imprimez sur chaque matiere, soit par la pratique, soit par les conferences avec les gens les plus habiles sur chaque sujet, aquerir une conoissance suffisante des principes, des maximes & des faits necessaires pour bien juger des huit genres d'affaires, & de toutes les especes de ces genres: mais quand on suposeroit qu'il faut à de pareils esprits deux ans d'étude pour savoir ce qu'il y a de connu & de démontré dans chacun de ces genres, ces Membres pouront avoir pour cela plus de loisir qu'il n'en faut, puisque l'on peut statuer qu'ils n'entreront à ce Conseil qu'à quarante-cinq ans, après avoir présidé à quelque Conseil, & après avoir assisté à tous les Conseils particuliers: & d'ailleurs ils auront à l'avenir la comodité de pouvoir étudier dès l'âge de vingt ans sur tous les differens genres, & sur toutes les diferentes especes d'affaires, un nombre suffisant d'excelens Memoires, que fera imprimer le Conseil pour le progrès de la Politique, dont je parle dans un autre Memoire.

2^o. On peut dire que la Medecine, par exemple, a autant de parties à étudier qu'en peut avoir la Politique, soit pour ce qui regarde la pratique, soit pour ce qui regarde la speculation; cependant qui ne fait qu'un homme de beaucoup d'esprit & d'application avec le secours des bons Livres, peut avoir appris tout ce qui est connu & démontré dans cette science à vingt-six ou

vingt-sept ans ? Qui doute qu'alors il ne soit en état de juger des découvertes nouvelles & d'en faire luy-même ? Celuy qui étudiera la Politique dès vingt ans, dès dix-huit ans, n'aura-t-il pas les mêmes commoditez pour y faire du progrès, que celuy qui étudiera la Medecine ? Il sera donc dès vingt-six ou vingt-sept ans en état par les méthodes, dont je parle dans le Memoire sur le Progrès de la Politique, de juger de toutes sortes d'affaires ? or s'il a passé encore dix-huit ou dix-neuf ans dans les Emplois subalternes & superieurs du Gouvernement, par exemple, come Subdelegué, come Secretaire General d'une Intendance, come Intendant, come Membre d'un Conseil, come President de ce Conseil, & come Assistant des autres Conseils, pourra-t-on dire qu'alors cet esprit excellent choisi par ses pareils entre les meilleurs, pour remplir ces differens Emplois, ne soit pas à quarante-cinq ans assez au fait de toutes les especes d'affaires qui se presenteront au Conseil General, pour en juger avec conoissance de cause.

O B J E C T I O N IX.

Il se trouve souvent des Reglemens à former, & des affaires à décider entre particuliers, qui regardent plusieurs Conseils : chaque Conseil les reclamera, & aura droit de les reclamer, & cependant ces affaires ne se décideront point. Ce partage des Conseils par matieres ne sauroit jamais se faire avec assez de précision, qu'il ne se rencontre toujours beaucoup de ces affaires mixtes, au lieu que la décision des affaires dans le Visirat n'étoit point sujette à cet inconvenient, on ne savoit ce que c'étoit qu'affaires mixtes, parce que l'autorité loin
d'être

d'être partagée en tant de Membres ; étoit réunie sur une seule tête.

R E P O N S E.

Si deux Conseils reclament la même affaire, le Roi ou le Conseil General peut facilement décider la compétence ; si l'affaire n'est point réclamée, il n'y a rien qui en arête la décision, donc de ce côté-là nul avantage du Visirat sur la Poly synodie, & nous avons vû au contraire un grand nombre d'Avantages inestimables de la Poly synodie sur le Visirat.

O B J E C T I O N X.

La pluralité des Membres rend chaque Conseil sujet à des jalousies d'autorité, à des factions, à des divisions qui nuisent aux affaires.

R E P O N S E.

1^o. Il est encore plus ordinaire que la jalousie entre les Demi-Visirs, nuise aux affaires publiques ; nous n'en avons eu que trop d'experiences.

2^o. Les Conseils des Républiques sont sujets aux mêmes inconveniens ; cependant les Républiques se soutiennent avec autant de fermeté & de bon ordre, que les Monarchies de pareille étendue, il faut donc croire que si ces divisions & ces jalousies causent quelques maux, ils sont rares, & ne sont pas considerables.

3^o. Nous avons dans le Gouvernement Monarchique un avantage que n'ont pas les Républiques, c'est que le Roi ou le Regent, ou le Conseil General peuvent facilement calmer ces divisions dans les Conseils

particuliers , quand elles comencent à nuire aux affaires ; car lorsqu'elles ne produisent que plus d'émulation dans chacun des Conseillers pour se mieux acquitter de leur devoir , loin de nuire à l'Etat , elles ne fauroient que lui être fort avantageuses.

4°. La jalousie entre particuliers peut devenir un excellent ressort , avec lequel le Souverain peut tirer d'eux incomparablement plus de travail pour l'utilité publique que par tout autre ressort : il n'est question que de trouver des regles & des Loix , qui loin de l'afoiblir l'augmentent , mais en dirigeant continuellement la force *vers le plus grand bien de l'Etat* , & vers le respect *pour la pluralité des suffrages* : acquiescer au plus grand nombre est un moyen bien simple , mais moyen unique & merveilleux dans son éfet , qui est d'entretenir l'union dans les Corps , dont les Membres sont portez à la division , & par consequent de procurer aux homes par leur union une lumiere , une force , une felicité qu'ils ne sauroient se procurer sans union.

OBJECTION XI.

Le Conseil du dedans du Royaume paroît fort peu utile , puisque les autres renferment tous les genres d'affaires , Finances , Commerce , Guerre de terre , Guerre de mer , affaires étrangères & Religion , on ne peut lui renvoyer que des affaires détachées des autres Conseils.

RÉPONSE.

N

Il me semble que l'on peut unir à ce Conseil le Bureau de l'examen des Mémoires Politiques pour faciliter les Reglemens & les Etablissémens nouveaux , j'expose dans le Memoire *sur le progresz de la Politique* ,

les avantages immenses que ce Bureau perfectionné procureroit à l'Etat ; donc le Conseil du dedans du Royaume peut devenir infiniment utile à l'Etat.

OBJECTION XII.

Je conviens, m'a-t-on dit, que cette forme de Gouvernement est très-utile pour l'Etat, quand le Roi est laborieux, & qu'il assiste souvent à ces Conseils pour s'instruire & pour voir les affaires de ses propres yeux & dans leur source ; mais quand le Prince est ou peu intelligent, ou peu laborieux, ou livré à ses plaisirs, il vaut mieux qu'il ait un premier Ministre, en qui toute l'autorité soit réunie, parce que la corruption se met bien-tôt dans tous ces Conseils ; c'est à qui s'enrichira le plus aux dépens du public, & il est plus utile à l'Etat de n'avoir qu'un seul homme à enrichir, que d'en avoir soixante.

RÉPONSE.

1^o. Come cette forme convient parfaitement à un Prince laborieux, intelligent, qui cherche à s'instruire à fonds de tout, & qu'heureusement nous sommes dans le cas : on peut dire que le Regent ne pouvoit jamais établir une forme de Gouvernement qui lui convînt davantage, & d'un autre côté il ne pouvoit jamais en choisir une plus avantageuse au Roi & au Royaume, comme nous l'avons déjà démontré.

2^o. Un Prince de peu de santé, de peu d'esprit, ou même un Prince fainéant, livré à ses plaisirs, aura encore plus de credit dans son Etat, & plus de réputation parmi les Etrangers, en conservant ou en établissant

sant la Polyfynodie, & en partageant également l'autorité entre les Membres de plusieurs Conseils, qu'en donant toute son autorité à un seul, c'est que la gloire des succez s'arête naturellement au premier Ministre, quand il y en a un; au lieu que la gloire se partage en tant de parties dans les Membres des Conseils, qu'elle arive presqu'entiere jusqu'au Roi, a peu près come la valeur & la prudence des Soldats & des Officiers Subalternes tournent au profit du General dans le gain d'une Baraille, & dans le succès d'une Campagne.

Louïs XIII. Enfant unique & précieux, n'eut qu'une mauvaise éducation, on ne l'acoûtuma point à vaincre les dificultez du travail; ainsi se trouvant fort inferieur à ceux qui par l'habitude s'étoient rendus le travail facile, il n'avoit pas d'autre parti à prendre en voulant doner tout son tems aux amusemens, que de choisir quelqu'un sur qui il pût se reposer des affaires du Gouvernement, & dans ce degré d'éloignement où il étoit de tout travail, il valoit mieux pour lui confier toute son autorité à un seul Ministre, que de la partager à trois ou quatre Ministres, qui l'auroient incessamment tiraillé chacun de son côté; je croi même que de tous ceux qu'il pouvoit choisir pour la place de premier Ministre le Cardinal de Richelieu, étoit à tout prendre ou le meilleur, ou un des meilleurs; mais il est certain que si dès lors la Polyfynodie eût été établie dans la perfection, où l'on peut facilement la porter, il auroit pû se dispenser également de l'aplication aux affaires, & gouverner cependant avec plus de tranquillité, avec autant de succez, & avec beaucoup plus de reputation, qu'en choisissant come il fit la forme de Gouvernement du Visirat: je dis avec plus de re-

putation, & j'en apporte en preuve un seul fait; Gro-
tius alors Ambassadeur de Suede, aloit souvent chez
le Cardinal de Richelieu, & on lui reprochoit de n'al-
ler presque jamais chez le Roi, il répondit, *Qui Re-*
git his Rex est: Celui qui gouverne est le Roi. Preuve sensi-
ble que toute la gloire du Gouvernement s'arête à ce-
lui qui gouverne quand il est seul.

3°. A l'égard des richesses, un Premier Ministre peut
prendre des presens, & vendre ainsi les Emplois, les
graces & même la Justice; il peut impunément s'enrichir
par d'autres voyes honteuses & illegitimes, parce qu'il
est le maître, & qu'il n'a point de censeurs qu'il puisse
craindre, il peut aquerir des richesses immenses aux
dépens de l'Etat: mais il n'en est pas de même des
Conseillers de l'Etat: quand quelques-uns d'entr'eux
auroient le cœur corrompu, ils sont tous éclairés par
leurs rivaux, qui sont de rigides censeurs, & la crain-
te d'être découverts & de se déshonorer suffira toujous
pour les retenir; les voyes honteuses de s'enrichir sont
donc absolument impraticables pour eux, sur tout si la
circulation des Départemens se met en usage.

N

OBJECTION XIII.

Un Premier Ministre décide plus d'affaires en dix
ou douze heures, que sept ou huit Conseils; donc le
système du *Visirat* est préférable au système de la *Poly-*
synodie.

R E P O N S E.

1°. Pourvû que dans le système de la *Poly*synodie
il ne reste point d'affaires pressées à décider, qui ne
soient décidées à *tems*; & que ces Conseils aient enco-

re assez de loisir pour décider les moins pressées , sans qu'il y ait aucun retardement préjudiciable au Gouvernement , le Roy & le Royaume ont tout l'avantage du *Vifirat* , & ils en évitent les grans inconveniens : or on fait que tous ces Conseils qui travaillent tous les jours & à toutes les heures , soit en Corps chez le Roy , soit partie chez eux & chez les Presidens , peuvent aisément décider & expedier à *tems* toutes les affaires qui se presentent ; donc de ce côté-là il n'y a nul avantage du systême du *Vifirat* sur le systême de la pluralité des Conseils.

2°. Nous voyons que dans les Republiques toutes les affaires sont décidées & expedées à tems dans les differens Conseils sans aucun retardement qui soit préjudiciable à l'Etat , un Premier Vifir ne les expedieroit pas plus promptement : & pourquoy la Polysynodie d'une Monarchie ne pourroit-elle pas les expedier aussi promptement que la Polysynodie d'une Republique ?

3°. Il y a un grand nombre de petites affaires de détail , come de Réponses aux Lettres , come d'Ordres à doner , où il ne s'agit que de suivre les Reglemens établis : or le Président de chaque Conseil , ou même chaque Membre du Conseil dans son Département peut les décider de luy-même , quand il a par écrit les cas , dans lesquels il n'a pas besoin de consulter ni le Roy , ni même le Conseil ; il fait alors par consequent la même fonction que feroit un Premier Ministre : or n'est-il pas évident que pour ces sortes de petites affaires cinquante homes suffisamment autorisez , en décideront plus qu'un seul , & cependant cela fait les deux tiers du courant des affaires de chaque Conseil ?

N

N

Il est vrai qu'il est à propos que chacun des Conseil-

lers d'un Etat ait par declaration les cas où il pourra , & où il devra répondre sur le champ , & décider par provision , en attendant qu'il puisse en parler au Conseil : mais pareilles declarations sont-elles impossibles à faire sur les Memoires même des Conseillers de chaque Département , & sur le resultat de leur Conseil : de cette sorte un Conseiller de l'Etat auroit une autorité absolue sur plusieurs petites affaires journalieres , & décideroit en cela come premier Ministre sans en parler au Conseil : le Conseil particulier auroit aussi une autorité absolue sur des affaires plus importantes , mais non assez importantes pour devoir être portées ni au Roy , ni au Regent , ni au Conseil General.

4°. Parmi les affaires que chaque Membre doit rapporter au Conseil , il y en a plus de la moitié qui ne viendroient point jusqu'au Conseil si chaque Conseil avoit soin de faire tous les ans quelques Reglemens publics pour décider des cas semblables , ou à peu près semblables à ceux qui ont été portez au Conseil pendant l'année precedente : alors chaque Officier dans les Provinces instruit par ces Reglemens , & par la décision de tous ces differens cas , verra clairement ce qui est de son devoir , ou du devoir d'un autre , quel est son droit & le droit d'un autre : & cela diminueroit de plus de la moitié le nombre des contestations & des questions qui se presentent tous les jours à décider au Conseil : or qui ne voit que ces sortes de Reglemens propres à diminuer le nombre des affaires de chaque Conseil ne sont nullement impossibles ? Donc il est évident que chaque Conseil ayant moins d'affaires , expediera encore plus promptement , & cependant avec plus

N

d'examen celles dont il demeurera chargé.

5°. Je comprends bien qu'il y a des sortes d'affaires, qui demandent plus de célérité que les autres dans les décisions & dans les expéditions, sur tout en tems de Guerre: mais rien n'est plus aisé que de leur donner pour lors plus de célérité: la multiplication des roües donne plus de force & de justesse à la machine, mais c'est aux dépens de la vitesse: on peut alors diminuer le nombre des roües, & faire que les principaux ressorts agissent sans empêchement, & presque immédiatement la machine ira pour lors avec une vitesse suffisante; & l'intérêt public devenu plus vif dans chaque Citoyen dans les malheurs publics, fera que chacun malgré ses intérêts particuliers ira plus droit & plus constamment vers le bien public. Les Romains, qui craignoient tant la Royauté, c'est-à-dire, la forme de Gouvernement, où faute de *Polyfynodie* l'on abuse souvent de l'autorité, ont donné quelquefois toute l'autorité de l'Etat à un seul homme, pour disposer lui seul pendant la tempête des forces de la République: or le Roy est un Dictateur né, rien ne l'empêchera jamais d'user de la plus grande célérité dans les affaires où elle est nécessaire.

N

6°. Si quelqu'un de nos Rois peut parvenir à faire signer le *Traité fondamental de Police entre Souverains*, pour rendre la Guerre impossible & la Paix inaltérable au-dedans & au-dehors, proposé autrefois par Henry IV. on n'aura plus à craindre ces tempêtes dans le Corps Politique, rien ne periclitera, & l'on aura tout loisir de remédier aux maux ordinaires avec une célérité suffisante, sans être forcé de donner à personne pour un tems limité l'autorité d'un Visir ou d'un

Dictateur

Dictateur: or j'ay démontré ailleurs que le Regent luy-même peut facilement faire signer ce *Traité fondamental*.

7°. Hors le cas de Guerre, le grand nombre des décisions que l'on peut faire en un jour n'est pas ce qu'il y a de plus important: c'est la grande utilité de chaque décision, tant par raport à l'interêt du Roy, que par raport à l'interêt des Sujets. Voilà ce qui est de plus important.

8°. Cette grande utilité de chaque décision ne dépend-elle pas & du plus de lumieres dans l'esprit, & du plus de droiture dans la conduite, pour suivre plutôt l'interêt du public, que l'interêt particulier? Or peut-on croire d'un côté qu'il y ait plus de lumieres dans un seul, que dans trente autres qui luy seront égaux en esprit? & peut-on croire de l'autre que ce Premier Visir, s'il n'est pas cet home qu'on ne trouve point, ne songe beaucoup plus dans ses décisions journalieres à se conduire suivant ses interêts particuliers, qu'à procurer l'avantage du Roy & du Royaume, lors qu'il peut prévariquer impunément? Ainsi plus il fera de décisions par jour, pis ce sera pour l'Etat.

Je sai bien qu'un home pour doner bone opinion de son desinteressement, pour aquerir du credit, pour s'établir dans un grand Poste, pour s'y afermir, peut sacrifier pendant quelque tems ses interêts particuliers, ses plaisirs, son loisir, sa liberté, ses fantaisies, ses ressentimens, ses jalousies, à l'interêt du Roy, à l'interêt du public. Mais dès qu'il sera établi & afermi, vous le verrez bien-tôt redevenir home du comun; c'est qu'autant qu'il est naturel à un ambitieux de faire beaucoup de sacrifices pour ariver à la premiere

Place , autant est-il naturel qu'il se dispense de tous ces facheux sacrifices , lors qu'il y est arivé , & dès qu'il s'y trouve suffisamment affermi ?

Mais , dira-t-on , ne peut-on pas trouver un home tellement passionné pour la belle gloire , qu'il luy sacrifiera pendant toute sa vie tous ses autres goûts , toutes ses autres passions ? Ne peut-on pas trouver un Premier Ministre d'un genie sublime , un home actif , temperant , laborieux , sans vanité , sans ambition déreglée , sans aucun désir de s'enrichir , sans ressentiment à l'égard de ses ennemis , sans penchant pour élever sa Maison , pour favoriser ses parens & ses amis , sans goût pour les plaisirs , sans crainte d'être déplacé , rendant toujourns justice au merite , sans acception de persone , sans partialité pour ses parens , & pour ses anciens amis ? Je répons à cela , que ce seroit un grand miracle , si nous le trouvions. Mais devons-nous en choisissant une forme de Gouvernement , en choisir une , qui à moins qu'elle ne soit miraculeuse , ne sauroit être pour le Roy & pour nous que très-pernicieuse.

9°. Quand par miracle vous auriez un excellent Visir pendant quelque tems , son successeur choisi par un Favori , par une Maîtresse , ne pourra-t-il pas détruire en trois ou quatre ans ce que l'autre auroit eu bien de la peine à établir en trente ou quarante ans de travail : nouveau Visir , nouvelles maximes ; donc le Visirat est bien moins constant dans les bones maximes , que des Conseils qui subsistent toujourns.

10°. Quand un Etat est gouverné par un grand Visir , il y a dans les affaires *trois interêts* à concilier ; celui du Visir , celui du Roy , & celui des Sujets : or qui

doute que le Visir ne préfere presque toujours son intérêt particulier, lors qu'il le peut préférer *impunément* ? Qui ne voit qu'il ne marchera vers l'intérêt du Roy & de ses Sujets, qu'autant que ces deux intérêts s'accommoderont avec le sien ? Il n'en est pas de même dans le Gouvernement Aristomonarchique, c'est-à-dire, dans la Polyfynodie : come les Conseillers de l'Etat sont perpetuellement observez par leurs concurrens, & qu'ils ne pouroient pas préférer *impunément* leur intérêt particulier à l'intérêt de l'Etat, il ne leur reste que deux intérêts à concilier, c'est-à-dire, l'intérêt du Roy sage à l'intérêt des Sujets ; & c'est ce qu'il y a de plus aisé.

II°. Le Roy & le Royaume par l'établissement des Conseils, ont, come j'ay dit, deux avantages considerables : le premier est, que les Conseillers de l'Etat ont tous ensemble beaucoup plus de lumieres, que n'en auroit un seul d'entr'eux, pour aler plus droit vers le but du bon Gouvernement, puisqu'ils sont tous de la même Classe, & que le tout vaut mieux que sa partie : le second, c'est que marchant *tous de compagnie*, & se regardant *toujours les uns les autres*, ils ont une volonté beaucoup plus ferme & plus constante que ce Premier Ministre n'auroit pour faire toutes les décisions, par raport à ce but, qui est la plus grande utilité de l'Etat : j'en ay dit la raison ; c'est qu'alors l'intérêt particulier de leur reputation les fait marcher necessairement vers l'intérêt comun, *lorsqu'ils marchent de compagnie*, au lieu qu'il n'y auroit peut-être aucun d'eux, qui devenu Grand Visir bien affermi, *marchant séparément*, & sans aucune dépendance de la volonté des autres, *sans avoir de camarades pour témoins*, sans aucun be-

soin de l'opinion des autres ; ne négligeât souvent l'intérêt de l'Etat , c'est-à-dire , l'intérêt du Roy & des Sujets , pour suivre son intérêt particulier : & voilà la différence principale qu'il y a entre l'homme, *qui marche sans témoins*, & l'homme *qui marche en compagnie* : celui-cy est forcé de marcher *pour ses camarades*, come ses camarades sont obligez de marcher *pour luy*, & tous marchent droit vers l'intérêt comün : or avoir trouvé le secret de faire ainsi marcher les Ministres avec ardeur, avec constance, & par amour propre vers l'intérêt public, c'est avoir attein au sublime de la Politique, qui est elle-même la plus sublime & la plus utile de toutes les sciences humaines.

12°. Il ne faut pas s'attendre qu'une grande machine composée de tant de roües puisse aquerir dès le commencement toute la vîtesse & la facilité dans ses mouvemens, qu'elle pourra aquerir avec le secours des Observations, que feront en plusieurs années ceux qui ont soin de la faire mouvoir.

13°. Ceux qui ont l'honneur d'assister aux Conseils, & qui voyent de plus près que moy la nature & l'origine des affaires qui s'y raportent, les méthodes dont elles y sont traitées, pourront mieux que tous autres proposer dans des Memoires les vûes qui leur viendroient, soit pour diminuer le nombre de ces affaires par de nouveaux Reglemens, soit pour les expedier plus promptement, avec plus de justice pour les particuliers, & plus d'utilité pour l'Etat. Ainsi je voudrois qu'il fût établi qu'au commencement de chaque année le Roy leur demandât à chacun un Memoire cacheté en deux ou trois feüilles au plus, sur le perfectionnement de leur Conseil ; ces Memoires seroient ouvers & exa-

N

minez au Conseil General, si quelqu'un ne donoit aucune vûë pour ce perfectionement, il declareroit du moins dans son paquet qu'il n'a rien trouvé à propos, ce qui seroit une sorte de honte de ne rien apporter au Tresor public, lorsque les autres y apportent quelque chose; on fait assez qu'il y a beaucoup de gens sages, qui par trop de timidité n'oseroient proposer des vûës très-salutaires; or ils s'y trouveroient forcez, pour satisfaire au Reglement & à leur devoir. Ce Reglement executé, produiroit même un bon éfet, c'est que la même vûë étant proposée par un grand nombre de Conseillers de l'Etat, en acquiereroit une autorité beaucoup plus grande; & presque suffisante pour déterminer à en former un Reglement utile.

OBJECTION XIV.

Un homme d'un génie élevé peut avoir de beaux projets, qu'il executeroit facilement pour l'avantage de l'Etat, s'il estoit premier Ministre, il ne les propose seulement pas, parcé qu'il craint la contradiction de ses camarades qui s'y oposeroient, ou faute de lumieres; ou par esprit de jalousie.

R E' P O N S E.

Il y a bien de ces beaux Projets qui ne sont rien moins qu'utiles dans le fonds, & qui ne sont pas praticables; mais s'ils sont véritablement utiles, & si l'Auteur se donne la peine & la patience d'en bien démontrer l'utilité & la praticabilité, si ses camarades sont come lui d'excelens esprits, il n'a rien à craindre de

leur contradiction, & s'il ne réussit pas dans un tems, il réussira certainement dans un autre, la vérité à la longue se fait jour, & prend toujours le dessus.

2°. Si ces Projets n'ont qu'une utilité aparente, s'ils ne sont point praticables, s'ils sont tels qu'ils coûteroient plus à executer qu'ils ne produiroient de profit, si dans le fond ils sont pernicioeux, il est très-avantageux à l'Etat que ce Conseiller de l'Etat ne soit pas Grand Visir, & que dans le Conseil particulier où il travaille, on puisse s'opposer à ses projets, & les contredire: or souvent ces beaux projets n'ont que l'aparence de l'utilité.

N

3°. Par l'établissement du Conseil de l'Examen des Memoires Politiques, sur tout de la maniere dont j'ay proposé de le perfectionner dans le Memoire, pour procurer le progrez de la Politique, quiconque fera une proposition avantageuse à l'Etat, non-seulement ne trouvera point d'opposition dans ce Conseil, mais il y trouvera au contraire toute la protection qu'il peut souhaiter, & tout ce qui aura été proposé d'avantageux sera executé, dès que d'autres projets plus importants ou plus pressés pourront le permettre. Donc de ce côté - cy la *PolySynodie* a les mêmes avantages que le *Visirat*, & n'en a point les inconveniens.

OBJECTION XV.

Vous suposez que les Membres des Conseils seront un jour aussi capables les uns que les autres, & que chacun d'eux pourroit estre aussi grand Ministre que le Cardinal de Richelieu: or cela est fort éloigné de la vérité.

RÉPONSE.

10. Il ne faut point se faire une fausse idée de la grandeur du génie du Cardinal de Richelieu, ni de sa grande habileté dans la Politique: il me semble que c'est lui faire justice entière, que de le regarder come un genie de la premiere classe. La Politique est une science où l'on excelle, 1^o. par la penetration de l'esprit, pour débrouiller & éclaircir les matieres obscures. 2^o. Par l'étendue de l'esprit, pour embrasser & comparer beaucoup de vûes & de rapports en même tems. 3^o. Par la justesse de l'esprit, pour apercevoir facilement & finement la faiblesse ou la force d'un raisonnement, la proportion ou la disproportion d'un moyen avec sa fin. Or je ne vois rien dans ce que le Cardinal de Richelieu a executé ou écrit en fait de Politique, & sur d'autres matieres, que n'eût pû écrire ou executer un autre génie de la premiere classe; je n'y vois rien qui prouve que du côté de la pénétration, de l'étendue & de la justesse d'esprit, il fût le seul de sa classe, & que l'on n'eût pû trouver en France dans l'Epée & dans la Robe, dans le Clergé, dans le Ministère même, cent génies naturellement aussi grands, aussi pénétrants, aussi justes, en un mot de sa force, qui eussent pensé & écrit aussi profondément que lui sur les mêmes choses, s'ils s'y étoient apliquez aussi long-tems que lui, & s'ils avoient eu les mêmes occasions que lui de faire les mêmes experiences.

Il voulut se mesurer avec les meilleurs Poëtes de son tems sur la science du Theatre; il voulut se mesurer avec les meilleurs Theologiens sur la controverse, & on fait qu'il n'y montra pas de superiorité, & cela, parce

qu'il avoit beaucoup moins étudié ces matieres , qu'ils n'avoient fait ; il auroit eu le même fort , s'il eût voulu se mesurer avec Descartes sur la Fisique & sur la Géometrie , parce qu'il avoit moins medité sur ces matieres que ce grand Philosophe son contemporain.

La grandeur d'esprit demande non-seulement une heureuse naissance du côté des organes , & une bone éducation dans la premiere jeunesse, mais elle demande encore la lecture des meilleurs ouvrages sur la matiere, beaucoup de méditation sur ces lectures , & des disputes frequentes avec ceux qui font la même étude ; alors on peut dire qu'à naissance également heureuse , c'est le plus d'exercice , & d'un exercice assidu avec les plus forts , qui fait qu'un génie monte à la premiere classe , tandis que l'autre faute d'un exercice égal demeure dans la seconde , que l'un y arive à 30. ans , tandis que l'autre n'y arive qu'à 50. & si l'on établit trois classes de bons esprits , on peut dire qu'il y en a , qui faute d'une naissance fort heureuse , ne sauroient même avec le plus grand travail & les meilleurs exercices , passer la troisiéme classe ; j'entens par ces bons esprits , ceux qui sont superieurs au commun des esprits.

2^e. Ceux qui gouvernent aujourd'hui les affaires publiques ont sur le Cardinal de Richelieu l'avantage d'avoir pû profiter de ses Ecrits , & de ceux du peu d'Auteurs de Politique , qui ont écrit depuis lui : ainsi quand nos Conseillers de l'Etat seroient réellement d'une classe inferieure à ce premier Ministre pour le genie naturel , ils seroient pour le moins de la même classe pour les lumieres sur la Politique , à cause du progres qu'ils ont fait dans cete science avec le secours de ses découvertes , & des découvertes posterieures ;

nous

nous avons aujourd'hui en France cent Fisiciens, cent Géometres, qui quoique beaucoup inferieurs en génie au grand Descartes, sont neanmoins beaucoup plus habiles, qu'il n'étoit en Fisique & en Géometrie, quoiqu'il fut dans ces sciences le plus habile, & de beaucoup le plus habile de son tems, c'est qu'ils ont profité depuis 70. ans de ses lumieres, & de celles de ses disciples.

30. Comme il est fort possible que la Politique fasse en France un grand progres d'ici à 20. ou 30. ans, & que l'on ait mis en œuvre les moyens que je propose dans un autre Memoire, pour mesurer l'étendue & la justesse d'esprit de ceux qui s'appliqueront à la Politique, il sera aisé de n'employer un jour dans les Conseils que des génies de la premiere classe; & si l'on perfectionne l'établissement comencé pour le Progrez de cete science, il est certain que ceux qui entreront alors dans les Emplois publics auront encore plus de lumieres, que n'en ont ceux qui y sont aujourd'hui, & que nos Conseils seront remplis de personnes d'un génie égal, & beaucoup plus habiles dans les diverses parties de la Politique, que n'étoit il y a 76. ans le grand Cardinal de Richelieu, & *c'est ce qu'il falloit prouver.*

N

OBJECTION XVI.

Le Cardinal de Richelieu fit plus pour la France que n'auroient fait soixante hommes aussi habiles que lui repandus en diferens Conseils, qui n'auroient eu chacun que la soixantième partie de son autorité, parce qu'ils se seroient toujours oposés aux avis les uns des autres.

M

R E P O N S E .

1^o. Il faut distinguer la délibération d'avec l'exécution, il est vrai que jusqu'à ce qu'un Conseil ait pris une résolution à la pluralité des voix, il y a souvent de la contradiction entre les avis, mais la chose étant résolue & décidée, il n'y a point d'opposition dans l'exécution, & comme la contradiction donne plus de lumières, on peut dire qu'un Conseil composé de dix Cardinaux de Richelieu se trompera moins souvent dans ses résolutions, que l'un d'entr'eux, si personne n'osoit le contredire.

N

2^o. J'ai déjà répondu que le Conseil de l'examen des Mémoires Politiques seroit fort intéressé à appuyer toutes les propositions avantageuses.

N

3^o. Quand l'on trouve grand nombre de contradictions dans les Conseils, c'est une preuve qu'il est composé d'esprits, dont le degré de lumière est fort différent; or en supposant qu'ils seront un jour choisis par leurs pareils entre les génies de la première classe, & entre ceux qui seront les mieux intentionnés pour le bien public, il est impossible qu'il y ait alors tant de contradiction, & qu'il ne s'y trouve pas au contraire beaucoup d'uniformité dans les avis, causée par l'égalité, ou par la presque égalité de lumière.

O B J E C T I O N X V I I .

Un premier Ministre recueille seul la gloire du succès de ses entreprises, & c'est pour luy un puissant ressort, que ne peuvent avoir les Membres de divers Con-

feils ; car dès que la gloire se partage en tant de parties, elle ne peut plus être un assez puissant ressort pour surmonter les difficultez, qui demandent souvent de grands efforts d'esprit & de courage.

REPONSE.

1^o. Qu'il importe à l'Etat qu'un seul homme ait toute la gloire d'une entreprise avantageuse, ou que cette gloire soit partagée, pourvu que la chose soit mûrement examinée, & également bien exécutée ; or j'ai montré ailleurs que par l'établissement du Conseil pour les progrès de la Politique, toute proposition avantageuse seroit reçue, appuyée & exécutée.

2^o. Un Premier Ministre faute d'assez de lumières, peut comme nous avons dit, entreprendre une chose, qui a tout compter sera très-désavantageuse à l'Etat : or n'est-il pas évident que le *Conseil pour le progrès de la Politique*, & les autres Conseils ayant incomparablement plus de lumières qu'un seul homme, seront incomparablement moins sujets à commettre de pareilles fautes.

3^o. Un premier Ministre négligeroit des projets très-importans, dont il n'étoit pas l'auteur, pour en exécuter d'autres incomparablement moins avantageux, parce qu'il les avoit imaginés ; or par l'établissement de la PolySynodie, l'Etat ne sera plus sujet à un pareil inconvénient, le projet le plus pressé & le plus important passera devant le moins pressé, & devant le moins important.

4^o. Je ne vois pas pourquoi un Conseiller de l'Etat ne pourroit pas être excité par la gloire à faire réussir un

N

grand projet , dont il seroit l'auteur : car quoi que pour le faire rectifier & pour l'executer , il soit aidé des lumieres & de l'autorité de ses Confreres , il est pourtant certain qu'il en recueillera seul toute la gloire du succez , voilà donc le ressort de la gloire conservé dans toute sa force , pour exciter cinquante ou soixante hommes aussi capables que ee Visir à entreprendre des affaires extraordinaires , & à l'égard des travaux ordinaires , nous avons montré que la circulation des Départemens dans les Conseils , entretiendrait l'émulation entre les Membres ; or ce ressort ne suffit-il pas pour les faire tous travailler continuellement avec ardeur & à l'envi les uns des autres ? La Polysynodie a donc encore de ce côté-cy les mêmes avantages que le Visirat , & n'en a point les inconveniens.

OBJECTION XVIII.

La décision des affaires , les entreprises , les Négociations particulieres doivent avoir raport à un même plan general du Gouvernement ; or dans la Polysynodie chacun des Conseillers a son plan general , & cete diversité de plans produit necessairement des décisions qui se contredisent , & des embarras dans le mouvement general.

R E P O N S E.

1^o. Il n'est pas vrai que les Conseillers aient dans le Gouvernement des plans generaux qui soient oposez ; il y a huit matieres generales qui composent un Gouvernement , Justice , Police , Finance , Guerre , Marine ,

Comerce, Affaires Etrangères, & Affaires de Religion. Or peut-il y avoir d'autre plan general, que de chercher les moyens les plus convenables de perfectionner beaucoup en peu de tems les Reglemens & les établissemens qui ont raport à ces huit matieres generales ? ces diferens Conseillers ne peuvent donc avoir des avis oposez que sur le choix de ces moyens, & sur les meilleurs partis qui sont à prendre ; or n'est-il pas visible que l'on trouve sur cela plus de lumieres dans une assemblée de dix homes également habiles, que dans la tête de l'un de ces dix, donc chaque Conseil se trompera moins souvent qu'un des Membres, donc chaque Conseil prendra plus souvent le meilleur parti en chaque affaire, donc il y aura plus de liaison, plus de raport dans la décision des affaires particulieres au plan general ; car enfin on ne peut pas imaginer un plus grand raport des décisions des Conseillers au plan general d'un bon Gouvernement, que lorsqu'ils prennent plus souvent & plus sûrement le meilleur parti, dans chaque affaire particuliere, par raport au bien general de l'Etat, car enfin le meilleur plan general, n'est-ce pas celuy qui va le plus droit au plus grand bien de l'Etat dans chaque affaire particuliere.

Je sai bien que selon l'ocasion on doit preferer le progres d'un genre d'affaires, au progres d'un autre genre d'affaires, par exemple le grand progres de la Guerre en certaines ocasions, au grand progres du Comerce : mais n'est-il pas évident que lorsqu'il s'agira de cete preference dans un Conseil, les résolutions qui y seront prises, seront toujours plus convenables au meilleur plan general ; c'est-à-dire, au plus grand bien de

l'Etat, que si ces résolutions dépendoient de l'avis d'un seul de ces Ministres, qui n'auroit que des lumieres égales à chacun des autres, & qui viseroit toujours plus à son interêt particulier, qu'à l'interêt public.

2°. Quand par malheur un premier Ministre prend les plus mauvais moyens pour perfectionner chacune de ces huit matieres principales, il est bien plus difficile de le faire changer de route, que de faire changer un Conseil, qui se seroit trompé à la pluralité; c'est que persone n'oseroit contredire le Visir, & lui opposer des raisons contraires à son avis, ou si on luy en dit d'assez fortes, on les lui dit trop féiblement, & il résiste par entêtement, par point d'honneur à ces raisons, au lieu que dans un Conseil où les Membres sont égaux, où il n'y a point de dépendance entre les Membres, & où il y a toujours un peu de jalousie, la raison est appuyée avec force, & le parti de la raison après avoir été battu faute d'assez de lumieres, redevient bien-tôt le parti supérieur par quelque nouvelle experience, ou par quelque nouvelle reflexion sur les experiences passées.

Donnez-nous sûreté suffisante qu'un premier Ministre fera toujours infallible du côté des lumieres, toujours irréprochable du côté de l'interêt particulier, & que tous ceux qui lui succederont, seront toujours semblables à lui, & alors nous serons sûrs que ses décisions auront un parfait rapport au plan general, & que ce plan fera toujours le meilleur; mais comme il est impossible de nous donner pareille sûreté, n'est-il pas évident qu'il faut préférer la Polysynodie; c'est-à-dire la forme du Gouvernement où il y a plus de lumieres à esperer, & où l'interêt particulier est moins à craindre.

OBJECTION XIX.

Le grand genie dans ces Conseils n'a que sa voix , non plus que le genie mediocre ; ainsi il ne sert pas plus à l'Etat , que le genie mediocre , au lieu que s'il étoit ou premier , ou principal Ministre , il rendroit de beaucoup plus grands services au Roi & à la Patrie.

R E P O N S E.

1°. Le grand génie n'a que sa voix , j'en conviens ; mais il a ses lumieres avec lesquelles il peut amener à son sentiment beaucoup d'autres voix ; ainsi il peut toujours par ses lumieres être plus utile à l'Etat qu'un génie mediocre.

2°. Un grand génie dans une Compagnie est bientôt reconnu pour tel par ses Camarades , & non-seulement ils lui déferent davantage , mais si la Présidence circule par élection , il est plus souvent Président qu'un autre ; ainsi il a dans sa Compagnie une autorité proportionnée à ses lumieres , & rend par conséquent à l'Etat des services proportionnez à ses talens.

3°. Ciceron dans le Senat n'avoit que sa voix dans les délibérations non plus que les Sénateurs les moins éclairez , mais avec ses lumieres , & même avec l'autorité qu'il avoit acquise par ses lumieres , il emportoit beaucoup de voix ; ainsi avec son grand génie , il étoit bien plus utile à sa Patrie , qu'un Sénateur d'un génie mediocre.

4°. L'autorité d'un Vifir d'un génie supérieur est dangereuse , parce qu'elle est souvent employée par

N

l'interêt particulier contre l'interêt public , au lieu que l'autorité de la persuasion uniquement fondée sur la force des raisons , ne peut jamais être qu'utile à l'Etat.

5°. L'objection suppose une grande superiorité de génie d'un Ministre par comparaison aux génies de ses Colegues; mais si l'on trouve le secret de ne placer à l'avenir dans les Conseils , que les plus grans génies du Royaume , ils seront tous de la même classe , & par conséquent à peu près égaux ; ainsi l'objection fondée sur cete grande inégalité , n'auroit plus de lieu ; or ce secret n'est pas introuvable , come je le montre ailleurs.

OBJECTION XX.

Les grandes fortunes de nos premiers Ministres , ou du moins de nos principaux Ministres étoient de grans objets & de grans motifs pour exciter l'émulation ; au lieu que dans la Polysynodie il n'y aura plus que des fortunes médiocres à esperer ; or aféblir les motifs , c'est-à-dire le ressort du travail , c'est diminuer le travail même.

REPONSE.

10. Le mot de grand est un terme relatif , une augmentation de dix mille , de vingt mille livres de revenu de plus , peut-être une recompense suffisante pour un très-grand nombre de grans génies qui n'ont qu'une très-petite fortune , ces apointemens peuvent souvent doubler leur revenu ; or il n'y a personne , pour qui
une

une augmentation du double de son revenu ne soit une recompense considerable.

20. Il est vray, que cette augmentation de revenu ne fera pas un grand motif pour ceux, qui ont cent mille livres de rente, mais ces gens si riches sont ordinairement des gens peu laborieux, & s'ils ne peuvent être excitez à servir leur Patrie que par le motif de la belle gloire, l'Etat en perdant leur travail dans le Ministère, perd peu d'un côté, tandis qu'il gagne beaucoup plus de l'autre par l'aquisition d'un plus grand nombre de grand génies beaucoup plus laborieux, qu'il trouve plus facilement parmi les Gentilshommes moins riches, que parmi les plus riches, parce que les moins riches sont en beaucoup plus grand nombre.

30. Ce qu'il y a de plus désirable dans les Emplois, ce n'est pas l'augmentation de revenu, c'est pour les grandes ames les moyens d'aquerir de l'estime & de la réputation en travaillant plus utilement que les autres pour le bien public.

40. La consideration, la distinction, & le relief que donent les places dans les Conseils, est une sorte de bien que ne donent pas les richesses; cela est si vrai, que sans ce motif les gens riches n'acheteroient pas tous les jours bien cher des Charges qui donent séance dans les Parlemens & dans le Conseil de Justice ou des Parties, qui rapportent très-peu de revenu, mais qui donent beaucoup de consideration dans le monde; le grand Pensionnaire d'Holande n'a de la Republique que dix mille francs d'apointemens, & cependant cete Place ne laisse pas d'estre fort désirée par beaucoup de grans homes de la République, soit par des mo-

tifs de gloire, soit par des motifs de considération.

OBJECTION XXI.

Si vous supposez que le Roi assiste quelquefois aux Conseils particuliers, pour avancer la décision des affaires, on n'aura pas le loisir d'y lire les dépêches entières; ainsi il faudra en revenir à la Coutume des Extraits.

R E P O N S E.

1^o. Comme le Roy n'assistera à ces Conseils particuliers qu'à l'occasion d'affaires assez importantes pour être décidées devant lui, & assez pressées pour n'être pas portées au Conseil General, on aura alors assez de loisir pour y lire les dépêches entières.

2^o. Si le Roi n'a pas assez de loisir pour assister à quelques Conseils, le Président d'un Conseil, & le Rapporteur de l'affaire, peuvent luy faire un rapport abrégé, & un extrait des dépêches, & lui lire le resultat du Conseil fait non sur des extraits, mais sur les dépêches entières & originales: or alors le Rapporteur ayant d'un côté le Président pour témoin, & ayant pour guide le Resultat du Conseil particulier, & les extraits des dépêches faits avec ces précautions & cete fidelité, ils ne pourront jamais tromper le Roi sur aucun fait tant soit peu important.

OBJECTION XXII.

La nouvelle forme de Gouvernement seroit meil-

99

leure que l'ancienne, si elle étoit durable, mais il est aisé de montrer qu'elle ne sauroit durer.

Le crédit est un bien, qui ne peut gueres s'augmenter qu'aux dépens du crédit des autres; il est naturel que les homes travaillent à l'augmenter, & que les ambitieux y travaillent plus que les autres: les Présidens des Conseils sont des homes; ainsi pour augmenter leur credit aux dépens des Conseillers de l'État, ils prendront les moyens les plus propres pour se rendre le plus qu'ils pourront les maîtres de la plupart des affaires, & ils auront pour cela deux moyens très-faciles. Le premier, c'est de s'acoûtumer à proposer *recta* au Roi sans témoins le plus d'affaires qu'ils pourront sans les metre en délibération à leur Conseil. Le second, c'est de faire leurs rapports au Roi sans aucun témoin de tout ce qui aura été délibéré à ce Conseil: il est visible qu'alors pouvant dissimuler les raisons du parti opposé au leur, ou les aféblir, ils se rendront facilement les maistres des décisions, & gouverneront ainsi le Roi chacun dans leur Département, come les Demi-Visirs gouvernoient le feu Roi Louïs XIV. & ils le gouverneront avec d'autant plus de sûreté, qu'il ne s'apercevra point d'être gouverné.

Pour colorer une pareille conduite, ils diront, 1^o. qu'il y a des affaires pressées, qu'il faut décider sur le champ. 2^o. Qu'il y en a qui demandent du secret, & qu'il n'est pas besoin de les faire baloter en plein Conseil. 3^o. Qu'il y en a d'autres, qui quoi qu'importantes sont toutes décidées par elles-mêmes: qu'enfin il y en a plusieurs qui ne sont pas assez importantes pour ocuper une Compagnie entiere dans ses délibérations, ils diront que l'expedition des affaires en est

plus prompte , qu'après tout le Roi voit aussi clairement lui seul , ce qui l'est plus à propos de faire , que tous les Conseillers ensemble, qu'il n'y a que les choses difficiles & douteuses , où l'on ait besoin de conseil , & qu'il y en a peu de cetle espece pour un grand génie ; enfin les raisons aparentes & flateuses ne leur manqueront pas.

Les Présidens prendront ainsi peu à peu chacun dans leur Département la même autorité qu'avoient les Demi-Visirs sous le feu Roy , les Conseillers de l'Etat ne seront plus , pour ainsi dire , que leurs premiers Comis , & voilà l'ancien Gouvernement rétabli parmi nous sous des noms diférens , & la *PolySynodie* redevenue *Demi-Visirat*.

Si le Roi devient ou infirme, ou paresseux, ou voluptueux, ou d'une humeur difficile, il s'atachera davantage à un Président flateur, agreable, spirituel, assez ambitieux pour être & fort complaisant, & fort laborieux qu'à un autre qui aura plus de droiture, plus de fermeté & moins d'agrémens dans les manieres, qui sera moins désintéressé & moins laborieux, & l'on verra que les places des Présidens venant à vaquer, le Roi réunira deux ou trois Places sur une seule tête, & voilà le veritable Visirat qui reviendra parmi nous par degrés insensibles.

Si le Roi craint le travail, s'il devient vieux, il se trouvera d'autant plus disposé à se confier à celui qui s'offre de le décharger de toute la peine. D'ailleurs plus le Roi aura bone opinion de sa propre capacité, & du peu d'habileté des autres, plus il se trouvera disposé à écouter les choses que lui dira le Président, pour lui faire mépriser les avis des Conseillers, & même pour

les faire regarder les uns come des fainéans, des moqueurs, des indiscrets, des ignorans, les autres pour des envieux, pour des mutins, pour des factieux, & quelques-uns pour gens capables de corruption.

On peut dire qu'en faisant attention d'un côté au penchant que les Rois come la plûpart des autres hommes ont à la paresse, à la volupté & à la présomption, & qu'en faisant attention de l'autre à l'ambition, qui est naturele aux principaux Ministres, tout Gouvernement Monarchique tend naturellement & par son propre poids au Vifirat, & s'en approche sensiblement tous les jours, come tout Gouvernement Républicain s'approche tous les jours naturellement du Monarchique.

Si nous avions sûreté suffisante d'avoir toujourns pour Présidens de veritables Catons, qui par amour de la belle gloire & de la vertu, penchassent toujourns davantage vers le bien de l'Etat que vers leur intérêt particulier, j'avouë que mon Objection n'auroit aucun fondement, mais plus l'homme est ambitieux, plus il est capable d'une profonde hypocrisie, jusqu'à ce qu'il puisse se montrer impunément dans tout son naturel: & qu'y a-t-il de plus ordinaire, que de voir rechercher avec le plus d'empressement les plus hautes places par ceux qui ont le plus de cete sorte d'ambition, qui approche plus du vice que de la vertu?

Après tout, la Polysynodie, cete forme de Gouvernement si belle dans la spéculation, doit être regardée come un Gouvernement contre nature, qui par consequent ne sauroit durer, sur tout tandis que la Présidence sera permanente, & que l'on aura

point trouvé le secret de partager l'autorité également, ou presque également entre les Conseillers de l'Etat, ce qui est un secret introuvable : or dès que la PolySynodie n'est pas durable, il valoit autant s'en tenir à l'ancienne forme de Gouvernement, à laquelle nous étions tout accoutumés, & se servir de trois ou quatre Demi-Visirs, ou prendre un Premier Ministre, un Premier Visir, qui eût lui-même choisi les Visirs Subalternes à sa fantaisie.

R E P O N S E.

Cette Objection a quelque chose de specieux ; mais on va voir qu'en effet elle n'a rien de solide.

Le Regent, non plus que le feu Duc de Bourgogne, en établissant la *PolySynodie*, n'a songé qu'à la forme de Gouvernement, avec laquelle il pût voir plus souvent la vérité des faits, & acquérir les lumières de beaucoup d'habiles gens, en travaillant beaucoup avec eux tous, & assistant à toutes les discussions d'affaires très-importantes à l'Etat : je conviens qu'il n'a pas songé encore à perfectionner cet Etablissement au point que les Rois faineans & voluptueux pussent en tirer plus d'avantages que du *Visirat*, mais la chose est possible : & come le plus difficile est fait, ce qui reste à faire est très-aisé.

N

1^o. Il est vrai que l'ambition de ceux qui présideront aux Conseils, les fera toujours tendre à augmenter leur credit aux dépens des autres Membres du Conseil, & que si l'on ne trouve pas le moyen de diriger & de refrener l'ambition déreglée des Présidens trop ambitieux, ils ruineront peu à peu come de concert le

plus bel Etablissement que l'on puisse imaginer : c'est un inconvenient fondé sur la nature des homes ; mais enfin il y a un remede tout trouvé , c'est d'établir l'égalité entiere dans les Membres , & de les faire circuler dans tous les Départemens , & sur tout de faire circuler entr'eux la Presidence ; ainsi chaque Conseil peut tous les deux ou trois ans proposer trois Conseillers , dont le Regent choisira un pour President.

Il est visible que ce remede est infailible , puisqu'alors les Presidens pour être élus une autre fois n'oseront rien faire pour empiéter sur l'autorité de ceux qui peuvent leur donner ou leur refuser leur voix pour l'élection : plus ils seront ambitieux , plus ils craindront de passer pour tels ; on peut donc remedier par art à l'inconvenient de la nature : & ce remede , c'est la circulation de la Presidence.

2°. Nous avons déjà dit qu'il est facile au Regent d'ordonner aux Presidens de ne luy parler que des affaires proposées au Conseil , & de ne luy en parler qu'en presence du Rapporteur de chaque affaire , ou du Conseiller de semaine : & effectivement ce qui est assez important pour ne pouvoir être décidé que par le Regent ou par le Roy , n'est-il pas assez important pour être mis en délibération au Conseil ? Et si le President ne veut dire au Regent , au Roy , au Conseil General , que la verité , pourquoy craindroit-il d'avoir un témoin de sa conduite ?

3°. Il est vrai que les Départemens ne sont pas égaux , & qu'il y en a qui ont quatre fois plus d'autorité que d'autre , cela ne peut pas être autrement par la nature des affaires ; il est vrai même qu'en ce sens il est impossible que l'autorité soit également partagée

N

N

N

entre les Conseillers d'un même Conseil; mais dès que la circulation des Départemens sera établie, il est visible que les Membres ayant tour à tour les Départemens de la plus grande autorité, cet expedient rendra le partage de cete autorité entre les Membres tout aussi égal qu'on puisse le rendre: or cete sorte d'égalité ne sera-t-elle pas suffisante pour empêcher l'interêt particulier de ruiner peu à peu un Etablissement si avantageux pour l'interêt public.

Alors l'ambition des Conseillers de l'Etat ne pourra plus tourner à la ruine du Gouvernement: cete passion, qui est si naturelle à l'home, si utile & en même tems si dangereuse à la société, ne deviendra qu'une émulation louable, & tournera ainsi au profit du Roy & de la Patrie: or mettre en œuvre les passions des homes pour l'interêt comun, lors même qu'ils n'agissent que pour leur interêt particulier, c'est, come nous avons dit, avoir trouvé, par raport à cet Etablissement, ce qu'il y a de plus difficile, & de plus important dans la Politique, & dès que pour rendre solide l'établissement de la Polysynodie, le Regent n'a qu'à doner un peu plus d'étendue dans la pratique à cete vûe merveilleuse qu'il a eue le premier pour faire circuler les Départemens, l'objection contre la durée de cet établissement n'a plus de force.

OBJECTION XXIII.

Il y a un grand obstacle à la circulation de la Presidence; c'est que la chose n'a pas été ainsi établie dès le comencement, & que ceux qui ont une fois conté de presider toujours aux autres, ne sauroient plus se
resoudre

resoudre à en être presidez : sur tout si les Presidens sont titrez , voudront-ils avoir seance après un home non titré ? Ainsi l'on voit que cete circulation si belle dans la speculation , devient impossible dans la pratique.

R E P O N S E.

1^o. Il n'est pas vrai que la Presidence soit établie come permanente : il n'y a sur cela aucune Declaration publique; ainsi le Roy peut declarer qu'elle ne durera à l'avenir que deux ou trois ans.

N

2^o. Suposé que les Presidens se soient atendus , quoique sans fondement légitime , à presider toujours , ne peut-on pas trouver moyen de les dédomager de cete atente ? On peut conserver les mêmes appointemens aux Ex-Presidens , on peut les destiner , come nous avons dit , au Conseil General , ils peuvent même esperer de redevenir Presidens. Enfin , à quelque prix que l'on mête ce dédomagement , qui n'est que passager , peut-il jamais être mis en balance contre un avantage de la derniere importance, puisqu'il s'agit de rendre parfaitement solide un établissement , dont le Royaume peut attendre des biens inestimables ?

N

3^o. Quand le President aime plus la Patrie que son interêt particulier , il ne prétend point de dédomagement en pareil cas , il se contente de la seconde place après avoir ocupé la premiere , il se contente de la reputation distinguée qu'il peut y avoir acquise. Sous Loüis XI. & sous les Rois qui le précéderent , on voyoit souvent dans le Parlement , & dans la Chambre des Comptes , la Premiere Presidence circuler : le Premier President d'une anée devenoit Second Presi-

dent l'année suivante , & quelquefois Troisième President la troisième année , & redevenoit quelquefois Premier President : mais s'il étoit continué plus d'un an , il luy falloit une nouvelle Comission : or ce qui a déjà été pratiqué peut-il être regardé come impraticable ? Mais quand un Reglement très-utile n'auroit point encore été mis en usage , s'ensuit-il qu'on ne doit jamais l'y mettre ?

4°. Je dis que le President , s'il est bon Citoyen , ne demande pas mieux que de servir sa Patrie dans la seconde place , quand les Loix qui regardent la conservation de la liberté & la perfection du Gouvernement ne luy permettent pas de continuer à la servir dans la première : il ne demande point de dédomagement pour cela , parce qu'il est bon Sujet , bon Citoyen : la bonté envers la Patrie le porte à faire plaisir à son Péïs sans esperance de recompense , il cede volontiers de ses droits , sans demander de dédomagement , & l'on peut dire même qu'une pareille conduite noble , genereuse , désintéressée , produit nécessairement une grande gloire , une grande distinction , qui est elle-même un grand dédomagement. Le grand Scipion Lieutenant de son frere dans l'Armée contre Antiochus , ne demandoit point de dédomagement à la République , pour servir come Lieutenant , c'est qu'aux yeux du Public il se trouvoit dans une place beaucoup plus brillante & plus élevée dans sa qualité de Lieutenant , que s'il eût été le General , le grand relief de bon Citoyen , c'est de rendre le plus grand service à son Roi , à sa Patrie , en se contentant des moindres recompenses ; c'est de mettre ces recompenses au rabais , & de pousser ce rabais plus loin que ses

ses concurens; je ne blâme pourtant pas ceux qui veulent bien servir & être bien péyez, ils sont justes sans estre bons; mais ceux qui rendent service égal, & qui se contentent à beaucoup moins, sont plus que justes, ils sont bons envers leur Patrie, & sont sans doute beaucoup plus vertueux, & beaucoup plus loüables.

5°. Je dis cecy en passant, pour marquer qu'un Président titré, qui pour le bien de la Patrie demanderoit à être présidé à son tour par un home non-titré, loin de faire quelque chose contre son veritable honneur & contre sa veritable grandeur, en deviendrait beaucoup plus grand aux yeux même du public, qui est connoisseur très-délicat sur la vertu & sur le désintéressement: j'ai vû de pareils sentimens dans feu M. de Vauban; mais dans un Péis où l'amour de la Patrie s'est presqu'éteint, il faut proposer d'autres expediens proportionnez à nos mœurs presentes; ainsi je conclus toujours au plein & parfait dédomagement des Présidens, qui préféreront leur petit interest particulier au grand interest du Roi & de l'Etat.

6°. A l'égard de la délicatesse que les homes ont sur le rang, c'est une prétention juste, mais c'est un intérêt particulier de peu d'importance, qui ne doit pas nuire aux affaires publiques, sur tout lorsqu'elles sont d'une très-grande importance; ainsi pour ne faire de peine à personne en particulier, & pour ne nuire en rien aux prétentions des diferens Corps sur les rangs, le Roi n'a qu'à statuer par une Declaration, que la place que l'on prendra dans les Conseils, ne décidera de rien sur la préséance dans les autres lieux, alors la séance à la dernière place ne nuira en rien au

N

Conseiller d'Etat, soit pour la séance au Parlement, à la Cour ou ailleurs, & ainsi il n'aura point à craindre les reproches des Confreres qu'il aura dans un autre Corps, & il se placera au Conseil par ancienneté de réception; nous avons à l'Académie Française des Cardinaux, des Maréchaux de France & des Ducs-Pairs, qui ne perdent rien du rang qu'ils tiennent ailleurs pour être assis à l'Académie au dessous d'un simple Academicien, & présidez par un homme sans naissance, & même moins ancien de réception.

7°. Par cette Déclaration on ouvrira la porte des Conseils à des personnes très-habiles & zelez pour le bien public, que quelques scrupules sur leur rang, ou sur le rang du Corps dont ils sont, en tiennent éloignez, les Conseillers sont censez égaux dans le Conseil, comme les Academiciens dans l'Académie, parce qu'ils ont voix égale; mais au sortir du Conseil chacun reprend le rang, qu'il a ailleurs; ainsi les droits & les prétentions sur les préséances demeurent dans leur entier, & le service de l'Etat va son train, & n'en souffre aucun préjudice.

8°. Quand dans les Conseils on devoit se passer de Membres titrés, l'Etat n'en souffriroit que dans un cas, qui est qu'il fût impossible de trouver dans des personnes d'un moindre rang autant de capacité, d'application au travail, & de zèle pour la Patrie, qu'il s'en trouve dans les personnes nées dans un rang plus élevé, mais jusqu'icy je n'ai vu personne qui ait foi à cette impossibilité.

9°. Je sais bien que si les Finances d'un Etat se trouvoient dans un extrême désordre, & dans un entier décreditement, il seroit très-sage pour y apporter un

prompt remede de doner alors au plus habile, toute ou presque toute l'autorité du Conseil de Finance. Il est certain que l'arangement se fait plus promptement par un seul que par plusieurs. Mais 1^o. cete autorité réunie en un seul, ne regarde qu'un Conseil particulier. 2^o. Elle n'est necessaire que lorsque les affaires sont dans un extrême désordre, ce qui est rare. 3^o. Dès que le plus habile aura fait enforte par ses soins que les Charges de l'Etat soient régulièrement péyez, dès qu'il aura ainsi rétabli l'ordre & le credit, il sera plus avantageux que tout se regle dans la suite à la pluralité des voix que par un seul; car alors le Conseil de Finance, outre les lumieres de ce plus habile, aura encore les lumieres des autres Conseillers que l'on peut suposer presque aussi habiles, sur tout si dans la suite le Roi prend la voye de se faire proposer les trois meilleurs Sujets. Or come le plus habile n'est pas pour cela infallible, ses Confreres le dissuaderont quelquefois des etreurs où il peut tomber, ou du moins ils empêcheront que ses erreurs ne soient jamais préjudiciables à l'Etat.

On voit donc que les obstacles qui se presentent au perfectionnement, & sur tout à l'afermissement de la nouvelle forme de Gouvernement, sont si faciles à lever, qu'ils ne meritent presque pas le nom d'obstacles.

OBJECTION XXIV.

Un établissement fondé sur de si grands avantages, seroit durable, si les François pouvoient se flater d'avoir toujours des Rois fort prudents; mais on a vû à Rome des Nerons, des Caligulas & d'autres fous de

même espece , pourquoi n'en pourroit-on pas voir ailleurs ? ils sont maîtres des Armes , ils peuvent faire mourir sans forme de Procez ceux qui reclameront contre le renversement des Loix , ou qui voudroient faire des remontrances ; alors les Loix fondamentales d'un Etat , les meilleures regles établies sont-ce autre chose entre les mains des tyrans hardis & insensés , que des regles de plomb , qu'ils rompent ou qu'ils flechissent come il veulent au gré de leurs favoris.

R E P O N S E .

1^o. Les Nerons sont des monstres assez rares , & en attendant qu'il en naisse parmi nous , qui soient capables d'agir évidemment contre leurs plus grans intérêts , en renversant les Loix fondamentales , l'Etat peut beaucoup profiter de la durée de ce salutaire établissement.

2^o. Il est très-possible que le Regent , il est très-possible qu'un Roi de France signe avec les Potentats d'Europe le Traité de Police Européenne , inventé par Henry le Grand , pour conserver les Loix fondamentales de chaque Etat : or la Société Européenne étant garante de l'exécution des Capitulations Imperiales pour l'Alemagne , des Capitulations Parlementaires pour l'Angleterre , des Pacta Conventa pour la Pologne , ne pourroit-elle pas l'être aussi de l'exécution des Capitulations Royales signées aux Sacres des Rois pour la forme du Gouvernement , lorsque cete forme seroit passée en Loi fondamentale , & après tout garantir les Rois de tomber dans la tyranie des Nerons , n'est-ce pas les garantir eux & leur posterité de leur ruine totale ?

N

3°. On peut faire passer le Reglement de la Poly-synodie en forme de Loy fondamentale dans les Etats generaux, & la faire jurer au Sacre des Rois, & lui doner ainsi la même autorité que la Loy Salique, qui done au Roi tout son droit, au préjudice des descendants des filles des Rois.

N

OBJECTION XXV.

Ce qui dégoûte de travailler à former des Etablissements avantageux pour les Rois & pour leurs Sujets, c'est leur peu de solidité ; un jeune imprudent, présomptueux, étourdi, poussé par un grand nombre de jeunes présomptueux, ses flateurs & ses favoris, soutenus par quelques Ministres ambitieux, peut renverser en un jour ce qui a coûté dix ans de travail à un Prince très-sensé à établir & à perfectionner.

Je veux que quelque Politique ait démontré évidemment que la Poly-synodie est beaucoup plus avantageuse pour le Roi que le Visirat & que le Demi-Visirat, si cete démonstration n'est pas connue de tout le monde, si elle est oubliée, à quoi servira-t-elle ?

Si cete forme de Gouvernement ne passe en forme de Loy fondamentale de l'Etat, le Roi & ses favoris daigneroient-ils jeter les yeux sur les preuves de cete démonstration ; & coment doner à cet Etablissement la forme de Loi fondamentale, qu'en ordonnant en pleins Etats Generaux, que les Rois jureroient de l'observer come les autres Loix fondamentales ?

RÉPONSE.

N

Qui empêche le Regent, qui empêche le Roi de faire travailler à cete démonstration? qui empêche, quand elle sera perfectionnée, d'y ajouter copie des Edits, des Declarations & des autres Statuts qui auront servi à former & à perfectionner cet Etablissement? qui empêche de faire recevoir dans les Etats Generaux cete forme de Gouvernement, come loi fondamentale? qui empêche de metre en dépôt des copies autentiques signées de lui, tant des Edits & Declarations, que de l'Ordonance des Etats Generaux, & du Memoire fondamental des motifs de ces Actes dans les Greffes de tous les Parlemens & de toutes les Compagnies Superieures? qui empêche de faire imprimer le tout, & d'enseigner ces motifs dans les Ecoles Politiques, quand il y en aura d'établies, afin que les grans avantages de cete Loi, soient toujours presens aux yeux de tout le monde, & que nul n'ose proposer de la renverser sans être sûr de s'atirer le mépris de tous les gens seneez, & la haine publique de la Nation.

N

OBJECTION XXVI.

Vôtre proposition pour doner aux *Ex-Présidens* l'entrée & voix délibérative dans les autres Conseils, afin qu'ils puissent s'instruire plus exactement de plusieurs genres d'affaires, & devenir plus capables d'ocuper dignement une place dans le Conseil General, priveroit le Conseil particulier, où ils ont présidé de leurs lumieres.

RÉPONSE.

RÉPONSE.

1°. *L'Ex-Président* ne seroit pas obligé de s'absenter tout-à-fait du Conseil où il auroit présidé ; car ce Conseil ne tenant pas tous les jours , il n'assisteroit à un autre Conseil , que le jour où le sien vaqueroit.

2°. S'il s'absentoit de son Conseil , ce seroit pour porter ses lumières & son travail dans un autre , & pour mieux servir l'Etat un jour dans le Conseil General ; d'ailleurs la place qu'il quitteroit par exemple dans le Conseil de Finance , pour entrer dans le Conseil de Commerce , seroit remplacée par un Ex-Président du Conseil de Commerce , qui viendrait travailler au Conseil de Finance. Cete circulation des Ex-Présidens en divers Conseils , seroit un moyen de former de ces grans génies capables de concevoir des projets beaucoup plus étendus & beaucoup plus réguliers , pour faire faire au Gouvernement un progres beaucoup plus grand & beaucoup plus prompt.

3°. *L'Ex-Président* qui n'auroit point de vûë pour être un jour placé dans le Conseil General , se dispenserait , s'il vouloit , d'aler s'instruire de tous les genres d'affaires dans les autres Conseils , il pourroit se charger du Département qu'avoit le nouveau Président.

4°. Les plus habiles conviennent qu'une des causes qui contribuoient le plus à former de grans homes chez les Romains , du tems de la République , c'est qu'ils se mêloient également du Gouvernement Civil & du Gouvernement Militaire , & souvent même de la partie du Gouvernement , qui regardoit la Religion ; les talens de nos grans esprits sont présente-

N

ment bornez à un genre d'affaires , c'est ce qui fait qu'entre diferens Etabliffemens utiles , qui se proposent , nos plus habiles Ministres ne sauroient quelquefois décider avec sûreté , lequel est préférable , & de combien il est préférable aux autres.

5°. L'homme de Guerre jugera bien entre deux Etabliffemens , qui regardent la Guerre , lequel est le plus utile , mais il ne sauroit juger lequel est préférable entre un Etablissement de Guerre & un Etablissement de Police , de Finance , de Commerce &c. cependant faute de cete étendue de conoissances dans chaque Conseiller du Conseil General , il arivera souvent que dans ce Conseil , le parti le moins avantageux sera préféré ; & d'ailleurs l'on employe quelquefois un fonds & un tems précieux à faire un Etablissement de peu de conséquence , tandis que l'on pourroit employer le même tems & les mêmes deniers à en former un autre , qui seroit cent fois plus important.

6°. Les homes ne sont pas assez heureux pour n'avoir point d'inconvenient à craindre , quelque forme de Gouvernement qu'ils choisissent , mais la plus dangereuse est celle , où ceux , qui ont l'autorité entre les mains , peuvent en abuser *impunément* , c'est ce que j'apele Despotisme ; or chacun dans son emploi , quand cet employ est regardé come fixe & permanent , a bien plus de facilité d'abuser de son autorité *impunément* , & d'y exercer peu à peu une espee de Despotisme. Et l'on fait que quand l'home public ne croit point avoir de comte à rendre de ses actions , ses fantaisies , ses interêts particuliers ont plus de part à sa conduite que la raison , je veux dire , que l'interêt public ; mais qu'il craigne pour juge de ses actions un

successeur son rival, il aura une conduite toute différente, & par conséquent très-utile à sa Patrie.

7°. Consultez la forme de Gouvernement des plus sages Comunautez Religieuses, pourquoi y pratique-t-on dans toutes la circulation dans la Superiorité ? c'est que les Associez redoutent le Despotisme come la source des plus grans inconveniens de la Societé. L'abus de l'autorité vient de deux sources principales. 1°. Moins de lumieres pour voir en chaque occasion ce qui est le meilleur à la Societé que l'on gouverne. 2°. Moins de ressort pour préférer l'intérêt public de cete Societé à son intérêt particulier : ils peuvent craindre en redevenant subalternes, qu'on ne leur reproche leurs fautes passées, ils peuvent désirer une nouvele place de Supérieur ; or cete crainte & ce désir est un ressort de moins que n'ont pas les Supérieurs perpetuels pour se bien gouverner. Et je ne say si la premiere source de la corruption qui s'est mise dans les Monasteres, ne vient pas de ce qu'autrefois il n'y avoit point de circulation dans la Superiorité, les Abez étoient perpetuels ; or un Abé qui se relâchoit n'avoit pas de peine à introduire peu à peu le relâchement dans sa Maison.

OBJECTION XXVII.

Je croi bien que pendant la Regence, lorsqu'il s'agira de nomer de nouveaux Conseillers de l'Etat à des places vacantes, le Regent y nomera des Sujets excellens, & tels que ces Conseils auroient eux-mêmes choisi, s'ils avoient eu la liberté du choix ; mais quand après la Regence, la porte sera ouverte à la faveur,

à la recomandation , quand elle sera ouverte à l'or , à la corruption , ces places mêmes se vendront sous main , non aux honêtes gens , qui se feroient scrupule de les acheter , mais à des fripons , qui acheteront l'autorité & le pouvoir de piller impunément , & qui vendront à leur tour la justice & l'injustice.

Je conviens que si presentement que les Conseils sont pleins de Membres , que la réputation de leur probité & de leurs lumieres y a places , le Regent leur donoit droit de se choisir des Membres , ils en choisiroient de tels , qu'ils feroient honneur à leur Compagnie ; mais le Regent voudra-t-il renoncer au droit du choix , j'en dis autant du Roi régnant , & des Rois futurs ; donc à ne juger de l'avenir que par la nature des homes , qui aimeront toujours peu l'interêt public , & beaucoup leur interêt particulier , à juger du credit des favoris & des maitresses , ces Conseils se rempliront peu à peu de gens corompus & de peu de capacité , à peu près come il est arivé aux Conseils de Madrid en moins d'un siècle , parce que Philippe II. qui les établit , ou du moins qui les reforma , ne songea pas à laisser jouir de son vivant ces Conseils du droit de lui presenter trois sujets à chaque place vacante , & de défendre sous peine d'exclusion toutes sortes de recomandations & de sollicitations.

Il est évident que les Membres d'une Compagnie de gens habiles & de probité conoissent mieux que le Roi , soit par eux-mêmes , soit par leurs amis , tous ceux qui sont les plus dignes d'y entrer ; ils sont plus interessez à choisir ceux qui peuvent faire plus d'honneur à la Compagnie , & qui peuvent produire plus d'utilité à l'Etat , dont ils font partie , qu'à choisir

pour Compagnons des gens de médiocre probité & de médiocre esprit.

Il est évident de même, que le Roi n'a point de plus grand intérêt, lorsqu'il a à choisir, sinon que ce choix tombe sur le meilleur sujet, ou sur un des trois meilleurs qu'on y puisse placer.

Il est certain que le Roy s'épargneroit ainsi la peine de chagriner cent refusez, & leurs Protecteurs & leurs Protectrices, il épargneroit la peine qu'il y a à faire une injustice au particulier & au public, & s'épargneroit à lui-même un grand préjudice, parce qu'il ne seroit plus forcé de choisir le moins digne pour plaire à une personne qui est en faveur.

Mais enfin les courtisans, les favoris détourneront toujours le Regent, le Roy de laisser ce choix aux Conseils, & effectivement le favori y perdrait, si au lieu de pouvoir choisir sur trois cent mauvais, il ne pouvoit plus choisir que sur trois excellens, dont aucun ne seroit ni parent, ni ami de ce favori, ni capable de lui promettre aucun présent.

Il faut compter que dans la Société, l'intérêt particulier combat incessamment & fortement contre l'intérêt public, & devient souvent supérieur, & ruine la Société, à moins que le Législateur ne dispose les Loix & les Reglemens, de sorte que les particuliers ne puissent avancer vers leur propre intérêt qu'à proportion qu'ils procureront l'intérêt des autres, & ce sont ces Reglemens qu'il est mal-aisé de trouver en chaque matiere, & encore plus mal-aisé d'établir.

R E P O N S E.

N

1^o. Je ne vois pas pourquoy le Regent ne doneroit pas aux Confeils le droit d'élire trois fujets, & ne feroit pas des Statuts pour la forme de cete Election, s'il eft vrai que c'est le moyen le plus propre pour faire durer cet Etabliffement, & pour remplir toujours les Confeils des meilleurs fujets du Royaume.

2^o. Dès qu'il feroit établi, que ce feroit du nombre des Intendans & des Ex-Intendaus, que l'on choifiroit la plûpart des Confeillers de l'Etat, que ce feroit ceux qui fe diftingueroient le plus par leur travail pour l'utilité publique, & que les recomandations des femmes & des favoris n'y pouroient prefque rien, les prétendans s'attacheroient bien plus à s'aquiter dignement de leurs Emplois, & à étudier à fonds les chofes qui y ont plus de raport, qu'à perdre la plus grande partie de leur tems à faire la Cour à ceux qui font en faveur, & aux favoris des favoris.

Si l'on y prend bien garde, les Rois n'ont rien à doner, ils n'ont rien à diftribuer, que come juges entre ceux qui ont rendu, ou qui peuvent rendre plus de fervice à l'Etat, ils n'ont rien de mieux à faire que de juger alors felon les regles les plus étroites de la juftice; on peut dire même que l'observation exacte de cete juftice eft leur plus grand interêt, & qu'elle eft également l'éfet de la plus haute vertu come de la plus profonde habileté. Je parle plus amplement de l'avantage que le Roi tireroit d'acorder aux Compagnies ce droit de propofer trois fujets dans le Difcours, pour les Dignitez perfonelles.

OBJECTION XXVIII.

Il est vrai que par la circulation les Conseillers seront instruits de plus de matieres , mais ils feront moins profonds en chacune , d'ailleurs il faudra au moins trois mois à chacun d'eux , pour se mettre bien au fait de la nouvelle matiere , & pendant ce tems-là les affaires en souffriront.

R E P O N S E.

1°. Celui qui rapporte à un Conseil une affaire, la rapporte bien mieux quand il conoît à fonds plusieurs matieres, auxquelles cete affaire a raport, que lorsqu'il n'en a qu'une conoissance très-superficielle; or la plupart des matieres d'un même Conseil ont entr'elles un raport, qu'il est important de conoître exactement pour mieux choisir les principes de décision; ainsi il est évident que la meilleure maniere d'être profond dans une matiere, c'est de la voir d'un point de vûë plus élevé, pour en conoître plus facilement les principaux rapports.

2°. Tout le monde sait qu'un home de Finances, qui est acoutumé à rapporter & à expedier une espece d'affaire, & qui a ouï rapporter pendant quatre ou cinq ans un grand nombre d'affaires, dont il va être chargé, ne sera pas quinze jours sans être au fait du détail de cete espece d'affaires, & peut dès les premiers jours faire un raport très-sensé sur les principes necessaires à la décision.

3°. Come celui qui en sort, conoît bien la ma-

tiere , & que le reste des Conseillers la conoissent aussi un peu , on voit qu'il n'y a point à craindre , que sur les premiers rapports d'un Rapporteur nouveau , le Conseil prene de mauvais partis ; les affaires seront donc aussi promptement & aussi sagement décidées & expédiées dans les comencemens du changement du Département , donc elles n'en souffriront point.

4^o. Quand elles en souffriroient quelque peu dans les comencemens ce qu'elles y gagneroient dans la suite par l'augmentation de lumieres , recompense avantageusement de cete perte.

5^o. Quand cete perte que l'on suppose qui se fera dans ce commencement , ne seroit pas recompensée par la suite , elle ne pourroit jamais être mise en balance avec la moitié des inconveniens arachez à la *non-circulation*, ni à tous les avantages positifs de la *circulation* dont nous avons parlé.

OBJECTION XXIX.

Je comprends bien que pour éviter les malversations des Secretaires , il est à propos qu'ils changent aussi de Département ; mais qui est-ce qui mettra le nouveau Conseiller au fait , si le Secretaire ancien ne travaille pas avec lui ?

REPONSE.

Je suppose un Secretaire , ou deux Sous-Secretaires dans chaque Département ; or il suffit de laisser huit jours le Secretaire dans son Emploi ancien , pour mettre au fait pendant ce tems-là le Conseiller qui com-
mence

mence à travailler , & pour instruire en même tems ces deux Sous-Secretaires , & huit jours après chaque Secretaire sera mis au fait de son nouvel Emploi , tant par son Supérieur , que par les deux Sous-Secretaires , & puis quand il aura quelque doute , quelque éclaircissement à demander , les Secretaires savent bien où se trouver , & tout cela se fait sans que ni les affaires , ni les particuliers en souffrent presque rien.

On peut dire même que les Secretaires en profitant ainsi des lumières des uns des autres , en deviendront beaucoup plus habiles pour rendre les expéditions plus promptes , & le travail beaucoup plus facile , ce qui sera au contraire un nouvel avantage pour les affaires.

Enfin si le Regent doute encore sur les avantages & sur la possibilité de la circulation , il n'a qu'à prier quelqu'un de ceux qui ne l'approuvent pas de mettre ses raisons par écrit , il n'aura qu'à faire examiner ensuite *le pour & le contre* au Conseil de l'Examen , cette méthode est toute simple , il n'y a point d'obscurité qu'on n'éclaircisse , il n'y a point d'obstacles surmontables que l'on ne puisse surmonter avec une pareille méthode , & le Roi l'aura toujours sous sa main , quand le Conseil sera perfectionné.

N

O B J E C T I O N X X X .

Le Conseil de Religion seroit utile à l'Etat , s'il étoit continuellement occupé à trouver les moyens non-seulement de concilier les maximes saintes de la Religion avec les vûes raisonnables de la Politique , & à faire rapporter tout à la pratique de la Charité , come au but comun & au but principal de l'une & de l'autre.

Q

tre , but où elles tendent , l'une pour rendre les hommes heureux dans la vie presente, l'autre pour les rendre heureux dans la vie future.

N

Ce Conseil seroit utile à l'Etat & à l'Eglise, si l'on y distribuoit des récompenses à ceux qui doneroient les meilleurs Mémoires pour rapprocher de plus en plus la meilleure Politique de la meilleure discipline, & la meilleure discipline de la meilleure Politique, & il y a cent articles importans où elles s'éloignent l'une de l'autre, & où elles ne s'aprochent pas assez, & qui demanderoient de bons Reglemens ; ce Conseil seroit utile s'il proposoit à ceux qui aspirent aux Benefices, les moyens de servir l'Eglise & l'Etat par de bons Mémoires, & par d'autres bons Ouvrages ; ils montreroient par leurs travaux la difference de leurs talens, sur tout en éclaircissant les usurpations Romaines, ce Conseil seroit utile s'il pouvoit ainsi en conoissance de cause, proposer au Roi les trois meilleurs Sujets pour chaque Benefice, en observant de préférer pour les grandes Abayes & pour les Evêchez ceux qui ont de la naissance & du mérite, à ceux qui n'ont que du mérite.

N

N

Mais pour cela, il faudroit que ce Conseil fut composé d'un plus grand nombre d'Evêques & d'Exevêques & de Conseillers séculiers, tous choisis entre les plus habiles tant dans la Politique que dans la Doctrine & dans la discipline de l'Eglise, afin de donner à cete Assemblée encore plus d'autorité sur les esprits ; or cela n'étant pas ainsi, ce Conseil n'est presque d'aucune utilité.

R E P O N S E.

Rien n'empêche que l'on n'ajoute à ce Conseil un nombre suffisant de Conseillers ; rien n'empêche que l'on y délibere de toutes ces matieres, rien n'empêche que ce Conseil ne puisse tous les jours come les autres Conseils recevoir quelque degré de perfection , il est déjà très utile, mais rien n'empêche qu'il ne puisse devenir d'une beaucoup plus grande utilité.

N

O B J E C T I O N X X X I.

L'Etat est surchargé de dettes ; & cependant les appointemens des Conseillers de l'Etat & de leurs Commis montent à plus de quatorze cens mille livres, au lieu que sous le Visirat & sous le Demi-Visirat, ces appointemens n'alloient pas à sept cens mille livres.

R E P O N S E.

1^o. La difference ne peut jamais être de cinq cens mille livres, & c'est peu de chose en comparaison des grans avantages que procure la Polysynodie.

2^o. Tout le monde fait que les Visirs & les Demi-Visirs se sont fort enrichis dans leur Ministère, je veux bien croire que ce n'a pas été par des voyes illegitimes, mais il demeure constant que soit presens, soit dons, soit gratifications, c'est toujours aux dépens de l'Etat. Le Cardinal Mazarin en dix-huit ans de Ministère, outre la grande dépense de sa Maison, a amassé plus de 36. millions, qu'il a donné à ses ne-

Qij

veux & à ses nièces, il amassoit donc deux millions par an aux dépens de l'Etat.

30. Si on vouloit examiner les fortunes des Sous-Ministres & de leurs Comis, qui ont eu part aux affaires publiques durant son Ministère, on trouveroit que tous ensemble ils n'ont pas moins amassé que leur Maître, à peu près come les branches d'un arbre profitent toutes ensemble, & pesent à peu près autant que leur tronc; ainsi au lieu de dire que le Visirat coûtoit à l'Etat 500. mille livres de moins que la Polysynodie ne lui coûte presentement, on peut dire au contraire avec beaucoup de fondement, que cete Polysynodie épargne à l'Etat au moins trois millions cinq cens mille livres par an.

Je ne done point pour exemple le Demi-Visirat du dernier Regne, je ne veux point désobliger des Familles que j'aime, que j'honore, que je respecte, & d'ailleurs ce que j'ai aporté en preuve contre le Visirat, sert de preuve égale, ou à peu près égale contre le Demi-Visirat.

40. La raison de cete épargne de l'Etat, c'est 10. que les Conseillers de l'Etat ne veulent & n'oseroient faire aucun profit illegitime, ni recevoir aucun present des Sujets du Roi; or on fait assez que les Comis pouvoient en recevoir autrefois, sur tout lorsque les Sous-Ministres leurs maîtres y avoient part, & que ces Sous-Ministres n'avoient rien à craindre, pourvû que le Premier Ministre ou le Visir y eût aussi une part proportionnée. 20. Les Conseillers de l'Etat s'observent trop les uns les autres pour oser rien faire contre le devoir le plus exact; ainsi on peut dire que leur mutuelle jalousie tourne au profit de l'Etat. 30. Si le Roi

faisoit quelque gratification ou présent à l'un d'eux , il ofenseroit tous ceux qui méritent & qui croient mériter également ; or la crainte qu'aura le Roi de déso-bliger le plus grand nombre par de pareilles distinctions tournera encore au profit de l'Etat. Je ne croi donc pas qu'il soit nécessaire de rien retrancher de leurs appointemens.

5°. Quand la Polysynodie coûteroit à l'Etat en gages & appointemens , le double , le quadruple du Visirat , s'il n'y a pas le quart des friponeries & des malversations dans la Polysynodie que dans le Visirat , & dans le Demi-Visirat , si la Polysynodie apporte cent fois plus de profit à l'Etat , en vérité peut-on avoir regret à une dépense , ou plutôt à une espèce d'avance qui rapporte cent pour un.

Je ne dis pas qu'il ne puisse y avoir des Conseillers de l'Etat qui pourroient être encore plus utilement occupés , mais ce n'est pas la faute de la Polysynodie en general , c'est peut-être un petit défaut d'une Polysynodie particulière , où il est facile de remédier.

6°. Quand il seroit raisonnable de retrancher pendant quatre ou cinq ans la moitié des appointemens du Conseil de Regence & des Présidens , & le quart des appointemens des autres , jusqu'à ce que les revenus de l'Etat fussent augmentés , & les charges diminuées , chose dont je ne conviens pas , cela ne prouveroit rien contre la Polysynodie en general , ni contre la Polysynodie de la Monarchie ; c'est seulement un retranchement qui regarde l'Etat de nos affaires présentes , c'est un cas particulier qui n'est que passager , & il demeure toujours constant que la Polysynodie est la forme du Gouvernement où les Ministres de l'Etat

N

les plus corompus trouveront toujours plus de difficulté à s'enrichir excessivement aux dépens du Roi & de l'Etat, & par conséquent c'est la forme la moins à charge au Royaume, ainsi c'est un vingt-unième avantage très-réel de la Polyfynodie, auquel je n'avois pas pensé, & que l'Objection m'a fait remarquer.

OBJECTION XXXII.

La Polyfynodie loin d'avoir donné au Regent plus de loisir que n'en avoit le feu Roi, n'a fait que multiplier son travail, il a come le feu Roi, la signature des Ordonances & des autres Expéditions ordinaires, qui lui emportent beaucoup de tems par jour; il a beaucoup de décisions à faire, que faisoient les Demi-Visirs: or ce grand travail est au dessus des forces de tout home, qui n'aura ni la même superiorité de génie, ni par conséquent la même facilité à travailler: d'un autre côté peut-on comter que le Regent laisse par succession à tous les Rois futurs cette même superiorité d'intelligence, est-ce une chose dont la France puisse se flater? Or dès qu'un Prince d'un génie médiocre aura essayé de la grandeur du poids du Gouvernement & de la peine du travail, il cherchera bientôt un Ministre principal, sur qui il puisse se décharger d'un fardeau si pesant, n'est-ce pas le train ordinaire de la nature? Vôte bel Etablissement est donc impossible à soutenir par les Rois futurs.

R E P O N S E.

N

1^{re}. Qu'il empêche que le Regent ne done à trois

Comissaires de chaque Conseil ; le pouvoir de signer pour lui les Expéditions ordinaires concernant ce Conseil, & de faire circuler tous les trois ans ces Comissaires ; de sorte que quand il en arrivera un nouveau, il y en ait deux anciens, & d'établir que l'on n'aura recours au Roi ou au Regent, pour signer, que dans les cas extraordinaires, où lorsque les trois Comissaires ne seront pas d'avis uniforme, les Contrats de l'Hôtel de Ville ne se signent-ils pas par des Comissaires ou Porteurs de pouvoir ?

2^o. S'il arive quelque contestation entre ces Comissaires, ne peut-elle pas être décidée par le Conseil General à la pluralité des voix, en l'absence même du Roi, car la pluralité fait le même éfet que l'unité ; ces décisions que fait le Regent lorsqu'elles sont moins importantes, & en grand nombre, ne peuvent-elles pas se faire en dernier ressort par chaque Conseil particulier, & lorsqu'elles sont très-importantes, ne peuvent-elles pas se faire par le Conseil General, même en l'absence du Roi, aussi utilement pour l'Etat, que si elles se faisoient par le Roi seul ; or en usant de cete méthode, le fardeau du Gouvernement seroit-il si pesant pour le Roi ? Tout le poids du Gouvernement tomberoit sur les Conseils, & tout se gouverneroit selon les Reglemens anciens, jusqu'à ce que l'on y eût ajouté de nouveaux degrés de perfection par des Reglemens nouveaux ; ainsi la machine iroit d'elle-même, & iroit bien.

3^o. Je sai bien que tandis que les gratifications, les Emplois, les Benefices, les Pensions & les autres récompenses de l'Etat ne seront pas renvoyez aux differens Conseils, afin qu'ils noment chacun dans son Dé-

N

N

partement les trois fujets les plus utiles à l'Etat ; un jeune Roi pourra par ignorance faire dans cete matiere beaucoup d'injustices , & par consequent des fautes très-importantes par raport à ses interêts , & aféblir ainsi très-considerablement le principal ressort de l'Etat , mais qui l'empêche de prendre un parti aussi sage ?

N

4°. Ce qui demande le plus grand travail du Regent , c'est de trouver d'un côté les moyens de diminuer le travail des Rois futurs , & de leur donner de l'autre les moyens de se passer de Vifirs , mais Dieu merci ce travail n'est pas au dessus des forces de ce Prince , sur tout s'il se procure un peu plus de loisir en faisant faire par des Commissaires la plûpart des choses qu'il a bien voulu prendre la peine de faire lui-même jusqu'à present pour se mieux instruire des détails , alors il aura assez de loisir pour méditer utilement sur les choses qui demandent le plus d'effort d'esprit.

N

5°. Je ne prétens pas qu'il ne soit très-utile à un Roi d'avoir fait par lui-même au commencement de son Règne certains travaux qui sont de la fonction ou d'un Ministre , ou même d'un Premier Comis ; on en voit toujours plus clair dans les affaires generales , quand on a un peu manié les détails. Un General qui a passé par les diferens Grades & Emplois de Guerre , en est meilleur General , mais s'il vouloit encore mettre à ces détails d'affaires particulieres , que d'autres peuvent faire à peu près aussi bien que lui des heures qu'il doit à des affaires generales & beaucoup plus importantes , qui ne sauroient être bien réglées que par lui & avec un loisir suffisant , il ne feroit plus bon General , parce qu'il manqueroit de bon sens ; la premiere chose ,

se qu'un Ministre voit en entrant en fonction, c'est qu'il ne sauroit tout faire par lui-même, & qu'ainsi il est dans la necessité d'abandonner à ses Comis & à ses Subalternes les travaux les moins importants, quoi qu'il voye qu'ils y feront quelquefois des fautes qu'il n'y feroit pas; le Roi non plus que ses Ministres n'a que quelques heures à travailler par jour; or s'il vouloit faire par lui-même ce que ses Conseils & ses Ministres peuvent faire; quoi que moins bien que lui, il négligeroit necessairement ce qui est de plus important, & ce que lui seul peut faire; or préférer le moins important au plus important, ne seroit-ce pas manquer de bons sens?

OBJECTION XXXIII.

Plus le Regent a de lumiere & de facilité dans le travail, & plus il est disposé à croire que son travail seroit facile à tout autre; il se trompe, & ce qui est de fâcheux, c'est que cete erreur le portera à négliger d'inventer tous les moyens possibles pour doner à sa machine un mouvement perpetuel, durable, & ce qui est de la derniere importance un mouvement indépendant de luy.

Ainsi il est fort à craindre que sa belle machine ne dure gueres plus que lui; il faudroit qu'il s'acoûtumât à renvoyer tout aux diferens Conseils, & que les Conseils eux-mêmes s'acoûtumassent à décider tout ce qu'il est presentement obligé de décider seul, il faudroit qu'il trouvât les moyens de faire que son Etablissement pût se passer peu à peu de lui pour le courant

ordinaire des affaires ; or il est fort à craindre que tout ce qu'il fait par lui-même , il ne trouve jamais les moyens de le faire faire , à peu près aussi-bien tant par les Conseils particuliers que par le Conseil Général.

REPONSE.

1^o. J'avouë que cete Objection est la plus forte de celles que l'on m'a faites sur la durée de l'Etablissement , & il faut avouer que ce seroit un grand défaut pour la beauté de la machine , si l'ouvrier ne la pouvoit pas laisser en état de se passer de lui , mais je ne vois pas qu'il soit impossible qu'il y parviene peu à peu.

2^o. Il est fort intéressé à rendre un si bel Etablissement durable , lui qui a presque tout l'honneur de l'invention , & qui a sûrement tout l'honneur de l'exécution , qui est encore plus grand , puisqu'il a surmonté des obstacles , qui eussent été effectivement insurmontables pour tout autre que pour lui.

3^o. Il est intéressé à se débarrasser le plus qu'il pourra de la décision des affaires ordinaires & particulieres , pour avoir le loisir de méditer suffisamment sur les nouveaux Etablissements , c'est-à-dire sur les affaires extraordinaires & generales ; après tout , c'est moins à moi qu'au Regent lui-même à répondre à l'Objection ; c'est à ce Prince & non à autre , à doner à ce grand & merveilleux Etablissement toute la solidité qu'il merite , & je suis le premier à en prédire la ruine , même avant la premiere Regence , s'il ne lui done pas à force

N

de méditation & de soins, toute la perfection qui lui est nécessaire.

4°. Je conviens qu'il ne peut pas facilement voir lui-même combien il nous est nécessaire, mais ne peut-il pas essayer une semaine de ne se mêler presque point *du courant* d'un certain genre d'affaires, & puis voir en quoi on auroit pû mieux faire, & mettre ainsi un Conseil particulier en état de décider les choses à peu près, aussi-bien qu'elles le peuvent être sans le Regent; ne peut-il pas faire le même essai pendant quinze jours; & ainsi peu à peu sur chacun des autres Conseils particuliers, & même sur le Conseil General.

Loüis XIII. ne se mêloit point du Gouvernement, il laissoit tout faire à son Premier Ministre: or qui empêche le Regent de confier aux differens Conseils particuliers, & au Conseil General, ce que son ayeul confioit à un seul home avec cete difference essentielle, qui est que le Regent travailleroit tous les jours à diriger de mieux en mieux, & à gouverner ses Conseils par de sages Reglemens, ce qui est proprement la fonction du génie qui gouverne; au lieu que Loüis XIII. loin de gouverner son Ministre, en étoit lui-même gouverné.

5°. Le Regent en voyant ainsi la machine aller d'elle-même, pourroit remarquer ce qu'il faudroit encore y ajouter, ou y retrancher; alors on peut dire qu'il seroit parvenu à faire un chef-d'œuvre de Politique, & tout cela n'est rien moins qu'impossible pour lui: ce qu'il a fait est incomparablement plus difficile, que ce qu'il lui reste à faire: ainsi j'ose prédire qu'il ne laissera pas son ouvrage imparfait, & que par consequent

il le rendra par sa sagesse & par sa prévoyance très-solide, & capable de résister à toutes les tempêtes que pourront exciter dans la suite en France l'imprudence & la folie.

OBJECTION XXXIV.

Si le Regent ne s'occupe point à décider les affaires particulières & ordinaires de l'Etat, qui emportent présentement presque tout son tems, s'il laisse aux Conseils le soin de pourvoir à tout le courant, que lui restera-t-il à faire pour le bien de l'Etat, lui qui a un esprit si supérieur & si capable de s'élever au-dessus des voyes communes, & de perfectionner considérablement les meilleurs Etablissements.

R E P O N S E.

1^o. Quelque capacité qu'il ait, il n'aura trouvé d'ici à long-tems les moyens de faire que les Conseils n'aient pas besoin de lui pour régler le *courant des affaires ordinaires*, aussi-bien que s'il les regloit lui seul; on peut dire même que come ce sera un chef-d'œuvre de Politique, de trouver sur cet article, & de mettre en œuvre tous les moyens les plus convenables, il est impossible que ce travail ne l'occupe plusieurs années.

2^o. Supposé que dans quelque tems il en soit venu à bout, ne lui reste-t-il pas à s'occuper des affaires extraordinaires; c'est-à-dire, de la formation des nouveaux Etablissements, & du perfectionnement des an-

ciens, & entr'autre de l'Etablissement de la *Police Européenne* entre les Souverains Crêtiens, ne font-ce pas ces sortes de travaux extraordinaires, qui seuls peuvent procurer aux Etats des avantages immenses, & montrer à l'Univers l'étendue & la justesse d'esprit, le courage & la constance des Princes qui les executent. Entre ces travaux extraordinaires, je mets le perfectionnement de la Polyfynodie, si le Regent peut ariver à le rendre durable, & le perfectionnement du Conseil de l'Examen des Mémoires Politiques, ou du Progrez de la Politique.

N

N

Les Rois fainéans, ou d'un esprit médiocre, par le sage Etablissement de la Polyfynodie, soustiendront facilement le Royaume en bon état, & les Rois laborieux & d'un esprit plus sublime, ayant plus de loisir à employer aux affaires exrraordinaires, parviendront plus facilement à mettre le Royaume dans une situation incomparablement meilleure qu'ils ne l'auront trouvé.

Découvrir tous les jours les moyens de faire faire par d'autres tout ce que l'on feroit soi-même pour les détails, & augmenter tous les jours un loisir précieux pour s'employer à examiner la machine en gros, & par les principales parties, pour remedier à ce qui paroît ou se démancher, ou n'avoir pas un mouvement assez libre & assez vif, augmenter par tout les ressorts, & empêcher qu'ils ne s'oposent les uns aux autres, entreprendre ou achever des travaux *extraordinaires*, très-difficiles & très-importans; voilà précisément le partage d'un grand Roi & d'un grand génie; son premier soin à la verité, est d'établir un bon ordre, afin

que le courant des affaires journalieres soit bien réglé & dirigé dans les Conseils vers la plus grande utilité de l'Etat ; mais après cela , c'est à lui de voir que le moindre progres vers un grand dessein est souvent mille fois plus utile , que quelques petits arangemens dans quelques affaires particulieres , c'est de savoir faire faire par d'autres la plupart des choses qu'il pourroit faire lui-même, & dont il seroit acablé, au lieu qu'un Prince d'un esprit médiocre, qui ne peut venir à bout d'établir ce bon ordre pour le courant , est forcé de faire lui-même ou le Ministre ou le Comis , quand il est question de faire le maître.

OBJECTION XXXV.

Si la Polysynodie étoit si avantageuse à l'Etat , ne verrions-nous pas un tel ordre dans les Finances , que le courant des Charges seroit payé régulièrement à terme à tous les Créanciers de l'Etat , sans avoir besoin de faveur & de recomandation pour la préférence , come on est payé à l'Hôtel de Ville sans préférence ? ne verrions-nous pas même une sixième, une huitième partie des revenus de l'Etat employée tous les ans ou à rembourser des capitaux , ou à faire des travaux , ou à former des Etablissmens encore plus profitables à l'Etat que la plupart de ces remboursemens.

Il n'y avoit pour cela que trois partis à prendre ; ou diminuer *suffisamment* les Charges par rapport aux subsides actuels , ou augmenter *suffisamment* ces subsides par rapport aux Charges , ou diminuer d'un côté les Charges ,

& augmenter de l'autre les subsides, cela n'est pas fort difficile à voir ; cependant tandis que les Charges de l'Etat ne seront point payées entierement & régulièrement, peut-on esperer le rétablissement du credit public ? Quel avantage nous a donc produit vôtre Poly-synodie.

REPONSE.

1^o. Cete Objection ne roule que sur ce qu'a fait, ou sur ce que n'a pas fait le Conseil de Finance, & les reproches que l'on a faits au Conseil de Finance, ne tombent nulement sur la Poly-synodie particuliere établie par le Regent, & beaucoup moins sur la Poly-synodie en general, qui peut se perfectioner tous les jours.

2^o. Sous le dernier Regne, où le Conseil de Finance étoit gouverné par un seul home, le courant des Charges étoit-il mieux payé ? N'avons-nous pas vû qu'il étoit dû huit anées de la plûpart des gages, des pensions & des apointemens ? Ce n'est donc point du tout la Poly-synodie qui est la cause de ce *non-payement*.

3^o. J'ose dire que si jusqu'à present le Conseil de Finance n'a pas pris l'un des trois partis, ce n'est pas que chacun des Membres n'ait vû qu'il falloit en venir-là, mais c'est que chacun d'eux a vû de grans inconveniens, soit à diminuer encore le principal ou l'interêt des Creanciers du Roi, soit à augmenter les subsides, ainsi ce n'est pas tant la faute de ce Conseil, si les partis que l'on a pris jusqu'ici ne sont pas *suffisants* ; c'est la

nature du mal , qui ne se peut guérir sans de nouvelles operations très-douloureuses ; operations que le Conseil voudroit épargner aux Intereffez , & quelle douleur pour les Creanciers du Roi de voir encore diminuer le capital & l'interêt de leurs Creances ! Quelle douleur pour les autres Sujets , de voir augmenter les impositions même en tems de Paix , pour payer les Creanciers du Roi ! doit-on faire des reproches à ce Conseil d'avoir diferé ces fâcheuses operations , tandis qu'il a eu l'esperance de trouver quelque autre remede.

4°. Un inconvenient passager & accidentel d'un seul Conseil , auquel même la necessité fera trouver d'un jour à l'autre des remedes suffisans , n'est point un inconvenient qui puisse entrer en consideration contre l'Etablissement des autres Conseils , ni même contre la forme de ce Conseil , c'est come si l'on vouloit prouver qu'une machine n'est pas belle , n'est pas utile , parce qu'il y manque une rouë un peu plus grande , ou parce que quelque accident en a dérangé quelque piece ; mais il n'est rien de si ordinaire que de voir raisonner de travers sur tout ceux qui souffrent : *le revenu de l'Etat n'est pas encore à niveau des Charges , disent-ils , donc la Polysynodie n'est pas préférable ni au Visirat , ni au Demi-Visirat ; Plaisant raisonnement , qui devroit toujours subsister dans sa force , s'il étoit bon , & qui s'évanoüira , & qui paroîtra une extravagance , dès que ce niveau entre les Charges & le Revenu sera rétabli.*

OBJECTION

OBJECTION XXXVI.

La pluralité des Conseils divise l'autorité en plusieurs parcelles, & par conséquent l'afféblit.

R E P O N S E.

1^o. La division n'afféblit l'autorité, que lorsque ceux à qui cete autorité est confiée, s'oposent les uns aux autres, & lorsque chacun des partis tâche de ruiner l'autorité du parti contraire, & de s'élever sur ses ruines, mais dans la Polysynodie la portion d'autorité qui est confiée à un Conseil, n'est employée qu'à exécuter les résolutions de ce Conseil, & nullement à ruiner l'autorité & le credit d'un autre Conseil.

2^o. Cet inconvenient de l'autorité divisée, seroit bien plus à craindre si le Roi au lieu de sept ou huit Conseils, n'avoit que sept ou huit Ministres differens pour chaque matiere differente; car ces Demi-Visirs n'ayant pour témoins chacun dans leur Département que de simples Comis leurs creatures, ils agiroient bien plus vivement & bien plus constamment à diminuer l'autorité les uns les autres, que ne peut faire un Conseil pour détruire l'autorité d'un autre Conseil, la raison en est si sensible que je ne m'amuse pas à la dire.

3^o. Nous ne voyons pas que dans les Républiques, où il y a divers Conseils selon la diversité des matieres, l'autorité soit en aucune façon afféblie, la preuve de l'afféblissement du Gouvernement tirée de la division &

du partage de l'autorité en divers Conseils, n'est donc qu'un sophisme fondé sur une équivoque du mot d'*autorité divisée*, qui peut être pris en deux sens diférens. L'autorité divisée en plusieurs parties, qui cherchent à se ruiner l'une l'autre, aféblit le Gouvernement, cela est sans doute, mais l'autorité divisée en plusieurs parties, disposées de telle sorte, que toutes ensemble conspirent incessamment au même but, qui est *la plus grande utilité de l'Etat*, loin d'aféblir le Gouvernement, ne fait au contraire que le fortifier, en unissant pour son service les forces d'un nombre dix fois plus grans de génies également forts, & ils sont d'autant moins sujets à se détourner du but par des intérêts particuliers, qu'ils ne pourroient pas s'en détourner *impunément*; ils sont témoins perpétuels de la conduite les uns des autres, ils marchent de Compagnie, & la Compagnie ne peut marcher que vers l'intérêt du plus grand nombre; c'est-à-dire vers l'intérêt public, la Compagnie peut se tromper sur les moyens, mais elle est en quelque sorte infaillible ou irrépréhensible sur le but; le Visir au contraire peut se tromper sur les moyens, beaucoup plus souvent qu'une Compagnie entiere d'hommes égaux à lui en lumieres, mais come il agit sans témoins, & qu'il peut préférer *impunément* en mille occasions son intérêt particulier à l'intérêt public, il est impossible qu'il ne soit plus souvent répréhensible sur le but, & sur les moyens, que cete Compagnie.

Cela me paroît démontré pour qui a le sens de la démonstration, & en vain j'en dirois davantage pour quiconque n'a pas cete sorte de sens.

OBJECTION DERNIERE.

Il est certain que s'il y avoit dans chaque Conseil des Conseillers assistans, tels que sont les Maîtres des Requêtes au Conseil de Justice, & que lorsqu'il s'agiroit de remplir une place dans un de ces Conseils : par exemple dans le Conseil de Finances, les Conseillers du Conseil de Finances pourroient choisir avec sûreté les trois d'entre les Conseillers assistans, qui auroient ou en rapportant, ou en opinant, ou par leur conduite, montré plus d'étendue, plus de justesse, plus de modération & plus de probité, mais sans cela ne conoissant point suffisamment tous les aspirans, comment seront-ils sûrs de proposer les trois meilleurs au Roi, pour remplir la place vacante? Or comment d'un côté mettre dans chaque Conseil dix ou douze aspirans qui y assisteroient régulièrement, & qui y rapporteroient quelquefois sans leur doner d'appointemens, & de l'autre comment leur doner des appointemens sans surcharger l'Etat?

RÉPONSE.

10. Les Maîtres des Requêtes n'ont point ou presque point d'appointemens, ils achètent même leurs Charges; cependant il s'en trouve suffisamment qui sont fort aises d'avoir l'honneur d'assister au Conseil, c'est que ces places leur apportent de la considération, & leur donent l'espérance de devenir Conseillers de l'Etat au Conseil de Justice, & pourquoi ne s'en trouveroit-il pas suffisamment, qui

pour avoir pareille consideration & pareille esperance, assisteroient au Conseil de Commerce, au Conseil de Finance, & aux autres Conseils.

N

20. Si le Roi se détermine à former le Conseil des Reglemens, ces Conseillers assistans y auroient séance dans les diferens Bureaux des différentes matieres, & en cete qualité ils auroient déjà des apointemens comme je le propose dans un autre Mémoire : or il est évident qu'alors le choix des Conseillers de l'Etat tomberoit toujours avec sûreté sur les meilleurs Sujets.

RECAPITULATION.

Si la forme du Gouvernement des deux Régnes précédens n'a aucun avantage que n'ait la Polyfynodie, si au contraire cete nouvelle forme a plusieurs avantages considerables, que ni le Visirat, ni le Demi-Visirat ne pourroient avoir, on peut dire que la Polyfynodie est beaucoup préférable aux deux autres.

Or j'ai montré, ce me semble, avec assez d'évidence, que dans la Polyfynodie, ceux qui raportent les affaires seront moins trompez, & tromperont moins sur les faits, & que par conséquent les décisions fondées sur des erreurs de fait, & si défavantageuses au bien de l'Etat, seront beaucoup plus rares.

Que les Conferences & la contradiction entre égaux, produiront dans les affaires importantes & douteuses beaucoup plus de lumieres pour trouver & pour choisir les meilleurs partis & les meilleurs expédiens.

Que les Ministres par l'interêt particulier de leur

réputation, opinant en public, opineront beaucoup plus constamment pour l'intérêt public.

Que d'un côté y ayant dans la Polysynodie un nombre incomparablement plus grand de personnes occupées du bien public que dans le Visirat, soit de ceux qui seront dans les Conseils, soit de ceux qui voudront y parvenir, & que de l'autre en établissant la proposition des trois sujets plus dignes par les pareils, pour obtenir ou ces places, ou des Emplois, ou des récompenses de l'Etat, chacun se piquera bien davantage d'émulation à qui rendra de plus grans services à la Patrie, & chaque Officier s'appliquera alors beaucoup plus à acquérir des connoissances & des talens utiles au service, qu'à se procurer par des recommandations un mérite étranger, & désormais inutile.

Que les intérêts du Roi & les intérêts de ses Sujets seront plus souvent conciliés, & que le Gouvernement en sera ainsi plus heureux pour ceux qui sont gouvernez, & par conséquent beaucoup plus facile & plus durable pour celui qui gouverne.

Que le credit des femmes sera beaucoup moins à craindre dans le Gouvernement des affaires de l'Etat.

Que les Conseillers de l'Etat auront moins intérêt que les Visirs à souhaiter que les Rois vivent dans l'oïveté & dans la molesse, sans s'appliquer au Gouvernement.

Que l'autorité étant beaucoup plus partagée, les Sujets faibles auront beaucoup plus de protecteurs contre les Sujets puissans; qu'ainsi il y aura beaucoup moins de vexations & d'injustices de la part des Demi-Visirs, ou méchans, ou prévenus.

J'ai montré que le Roi n'ayant plus pour le Département de la Guerre un seul Ministre, mais un Conseil entier, il fera beaucoup moins poussé à entreprendre des Guerres offensives sans des fondemens legitimes, & qu'ainsi nous nous en attirerons beaucoup moins de la part de nos voisins.

Que les inconveniens de la faiblesse des Rois trop jeunes, & de l'affaiblissement des Rois trop vieux, se feront beaucoup moins ressentir, parce que les Conseils qui ne meurent point, & qui ne s'affaiblissent point par l'âge, maintiendront l'autorité, & dirigeront toujours également le cours *des affaires ordinaires & journalieres*; qu'ainsi la Monarchie aura dans les tems faibles tout l'avantage du Gouvernement Republicain, qui est immortel en conservant cependant l'avantage qu'elle peut tirer d'un Roi sage & laborieux *pour les affaires extraordinaires*, c'est-à-dire, pour les Etablissements & pour les Reglemens nouveaux, lorsqu'il sera dans la maturité & dans la force de l'âge.

Que les Rois environnez de plus de lumieres, n'auront pas moins d'autorité, mais que voyant plus clair dans leurs plus grans interêts, ils éviteront beaucoup plus de mauvais partis.

Que le peuple voyant tant de Conseillers sages, habiles, équitables, zelez pour le bien public, obéira avec beaucoup plus de joye & de facilité, & qu'ainsi l'autorité du Roi en recevra une nouvelle augmentation très-considerable.

Que nos voisins pacifiques s'uniront volontiers par des ligues défensives, avec un Gouvernement où les Conseillers ont tous un interêt particulier d'éloigner

la Guerre, de conserver la paix, & de ne tendre qu'à la défensive au dehors, & au perfectionnement des Loix & de la Police au dedans.

J'ai montré qu'en donnant à chaque Conseil l'autorité de décider en dernier ressort les affaires dont la décision est peu importante à l'Etat, quoique très-importante à quelques particuliers, les trois quarts & demi des affaires s'y décideroient promptement & sans apel, come elles se décident au Conseil de Justice, & qu'ainsi n'y ayant que la huitième partie des affaires, c'est-à-dire, celles qui seront très-importantes qui fussent obligées de passer devant le Roi en plein Conseil General elles seroient examinées par deux Conseils, au lieu d'un, c'est-à-dire examinées à proportion de leur importance, il ariveroit que ce qui devoit être expédié promptement le seroit, & que ce qui mériteroit beaucoup plus d'attention, & qui ne seroit pas si pressé, seroit décidé moins promptement, & avec plus de maturité. Or on a vû que par ce moyen on pouroit alier deux points qu'il faut alier dans le Gouvernement, *celerité* pour la plupart des affaires, & *maturité*, ou *examen suffisant* pour les autres; c'est qu'il y a deux sortes d'affaires très-differentes qu'il faut traiter d'une maniere très-differente, *sur peine de mal gouverner*.

J'ai montré qu'un Reglement pour la distinction de ces deux sortes d'affaires n'étoit pas impossible, & qu'on pouvoit dans chaque Conseil particulier perfectionner tous les jours un pareil Reglement, pour atteindre d'un côté à la plus grande celerité dans les affaires ou pressées, ou moins importantes, & pour

atteindre de l'autre à l'examen suffisant dans les affaires non-pressées, & très-importantes.

Que le Roi laborieux faisant décider toutes les affaires ordinaires & journalières, soit en Paix, soit en Guerre, avec celerité & avec sagesse, ou par chacun des huit Conseils, ou par le Conseil Général, sans que sa présence y soit nécessaire, il aura incomparablement plus de loisir pour examiner & finir les affaires extraordinaires, qui seules peuvent donner un grand éclat à sa réputation, en procurant à ses Sujets de nouveaux avantages par des Etablissmens nouveaux.

Que ceux qui se mêleront des affaires publiques, auront bien moins de facilité à cometre des malversations, & à s'enrichir par des voyes illegitimes aux dépens de l'Etat.

J'ai montré que l'Etat souffrira beaucoup moins des maladies ou de l'absence d'un Conseiller de l'Etat, qu'il ne souffriroit de la maladie d'un Demi-Visir, ou d'un Visir, parce que le travail de ceux qui se portent bien, & qui sont presens, supplera facilement à l'infirmité & à l'absence des autres.

Que les Départemens de la plupart des Conseillers de l'Etat pouront désormais circuler entr'eux, & qu'il resultera de cete circulation de très-grans avantages pour le Royaume, en ce qu'il y aura moins de négligence & moins de malversations dans les affaires, & beaucoup plus d'émulation, plus de travail & plus de lumières dans les Conseillers, plus d'égalité dans l'autorité, & par consequent plus de liberté dans les suffrages, & que cete égalité rendra

cete

cete excellenté forme de Gouvernement beaucoup plus durable.

Que plusieurs excellens Etabliffemens, qui étoient impossibles dans le Gouvernement précédent, & entr'autre l'Etabliffement du Conseil, pour le progres de la Politique; & pour l'Examen des Mémoires sur les Reglemens & sur les Etabliffemens, sont devenus possibles, & même faciles à executer, & que cet Etabliffement produira beaucoup plus de Reglemens utiles, & fera que beaucoup plus de gens de qualité s'apliqueront avec plus de soin & de succez à perfectioner de jour en jour nôtre Gouvernement.

Que dans la dernière forme de Gouvernement, personne n'osoit enseigner; & que personne n'avoit de facilitez pour bien étudier la Politique, & que cependant sans le grand progres de cete science, l'Etat ne pouvoit avoir ni dans les Emplois publics, ni dans les Conseils, que des homes mal habiles, en comparaison de ce qu'ils auroient été, s'il y avoit eu liberté entière d'enseigner, & grande facilité d'apprendre; & des récompenses pour le progres de cete science, qui fussent proportionnées à sa grande utilité.

Que le Visirat ne peut jamais se perfectioner, parce que par la mort, ou par le déplacement d'un Visir habile & zélé pour le bien public, les meilleures maximes & les plus utiles Etabliffemens étoient souvent renversez par un successeur ou mal habile, ou corrompu; au lieu que dans la Polysynodie, les Conseils étant immortels, les bones maximes s'y

perpetuoient ; qu'ainsi cette forme de Gouvernement peut tous les jours aquerir de nouveaux degrés de perfection , sans pouvoir perdre ceux qu'elle a déjà aquis , ce qui est un avantage inestimable sur le Visirat.

J'ai montré qu'il étoit très - important pour l'utilité publique d'établir des Grades dans le Ministère come dans l'Epée , & que cet Etablissement étoit impossible dans le Visirat & dans le Demi-Visirat , au lieu qu'il étoit très-possible dans la Polyfynodie.

Enfin j'ai montré que dans la forme nouvelle , où l'autorité peut être à peu près également partagée entre beaucoup de Conseils , il se trouve beaucoup plus de sûreté pour la durée de la Maison Royale sur le Trône , que dans un Gouvernement où l'autorité du Roi est réunie dans un seul Ministre.

Or il me semble que le Visirat & le Demi-Visirat n'ayant aucun avantage que l'on ne trouve dans la Polyfynodie ; qu'ayant au contraire beaucoup d'inconveniens très-importans , où la Polyfynodie n'est point sujette , que cete forme ayant autant d'avantages aussi considerables & aussi évidens que ceux que nous venons d'exposer ; on peut conclure que la Nation , & sur tout les François sensez & gens de bien qui vivent aujourd'huy , verront tous avec joye l'Etablissement de la Polyfynodie , & que ceux qui viendront après nous , seront convaincus par ce Discours , que ce plan de Gouvernement est tant pour celui qui gouvernera , que

pour ceux qui seront alors gouvernez, le plus avantageux & le plus durable de tous les plans qui ont été jusqu'ici suivis ou même imaginez, & c'est ce que je m'étois proposé de leur démontrer.

Ubi multa Consilia salus. Prov.

16. Avril 1718.